

2011

Rapport annuel

# Chiffres-clés

		2011	2010	2009	2008	2007 Révisé
<b>Activités</b>						
Production propre totale des entreprises consolidées (en tonnes)	huile de palme	206 476	192 156	196 368	169 514	171 167
	caoutchouc	8 464	9 608	8 633	9 026	10 033
	thé	2 626	3 097	3 121	6 600	6 237
	bananes	19 297	20 639	20 575	11 046	10 456
Prix du marché moyen (USD/tonne)	huile de palme	1 125	901	683	949	780
	caoutchouc	4 823	3 654	1 921	2 619	2 290
	thé	2 921	2 885	2 725	2 420	2 036
	bananes	1 125	1 002	1 145	1 188	1 037

## Résultats (en KUSD)

Chiffre d'affaires	367 661	279 400	237 829	279 402	207 292
Bénéfice brut - avant IAS41	136 808	117 682	89 695	92 228	76 797
Résultat opérationnel - avant IAS41	114 090	95 625	73 908	74 066	61 656
Part du groupe dans le résultat	95 088	84 843	60 174	58 765	47 289
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts	104 273	77 704	64 400	62 293	63 781
Flux de trésorerie disponible	37 168	33 922	34 593	35 809	33 249

## Bilan (en KUSD)

Immobilisations opérationnelles (1)	385 363	321 512	278 118	254 621	230 089
Capitaux propres du groupe	425 261	368 549	296 918	247 140	199 420
Actifs (+)/passifs (-) financiers nets	47 519	56 484	36 108	14 453	- 8 280
Investissements en immobilisations incorporelles et opérationnelles (1)	68 031	37 842	30 847	36 134	31 523

## Données par action (en USD)

Nombre d'actions émises	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 951 740
Capitaux propres	47,51	41,17	33,17	27,61	22,28
Résultat de base par action	10,63	9,48	6,72	6,56	5,34
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts (2)	11,65	8,68	7,19	6,96	7,21
Flux de trésorerie disponible (2)	4,15	3,79	3,86	4,00	3,76
Dividende brut (en EUR)	1,70	1,50	1,10	0,80	0,80

## Cours de bourse (en EUR)

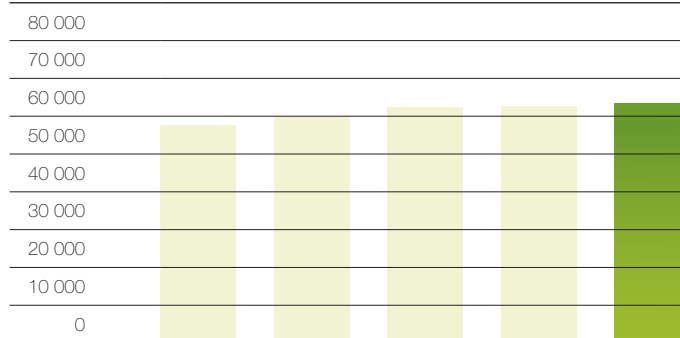
Maximum	75,78	71,93	36,80	53,00	39,90
Minimum	49,01	36,80	18,00	16,80	22,50
Clôture 31/12	58,00	71,00	34,78	18,69	39,90
Capitalisation boursière au 31/12 (en KEUR)	519 201	635 574	311 342	167 308	357 165

(1) Immobilisations opérationnelles = actifs biologiques, immobilisations corporelles et immeubles de placement

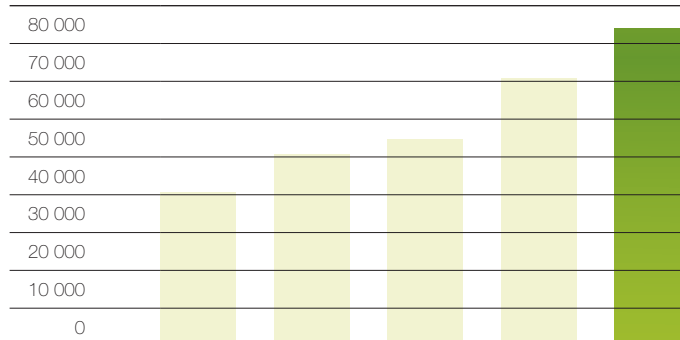
(2) Dénominateur 2011 = la moyenne pondérée des actions émises (8 951 740 actions)

2007 2008 2009 2010 2011

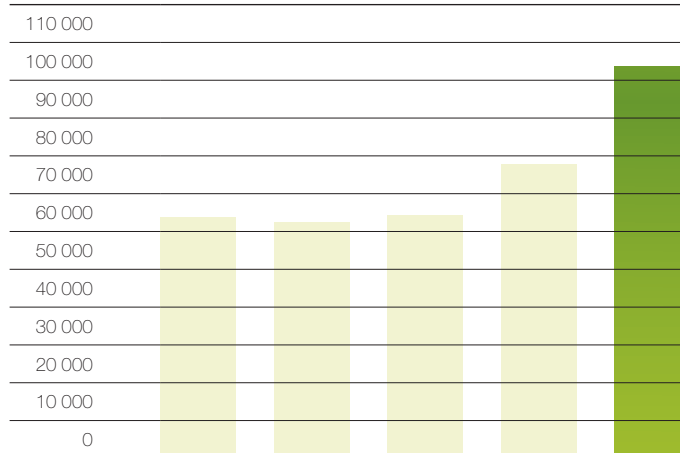
**1 Hectares plantés (en hectares)**



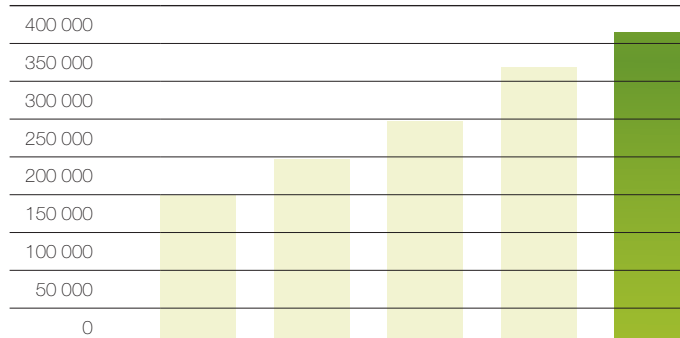
**2 Part du groupe dans le résultat, avant IAS41**



**3 Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts**



**4 Capitaux propres du groupe**







Exercice 2011

Rapports du conseil d'administration et du commissaire  
présentés à la 93<sup>ème</sup> assemblée générale ordinaire du 13 juin 2012

# Calendrier financier

L'information périodique et occasionnelle se rapportant à la société et au groupe est communiquée avant les heures d'ouverture du marché, de la manière suivante:

- le rapport intermédiaire sur les premiers 3 mois le 26 avril 2012,
- les résultats du premier semestre le 17 août 2012,
- le rapport intermédiaire sur les premiers 9 mois le 25 octobre 2012,
- les résultats de l'exercice en février 2013, accompagnés de commentaires sur les activités du groupe,
- chaque événement important, pouvant avoir une influence sur le résultat de la société et du groupe, fera l'objet d'un communiqué de presse séparé conformément aux dispositions légales en vigueur.

La prochaine assemblée générale ordinaire se tiendra le 12 juin 2013 à 15 heures à Kasteel Calesberg, Calesbergdreef 5 - 2900 Schoten.

# Adresses utiles

Responsables de la communication financière:

François Van Hoydonck  
Johan Nelis

Tél. 32-3-641 97 00  
Fax 32-3-646 57 05  
e-mail: [finance@sipef.com](mailto:finance@sipef.com)

Siège social et bureaux:

Kasteel Calesberg  
Calesbergdreef 5  
2900 Schoten

Tél. 32-3-641 97 00  
Fax 32-3-646 57 05  
e-mail: [info@sipef.com](mailto:info@sipef.com)  
[www.sipef.com](http://www.sipef.com)

Registre des personnes morales Antwerpen  
T.V.A. BE-0404.491.285

# Table des matières

Calendrier financier	2
Adresses utiles	2
Table des matières	3
Faits marquants du groupe SIPEF	4
Historique	5
Activités principales	5
Stratégie de l'entreprise	6
Administration, contrôle, gestion journalière	7
Organogramme	9
Message du président	11
Rapport du conseil d'administration	16
Conseil d'administration	24
Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise	26
Rapport de gestion par produit	39
Rapport de gestion par pays	43
Productions du groupe	64
Hectares plantés	65
Profil d'âge	67
Pratique du développement durable	70
États financiers	79



# Faits marquants du groupe SIPEF

## Février

Offre publique d'achat des parts non détenues de *Jabelmalux SA*.

## Juin

La cotation de *Jabelmalux SA* est suspendue.

## Juillet

Distribution d'un dividende brut d'EUR 1,50 par action.

Obtention d'une première licence (10 500 ha) dans la région de Musi Rawas.

## Septembre

Début du programme d'achat d'actions propres pour un maximum d'EUR 10 millions.

## Novembre

Clôture réussie de l'offre publique d'achat des actions non détenues de *Jabelmalux SA* après prolongation. Le groupe détient à présent 99,3% des parts.

## Décembre

Obtention d'une deuxième licence (9 000 ha) dans la région de Musi Rawas.

## Janvier-décembre

La production d'huile de palme augmente de 7,9%. Les volumes de caoutchouc, thé et bananes diminuent légèrement.

Des prix de vente plus élevés contribuent à une augmentation de 19,3% du résultat opérationnel avant IAS41.

Le résultat net IFRS, part du groupe, s'élève à KUSD 95 088, en hausse de 12,1% par rapport à l'an dernier; un nouveau record pour le groupe *SIPEF*.

La situation de trésorerie du groupe a été préservée.

Proposition de distribution d'un dividende brut d'EUR 1,70 par action, en augmentation de 13,3% par rapport à l'année dernière.

Poursuite de l'expansion en palmiers et hévéas en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.



# Historique

La Société Internationale de Plantations et de Finance a été incorporée en 1919 avec pour but principal la promotion et la gérance de sociétés de plantations dans des régions tropicales et subtropicales. A cette époque, la société disposait de deux « agences de gestion », une à Kuala Lumpur en Malaisie et l'autre à Médan en Indonésie.

La société s'est développée progressivement en un groupe agro-industriel diversifié disposant de facilités de production et d'exportation en Asie et en Océanie, en Afrique et en Amérique du Sud et gérant d'importantes plantations de cultures traditionnelles que sont le caoutchouc, l'huile de palme et le thé.

A partir de 1970 de nouvelles activités comme les bananes, les ananas, les plantes ornementales, les goyaves et le poivre furent introduites. Le groupe acquit également des intérêts dans le secteur immobilier en Belgique et aux Etats-Unis, mais cette activité a été arrêtée.

Nos activités traditionnelles en matières premières et leurs exportations nous ont naturellement amenés à nous développer dans le secteur de l'assurance. Cette activité a été étendue à une vaste gamme de services.

Durant la dernière décennie *SIPEF* se concentre entièrement à l'agro-industrie de l'huile de palme, du caoutchouc, du thé en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et des bananes en Côte d'Ivoire. Le groupe commercialise lui-même ses productions sur les marchés mondiaux. *SIPEF* s'occupe également de gestion et d'étude de marché pour compte de tiers.

Aujourd'hui les plantations ont une superficie d'environ 64 088 hectares plantés.

# Activités principales

*SIPEF* est une société agro-industrielle, cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles.

La société détient essentiellement des participations majoritaires dans des entreprises tropicales qu'elle gère et qu'elle exploite.

Le groupe est diversifié géographiquement et produit plusieurs matières premières, dont la principale est l'huile de palme.

Les investissements sont généralement effectués dans des pays en voie de développement.



# Stratégie de l'entreprise

## Gestion

*SIPEF* joue un rôle décisionnel dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une majorité ou qu'elle contrôle avec d'autres partenaires. Ce rôle inclut une participation active aux conseils d'administration des filiales ainsi que la supervision du management et de l'exploitation de celles-ci. *SIPEF* s'efforce de transmettre aux directions locales son expertise agronomique et technique.

## Clientèle

Tous les efforts sont mis en place afin de satisfaire les besoins de nos clients et de nous assurer que des marchandises et des services de qualité leur soient fournis en temps voulu.

## Employés

Afin d'optimiser la gestion des plantations, des efforts particuliers sont déployés pour former nos collaborateurs locaux en matière d'agronomie et de gestion. Les politiques agricole, technique, environnementale et générale du groupe sont consignées avec des directives pratiques, mises en œuvre par des stages de formation. Nous veillons à ce que l'ensemble des employés travaille dans un environnement sain et sécurisé.

## Environnement

Le groupe reconnaît que, outre ses obligations statutaires et commerciales, il a une responsabilité envers les communautés et envers l'environnement dans lequel il opère.

Le groupe veille à préserver l'environnement par l'application de pratiques agricoles saines et conformes aux principes et critères du «Roundtable on Sustainable Palm Oil» (RSPO). Celles-ci incluent un large éventail de responsabilités sociales et environnementales telles que la transparence, la conformité légale, les bonnes pratiques agronomiques, le développement responsable des superficies et la recherche continue de perfection.

Un chapitre séparé du rapport annuel est consacré à l'agriculture durable et à l'attention que nous accordons à son application.

**“The Connection to the World of Sustainable Tropical Agriculture”**

# Administration, contrôle, gestion journalière

## Conseil d'administration

Baron BRACHT	Président
François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Baron BERTRAND	Administrateur
Priscilla BRACHT	Administrateur
Jacques DELEN	Administrateur
Antoine FRILING	Administrateur
Baron de GERLACHE de GOMERY	Administrateur
Regnier HAEGELSTEEN	Administrateur
Sophie LAMMERANT-VELGE	Administrateur
Richard ROBINOW	Administrateur

## Commissaire

DELOITTE Réviseurs d'entreprises SC s.f.d. SCRL représentés par Dirk Cleymans	Commissaire
---	-------------

## Gestion journalière

François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Matthew T. ADAMS	External Visiting Agent
Didier CRUYSMANS	Directeur Estates Department
Thomas HILDENBRAND	Directeur Marketing Bananes et Fleurs
Johan NELIS	Chief Financial Officer
Paul NELLENS	Directeur Marketing Commodities



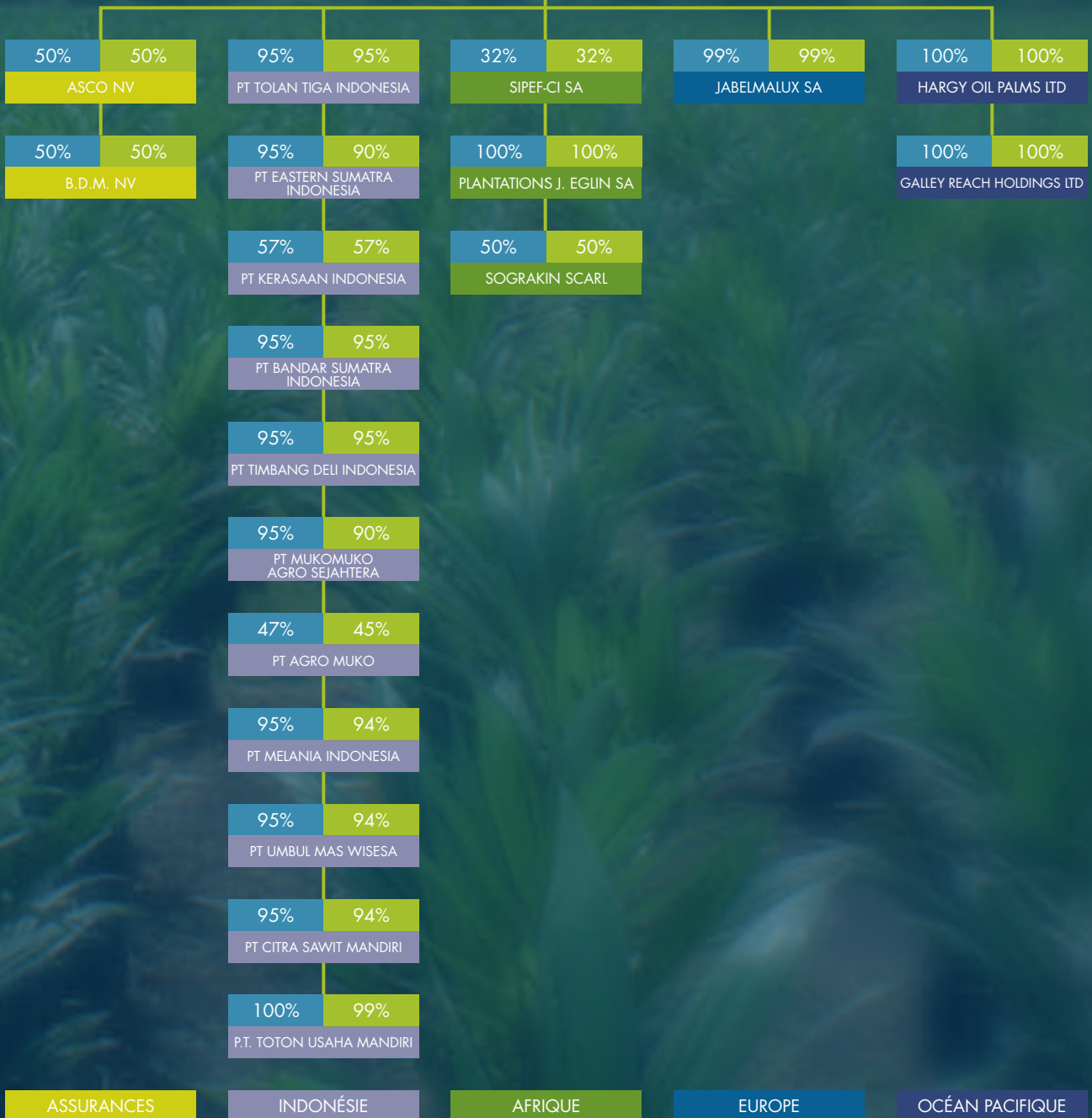
# Organogram







# SIPEF



■ pourcentage de contrôle  
■ pourcentage d'intérêts





Baron Bracht, Président

# Message du président

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport annuel ainsi que les comptes consolidés du groupe et de la société anonyme qui seront soumis à la 93<sup>ème</sup> assemblée générale du 13 juin 2012.

2011 sera inscrite comme une année record dans l'historique de *SIPLEF*. Après des résultats croissants en 2008, 2009 et 2010, cet exercice présente à nouveau un bénéfice consolidé qui dépasse de manière significative ceux des années antérieures, ceci en raison de la fermeté des prix de nos quatre produits de base qui sont l'huile de palme, le caoutchouc, le thé et les bananes.

L'Indonésie poursuit son chemin de façon constante dans la voie de la stabilité politique et du développement économique basé sur un marché intérieur solide, ce qui se confirme sur les marchés financiers internationaux par une monnaie forte et des taux d'intérêt en baisse. La croissance de l'économie sans inflation particulière donne le champ libre à de solides ressources financières pour améliorer les infrastructures et la lutte contre la corruption.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, malgré les perspectives de recettes considérables provenant de l'exploitation et de la construction des nouvelles installations de gaz naturel liquide, d'importants bouleversements politiques ont été débattus au niveau des chambres législatives, sans créer d'instabilité dans le pays. Le nouveau gouvernement bénéficie du soutien international pour maintenir dans le pays la stabilité nécessaire à mettre en place une politique à long terme débarrassée de corruption.

On ne peut en dire autant de la Côte d'Ivoire. Les élections de novembre 2010 ont dégénéré l'année dernière en une guerre civile qui a paralysé le pays

pendant 6 mois et a causé d'importants dommages économiques. Un gouvernement crédible, soucieux de l'avenir du pays et soutenu par la communauté internationale a heureusement été mis en place en juin 2012. Cette crise a réduit de moitié la rentabilité à court terme de nos opérations bananes et fleurs, mais n'a pas causé de dégâts permanents à l'appareil de production.

La crise financière, qui a ralenti considérablement l'économie européenne et américaine, a eu peu d'influence sur les pays où nous exerçons nos activités.

Les fondamentaux du marché de l'huile de palme sont restés sains, caractérisés par une consommation sans cesse croissante dans la plupart des régions du monde. L'offre, principalement en provenance d'Indonésie, a augmenté au même rythme que la demande. La volatilité des prix est donc largement déterminée par des conditions météorologiques souvent instables, affectant la production de soja en Amérique du Sud, des céréales en Amérique du Nord et l'huile de palme en Extrême-Orient.

Des doutes sur un approvisionnement suffisant en huiles végétales ont maintenu des prix fermes pendant le premier trimestre de l'année, mais ensuite des déclarations négatives au sujet d'une croissance économique limitée dans les pays développés ont provoqué une baisse progressive. Finalement, les prix de l'huile de palme se sont stabilisés juste au-dessus des USD 1 000 la tonne, un niveau pratiqué également au début de 2012 et soutenu par de nouvelles rumeurs sur des conditions météorologiques défavorables pouvant influencer négativement les volumes de production. Une baisse des prix pourrait avoir lieu au second semestre uniquement s'il apparaît clairement que l'offre est suffisante.





# Message du président

En novembre, nous avons été désagréablement surpris par une augmentation des taxes sur les huiles de palme destinées à l'exportation en Indonésie, le gouvernement désirant développer son industrie de fabrication de produits dérivés et favoriser financièrement le secteur de la seconde transformation des huiles. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les exploitations agro-industrielles en début de chaîne sont de grandes consommatrices de main-d'œuvre et donc porteurs de l'emploi dans le secteur.

Malgré l'influence de mauvaises conditions climatiques au Nord-Sumatra, *SIPEF* a augmenté ses volumes d'huile de palme produits de près de 8% par rapport à 2010. Ce sont les premiers résultats des efforts de rajeunissement et d'extension réalisés ces dernières années tant en Indonésie qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Dans ce contexte, je suis ravi que les efforts déployés par nos équipes pour trouver de nouveaux terrains aient été récompensés par l'obtention de 2 ou éventuellement 3 licences pour le développement d'un maximum de 30 000 hectares de palmiers et d'hévéas au Sud-Sumatra. Bien que nous ne sommes pas certains de la taille finale de ces expansions, nous sommes optimistes sur l'avenir de *SIPEF* dans cette région propice à l'agriculture qui ne présente aucun problème écologique en regard des critères de durabilité RSPO. Le succès ultime dépendra de la volonté des populations locales de mettre à disposition leurs terres contre un paiement, ce qui garantira le développement de l'emploi dans la région.

Les conditions météorologiques ont affecté nos volumes de production de caoutchouc naturel l'année dernière, par contre les prix en début d'année 2011 ont évolué vers de nouveaux sommets en raison d'une forte demande en Extrême-Orient. Ce n'est que lorsque les marchés européens décrochèrent, à

la suite de nouvelles financières négatives, que les prix mondiaux du caoutchouc naturel baissèrent rapidement vers un plancher fin 2011 avant de repartir à la hausse. Les perspectives à long terme du caoutchouc naturel restent nettement positives en raison d'une forte demande et d'une offre peu flexible. *SIPEF* consacrera une partie de son développement à l'hévéaculture.

*SIPEF* a investi de par le passé et développé un thé de qualité à Cibuni en Indonésie et en récolte maintenant les fruits à travers une réputation qui permet de vendre nos productions au Moyen-Orient à des prix bien supérieurs aux moyennes du marché. Nous maintenons notre stratégie d'offrir à nos acheteurs un thé exceptionnel, cueilli à la main malgré le manque croissant de main-d'œuvre dans la région.

Malgré une année difficile en Côte d'Ivoire, nos exportations de bananes et de fleurs, vers l'Europe, basées sur des relations à long terme avec plusieurs clients de renom qui respectent des volumes et des prix annuels fixés à l'avance, contribuent régulièrement à nos résultats. La réduction des taxes à l'importation des bananes dollar en Union Européenne ne s'est pas fait sentir au niveau des prix des bananes d'origine africaine de qualité qui sont appréciées dans le sud de l'Europe et au Royaume-Uni.

Les activités d'assurance, que nous partageons avec la société Ackermans & van Haaren, ont subi en 2010 les restructurations des deux pôles «assurance maritime» et «immobilière» pour en faire des activités rentables. Les premiers résultats se sont révélés à travers l'augmentation des primes et nous nous attendons à une rentabilité croissante à partir de 2012.

Après une offre publique d'achat réussie sur les actions *Jabelmalux SA*, la cotation de cette entreprise, qui fait maintenant partie intégrante du



groupe *SIPEF*, a été suspendue en juin à la Bourse de Luxembourg. Cette transaction s'inscrit dans notre stratégie de rassembler une plus grande participation dans les actifs déjà investis.

Les plans d'expansion du groupe progressent positivement dans différentes parties du monde. Le projet de *PT UMW / PT TUM* au Nord-Sumatra a atteint sa taille maximale et les premiers fruits sont traités à Perlabian. L'année prochaine, ils le seront dans une nouvelle usine en construction. Dans la province de Bengkulu, un nouveau projet d'huile de palme propre à *SIPEF*, *PT Mukomuko Agro Sejahtera (PT MMAS)*, a commencé. *PT MMAS* devrait assurer aux usines d'Agro Muko d'atteindre leur pleine capacité d'usinage. Au Sud-Sumatra, nous avons trouvé les hectares nécessaires pour permettre au groupe *SIPEF* d'atteindre une taille optimale, tant en production d'huile de palme que de caoutchouc naturel. Tous ces développements sont associés à la création d'emplois dans des régions où l'agriculture est souvent le principal pourvoyeur de travail, ce qui exige de la *SIPEF* des investissements lourds en matière d'infrastructures, d'habitats et de facilités incitant les travailleurs à se fixer à long terme au sein du groupe.

Les extensions à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée évoluent de façon plus lente que prévu pour des raisons logistiques, mais nous avons trouvé les terres nécessaires pour doubler nos activités sur l'île 'New Britain' et les porter à plus de 20 000 hectares en exploitation. La construction d'une troisième usine d'extraction indispensable a commencé également.

Ces importants budgets d'investissement pèsent sur les flux de trésorerie du groupe, mais il est hors de question d'exposer à nouveau celui-ci à une dette structurelle. L'expansion s'inscrira dans un plan qui permettra à *SIPEF* de croître à long terme, et

doit permettre une juste rémunération annuelle des actionnaires.

*SIPEF* constitue également un exemple en termes de durabilité en agriculture tropicale. Toutes nos usines d'huile de palme sont certifiées conformes aux principes et critères de la «Round table on Sustainable Palm Oil» (RSPO) et les nouveaux développements sont immédiatement mis en conformité avec ces procédures. Nous pouvons donc affirmer que *SIPEF* vend sur le marché uniquement de l'huile durable et, de ce fait, contribue de manière significative à la réfutation des arguments tendant à démontrer que l'expansion des plantations d'huile de palme n'est pas écologiquement et socialement responsable. *SIPEF* et ses employés investissent quotidiennement dans le développement durable et nous espérons que nos acheteurs seront prêts à utiliser exclusivement de l'huile de palme durable.

En raison des investissements consentis à la capture du gaz méthane rejeté par les effluents des usines d'extraction au Nord-Sumatra, *SIPEF* a reçu l'accord de l'UNFCCC donnant droit aux «Certified Emission Reductions» (CER's) qui sont vendus sur le marché européen.

*SIPEF* a également obtenu une certification pour l'utilisation de nos huiles comme énergie verte en Europe. Nous avons l'intention d'intégrer ces systèmes de capture dans toutes nos usines et introduire ces gaz dans les chaudières afin de contribuer à notre façon à la réduction des émissions nocives à effet de serre.

Je tiens également à féliciter tous les employés de *SIPEF* pour leurs efforts visant à assurer que nos standards soient atteints et respectés, tant au niveau social qu'environnemental, et dans le cadre de la rentabilité que s'impose le groupe en tant que société industrielle cotée en bourse. Cela s'applique



# Message du président

non seulement à la production d'huile de palme, mais aussi à toutes les activités du groupe.

Depuis plusieurs années, nous travaillons, par le biais d'une fondation, à l'établissement d'un projet de biodiversité dans la province de Bengkulu. Nous poursuivons nos efforts pour obtenir l'appui politique afin d'obtenir l'autorisation requise pour assurer la protection contre la déforestation d'une zone d'environ 12 000 hectares située à proximité d'un parc national. Nous avons lancé deux autres projets dans la même région, l'un pour protéger plusieurs espèces de tortues de mer menacées d'extinction, et l'autre poursuit une enquête sur le biotope de zones forestières protégées par la *SIPEF* et situées à proximité de nos plantations de palmiers à huile.

Grâce aux conditions de marché exceptionnelles pour la plupart de nos activités et à la croissance de notre production d'huile de palme, *SIPEF* a clôturé son exercice avec un résultat consolidé, part du groupe, de KUSD 84 681, un record dans l'histoire de notre entreprise et une amélioration de 19,89% par rapport aux résultats de 2010. Si nous comptabilisons les actifs biologiques à leur juste valeur, le résultat part du groupe, suivant les normes IFRS s'élève à KUSD 95 088, soit une augmentation de 12,1% par rapport au résultat de l'an dernier.

Mes remerciements vont à tous les employés du groupe *SIPEF* qui, chacun à leur niveau d'activité, ont contribué à la réalisation de ces excellents résultats. Cependant, je me permets d'attirer l'attention de la direction et du personnel sur l'importance, en ces temps de prix élevés, de contrôler les coûts et les rendements des unités de production. L'environnement économique sain dans lequel évoluent nos activités favorise la fermeté des devises locales, l'inflation et les augmentations de salaires, ce qui rend difficile le maintien des coûts de production.

Malgré l'important budget d'investissement et le paiement de dividendes, la position de notre trésorerie accumulée au cours des années précédentes a été préservée en grande partie. Vu la croissance des résultats, elle devrait permettre une augmentation du dividende. Nous confirmons avec plaisir que notre conseil d'administration proposera un dividende brut d'EUR 1,70 qui sera payé le 4 juillet 2012.

Compte tenu des ventes déjà réalisées de nos principaux produits de base, il semble que nous nous dirigeons une fois de plus vers des résultats excellents pour l'année en cours, mais le résultat final dépendra en grande partie des prix des matières premières au cours du second semestre 2012. Ces prix pourraient être influencés par les perspectives de croissance négative et par la crise financière de l'Union Européenne.

Les perspectives à long terme pour l'huile de palme et le caoutchouc restent favorables en raison de la forte demande en Extrême-Orient où la croissance est soutenue par un important marché intérieur et une classe moyenne en pleine expansion, alors que l'offre reste soumise aux aléas des conditions météorologiques et aux limitations dans des possibilités d'expansion des zones agricoles.

22 février 2012

**Baron Bracht**  
Président

A blue ink signature of Baron Bracht, consisting of a stylized 'B' followed by 'rucht' and a horizontal line at the bottom.





Pepinière d'hévéas



# Rapport du conseil d'administration

A l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2012.

Chers actionnaires,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2011.

Conformément à l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché belge réglementé, *SIPEF* est tenue de mettre son rapport financier annuel à la disposition du public sous la forme d'une brochure.

Cette brochure comprend le rapport annuel combiné – statutaire et consolidé – du conseil d'administration, établi conformément à l'article 119, dernier alinéa C. Soc.

La brochure contient également une version abrégée des comptes statutaires (page 139) établis conformément à l'article 105 C. Soc., et la version intégrale des comptes annuels consolidés (page 79). Conformément aux articles 98 et 100 C. Soc., les comptes annuels statutaires complets, accompagnés du rapport annuel du conseil d'administration et du rapport du commissaire, sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Le commissaire a remis, en ce qui concerne les comptes annuels statutaires et consolidés, une attestation sans réserve.

Le rapport annuel, les versions intégrales des comptes annuels statutaires et consolidés, et les rapports du commissaire concernant ces comptes annuels précités, sont disponibles sur le site web ([www.sipef.com](http://www.sipef.com)) et peuvent être obtenus sur simple

demande, franc de port, à l'adresse suivante:  
Calesbergdreef 5 – 2900 Schoten,  
ou par e-mail: [finance@sipef.com](mailto:finance@sipef.com).

## 1. Comptes annuels statutaires

### 1.1. Capital et actionariat

Au cours de l'exercice écoulé aucune modification du capital de la société n'a été enregistrée. Le capital souscrit s'élève à EUR 34 767 740,80 représenté par 8 951 740 actions, sans mention de valeur nominale, entièrement libérées.

Les statuts modifiés de l'entreprise, y inclus l'information sur la forme juridique, l'objet statutaire, le structure du capital, le capital autorisé et la nature des parts sociales, sont disponibles sur le site web ([www.sipef.com](http://www.sipef.com)).

22 000 nouvelles options furent attribuées en 2011 dans le cadre du plan de stock-options. Les options accordées et non encore exercées au 31 décembre 2011 donnent ainsi droit ensemble à l'acquisition de 22 000 parts *SIPEF* (0,25%)

### 1.2. Activités

Pour un aperçu des activités principales du groupe *SIPEF* durant l'exercice 2011, nous vous prions de bien vouloir consulter le 'Message du Président' à la page 11.

### 1.3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

#### 1.3.1. Situation financière au 31 décembre 2011

Les comptes statutaires de *SIPEF* ont été établis conformément à la législation comptable belge. Le total du bilan de la société au 31 décembre 2011



s'élève à KEUR 155 129, comparé à KEUR 130 721 l'année précédente.

L'augmentation des actifs financiers concerne principalement l'achat d'actions supplémentaires dans le groupe d'entreprises *Jabelmalux SA* (KEUR 13 442) et la création de 2 nouvelles filiales indonésiennes *PT Agro Agro Rawas Ulu* et *PT Agro Kati Lama* (KEUR 2 757). L'augmentation de l'actif circulant résulte principalement de l'accroissement temporaire des créances commerciales. Veuillez noter également que des actions propres de l'entreprise, pour lesquelles une réserve fut créée, ont été achetées au courant de l'exercice pour KEUR 3 365.

Les fonds propres de *SIPEF* s'élèvent à KEUR 79 233 avant répartition du bénéfice, ce qui correspond à EUR 8,85 par action.

Les résultats statutaires de *SIPEF* sont dans une large mesure déterminés par les dividendes et les plus/moins-values. Etant donné que toutes les participations ne sont pas détenues directement par *SIPEF*, le résultat consolidé du groupe reflète de manière plus fidèle l'évolution économique sous-jacente.

Le résultat statutaire de l'exercice 2011 s'élève à KEUR 4 012 comparé à un profit de KEUR 7 823 l'exercice précédent.

### 1.3.2. Affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat (en KEUR) comme suit:

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	20 177
Bénéfice de l'exercice	4 012
Total à affecter	24 189
Dotation aux autres réserves	3 365
Rémunération du capital	15 218
Bénéfice à reporter	5 606

Le conseil d'administration propose de distribuer un dividende d'EUR 1,70 brut par action. Après retenue du précompte mobilier, le dividende net s'élève à EUR 1,275 par action, ou EUR 1,343 pour le coupon qui est présenté assorti d'un coupon strip VVPR (précompte de 21% au lieu de 15% suite à la nouvelle réglementation fiscale).

Si l'assemblée générale ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 4 juillet 2012.

## 1.4. Perspectives

Comme les années précédentes, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du groupe.

## 1.5. Communications

### 1.5.1. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2011, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur l'évolution de la société.

### 1.5.2. Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons par ailleurs, conformément à l'article 134, par. 2 et 4 du Code des Sociétés, qu'aucune rémunération complémentaire n'a été payée au commissaire à part de la rémunération normale approuvée par l'assemblée générale, et qu'une rémunération de KEUR 57 a été versée à des entreprises liées au commissaire pour des conseils juridiques, comptables et fiscaux.

### 1.5.3. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.



# Rapport du conseil d'administration

## 1.5.4. Rachat ou cession d'actions propres

Le 29 mai 2009, l'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration de *SIPEF* à racheter des actions propres dans une fourchette de prix déterminée, et ceci durant une période maximale de 5 ans.

Au cours de l'exercice 2011, *SIPEF* a acquis 59 676 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises en vue, notamment, de couvrir les engagements de la société dans le cadre du plan d'options sur actions et comme placement temporaire de trésorerie.

La situation au 31 décembre 2011 se présente comme suit:

Nombre d'actions propres	59 676 (0,67%)
Prix moyen par action (EUR)	56,40
Valeur totale d'investissement (KEUR)	3 365

## 1.5.5. Modification des statuts

Au cours de l'année 2011, les statuts ont été modifiés comme suit:

- Changement du nom de *SA SIPEF NV* en *SIPEF*;
- Changement du siège social de la société de Entrepotkaai 5, 2000 Anvers à Calesbergdreef 5, 2900 Schoten;
- Renouvellement du capital autorisé;
- Modification de la composition du comité de rémunération et du comité d'audit;
- Modifications de la nouvelle loi sur les droits des actionnaires.

## 1.5.6. Notification en vertu de la Loi du 1 avril 2007 sur les offres publiques

Par moyen d'une lettre datée du 6 septembre 2011, Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV et GEDEI NV, a informé l'entreprise qu'ils détiennent ensemble 38,89% du total des droits de vote de *SIPEF*.

## 1.5.7. Structures de protection

Lors de sa réunion du 29 mai 2009, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'autoriser le conseil d'administration d'acquérir ou de vendre des actions de la société en cas de nécessité et dans le but d'éviter que la société ne subisse un dommage grave et imminent, et ce pour une période de 3 ans.

## 2. Comptes annuels consolidés

### 2.1. Risques et incertitudes

Ce texte donne une description des risques opérationnels évalués par le management et le conseil d'administration. Tous les risques énoncés ci-après pourraient avoir un impact négatif important sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou la liquidité et pourraient mener à des pertes de valeur exceptionnelles sur les actifs.

Certains risques, dont le groupe *SIPEF* estime qu'ils ont maintenant un impact limité, pourraient s'avérer avoir finalement un effet négatif considérable. D'autres risques dont la société n'a pas connaissance peuvent exister.

Les principaux risques non-couverts sont les suivants:

- fluctuations des prix du marché des matières premières huile de palme, caoutchouc, thé et bananes;
- conditions climatologiques;
- développements géopolitiques;
- risques liés à l'expansion.

Le chiffre d'affaires et la marge réalisés dépendent dans une grande mesure des **fluctuations des prix du marché** de l'huile de palme et de palmiste principalement. Une modification du prix de l'huile de palme d'USD 10 CAF Rotterdam par tonne a un

impact d'environ USD 1,2 million par an sur le résultat après impôt.

Les volumes produits et donc le chiffre d'affaires et la marge réalisés sont dans une certaine mesure influencés par les **conditions climatologiques** telles que les précipitations, l'ensoleillement, la température et l'humidité.

Etant donné que la plupart des investissements du groupe *SIPEF* sont réalisés dans des pays en voie de développement (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Côte d'Ivoire) les **développements géopolitiques** dans ces régions demandent une attention particulière du management. Toutefois il s'avère du passé récent que les difficultés éventuelles dans ces pays n'ont qu'une influence limitée sur le résultat net du groupe, sauf l'impact de mesures macro-économiques.

L'**expansion** additionnelle prévue par le groupe *SIPEF* dépend de la possibilité d'acquérir de nouveaux contrats de concessions pour des terrains agricoles qui répondent aux critères de durabilité à des conditions économiquement justifiables. Si le groupe ne réussit pas à réunir ces conditions, les plans d'expansion pourraient en être affectés.

A part ces risques spécifiques importants, le groupe est également confronté à des risques plus généraux, comme:

- risques de change, de taux d'intérêt, de crédit et de liquidités, comme mentionnés dans la partie financière de cette brochure;
- risques liés à des actions sociales;
- risques liés aux systèmes informatiques;
- risques liés aux législations;
- risques liés aux litiges;
- risques liés aux contrôles internes;
- risques liés aux contrôles fiscaux;
- risques de responsabilité environnementale;
- ...

## 2.2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes consolidés portant sur l'exercice 2011 sont établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2011 s'élève à KUSD 567 291, soit une augmentation de 13,33% par rapport au total du bilan de KUSD 500 556 enregistré fin 2010. Cette augmentation doit être attribuée avant tout aux investissements supplémentaires au niveau des plantations et installations, financés par des liquidités générées durant l'exercice. Le solde des liquidités a été utilisé pour le remboursement de dettes financières à court terme. La position financière nette à la fin de 2011 était de KUSD 47 519 comparé à KUSD 56 484 à la fin de 2010.

Les fonds propres consolidés du groupe *SIPEF*, part du groupe avant répartition du bénéfice, ont augmenté à KUSD 425 260, ce qui correspond à USD 47,51 par action.

La croissance des volumes d'huile de palme produits, mais surtout celle des prix de celui-ci et du caoutchouc sont les principales raisons de la forte amélioration du chiffre d'affaires (+ 31,6%) par rapport à 2010.

Les coûts de production libellés en dollars ont été affectés négativement par l'inflation locale et une réévaluation de la rupiah indonésienne par rapport au dollar (3,3%), et plus particulièrement du kina en Papouasie-Nouvelle-Guinée (14,1%). En outre, le prix de revient de l'huile de palme indonésienne a été considérablement amplifié par une taxe à l'exportation. La charge moyenne supplémentaire pour le groupe fut d'environ USD 201 la tonne en 2011, comparativement à USD 43 la tonne en 2010.



# Rapport du conseil d'administration

Le bénéfice brut s'est amélioré de 16,3%; la part propre à l'huile de palme dans celui-ci est de 79,1%. La part du caoutchouc dans le bénéfice brut total est restée stable à environ 16,5% malgré des volumes légèrement en baisse. Les marges sur le thé ont été sous pression en raison de la baisse des volumes produits et du fort coefficient de la main-d'œuvre qui caractérise cette activité. Les marges du secteur de la banane ont souffert de la guerre civile en Côte d'Ivoire durant le premier semestre de l'année.

Les autres charges d'exploitation ont été impactées en 2010 par la dépréciation non-récurrente sur le projet de plantations de *PT CSM* qui ne s'inscrivait plus dans la politique de durabilité et par les plus-values réalisées sur la vente des actifs brésiliens. En 2011, les autres produits opérationnels se limitent aux plus-values habituelles sur la réalisation d'immobilisés dans les sociétés de plantation.

Tenant compte des éléments ci-dessus, le résultat opérationnel avant IAS41 a augmenté de 19,3%.

Les revenus et les coûts de financement sont restés à peu près en l'équilibre et les résultats financiers restent réduits compte tenu de l'impact limité des différences de change, un résultat direct de la mise en œuvre d'une politique de couverture cohérente.

Le taux moyen d'imposition, qui s'élève à 26,6%, a été positivement influencé par l'impôt différé calculé sur les différences temporaires de valorisation des actifs non monétaires dans la consolidation en USD et dans les comptes locaux de telle sorte que la charge d'impôt effective avant IAS41 ressort à 22,8%.

Les filiales du secteur des assurances se sont concentrées sur les activités maritimes et les risques d'assurance en général. Les résultats récurrents

ont souffert de résultats techniques temporairement inférieurs et les coûts de restructuration n'ont rendu la quote-part dans le résultat des entreprises associées que légèrement positive. La contribution pour 2010 a été influencée par des plus-values (KUSD 2 578) sur la vente des activités aux Pays-Bas et en Belgique.

Le bénéfice de la période, sans prendre en compte les résultats de l'application de IAS41, est de KUSD 90 286, un nouveau record absolu pour *SIPEF* (+19,7%).

L'ajustement IAS consiste à modifier la charge d'amortissement du coût des ventes par la variation de la « juste valeur » des actifs biologiques entre la fin de 2010 et décembre 2011, moins les coûts et les charges fiscales liés à la plantation. La variation brute des actifs biologiques s'est élevée à KUSD 28 611 et est principalement due à l'expansion des superficies palmier à huile à *PT UMW* et *PT CSM* en Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la maturité croissante des nouvelles zones plantées et à la hausse des prix moyens à long terme de l'huile de palme, du caoutchouc et du thé. L'effet de hausse des coûts a été presque entièrement neutralisé par l'effet d'une diminution des taux d'actualisation utilisés. Les coûts de plantation de KUSD 17 505 ont réduit l'impact net avant taxes à KUSD 15 238, base pour un calcul moyen des impôts différés de 25,9%. L'impact net positif d'IAS41, part du groupe, s'élève à KUSD 10 407.

Le résultat net IFRS, part du groupe, y compris les ajustements IAS41, se monte à KUSD 95 088 et est de 12,1% supérieur à celui de l'an dernier.



### 2.3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2011, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur les activités de la société.

### 2.4. Recherche et développement

*SIPEF* et ses participations consolidées n'ont entrepris, en 2011, aucune activité en matière de recherche et développement.

### 2.5. Instruments financiers

A l'intérieur du groupe *SIPEF* il est fait usage de manière limitée d'instruments financiers pour la gestion des risques. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à atténuer l'effet d'une augmentation des taux d'intérêt et des cours de change.

Les partenaires de ces instruments financiers sont exclusivement des banques belges de renom avec lesquelles *SIPEF* a établi une relation à long terme.

### 2.6. Prévisions pour 2012

Les productions d'huile de palme sont en ligne avec les attentes, avec des volumes en légère hausse à Agro Muko dans la province de Bengkulu et dans la majorité des plantations au Nord-Sumatra. Une légère baisse de production passagère est enregistrée à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée suite à la forte pluviométrie habituelle durant cette période de début d'année qui complique la récolte et le transport et fait augmenter l'acidité de l'huile produite. Les volumes de caoutchouc et de bananes sont en augmentation, mais la production de thé est similaire à l'an dernier et souffre de l'absence d'ensoleillement; les prévisions restent néanmoins positives.

La perspective croissante de voir le soja d'Amérique du Sud et les récoltes de maïs se réduire dans les semaines à venir a maintenu les prix des huiles

végétales à un niveau élevé, et ceux de l'huile de palme bien au-dessus des USD 1 000 CIF. L'on ne s'attend pas à ce que la demande de la Chine et de l'Inde faiblisse dans les prochains mois et les perspectives sont donc meilleures aujourd'hui qu'au début du quatrième trimestre de l'an dernier. Cette situation ne changera que si la prochaine récolte aux États-Unis et les pluies de mousson en Inde évoluent favorablement et permettent de reconstituer des stocks.

En janvier, le gouvernement thaïlandais a annoncé son intention d'intervenir sur le marché local par l'achat de 200 000 tonnes de caoutchouc à USD 3 700 ex-usine tandis que le prix du marché était alors d'environ USD 2 800. Cette nouvelle a soutenu les prix et les rapports récents sur une défoliation précoce et peut-être de plus longue durée en Asie du Sud-Est, ont poussé le prix du RSS3 à nouveau au-dessus d'USD 4 000.

L'annonce en janvier d'un gel soudain dans les régions de production de thé au Kenya a donné une impulsion au marché et la crainte d'une pénurie de thé de bonne qualité a dès lors suscité l'intérêt pour notre thé Melania, très apprécié. Les ventes de bananes évoluent également favorablement suite à des approvisionnements plus limités que prévu en provenance d'Amérique Central et des Caraïbes.

À l'heure actuelle, 45% de la production annuelle estimée d'huile de palme sont déjà vendus à des prix moyens qui dépassent USD 1 100 CIF Rotterdam. De même, un quart des volumes de caoutchouc est déjà vendu dans un marché haussier à une moyenne d'USD 3 648 FOB et également 22% du thé à des prix momentanément inférieurs de 10% à ceux de l'an dernier. Notre stratégie de marketing à prix annuels fixes pour les bananes a en outre été reconduite. Par conséquent, nous



# Rapport du conseil d'administration

pouvons considérer qu'une partie importante des revenus attendus pour 2012 est déjà engrangée.

Les ventes déjà réalisées et les signes d'un maintien de prix élevés pour l'huile de palme, le caoutchouc et le thé dans les prochains mois, nous permettent de penser que nous nous dirigeons vers une nouvelle année de profits élevés pour le groupe *SIPEF*. Le résultat final dépendra largement de la réalisation ou non des volumes de production, du niveau de prix des marchés au second semestre, de la taxe à l'exportation sur l'huile de palme en Indonésie et de l'évolution des prix de revient fortement influencés par la vigueur des monnaies locales face au dollar américain.

Après l'obtention en juillet 2011 d'une première licence pour le développement potentiel jusqu'à 10 500 hectares de plantation dans le Sud-Sumatra, nous avons reçu en décembre une autorisation pour la mise en place d'une deuxième plantation de maximum 9 000 hectares dans la même région. Pour les deux projets, un minimum de 20% doit être développé pour la population locale. En outre, des négociations sont en cours pour l'obtention d'une troisième licence pour compléter notre expansion dans cette région. Après investigations et vérifications nécessaires pour nous assurer que ces développements sont bien compatibles au profil de durabilité du groupe et des principes et critères du RSPO, nous pouvons maintenant procéder aux compensations progressives des utilisateurs des terrains dans les 3 prochaines années. La dimension finale de ces extensions va dépendre du succès de ce processus d'indemnisation et de la volonté des populations autochtones d'accueillir une exploitation industrielle créatrice d'emploi dans la région.

Grâce à sa trésorerie disponible et aux bonnes perspectives des prix de ventes, *SIPEF* est dans une position idéale pour mener à bien ces programmes de développement conjointement à l'expansion en cours dans la province de Bengkulu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée sans avoir à recourir à un endettement structurel.

## 2.7. Déclaration des personnes responsables

Les soussignés déclarent qu'à leur connaissance:

- les comptes consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2011 sont établis en conformité avec les «International Financial Reporting Standards» (IFRS) et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée et des résultats consolidés du groupe *SIPEF* et de ses filiales comprises dans la consolidation;
- le rapport financier donne une image fidèle des événements importants et des transactions significatives avec des parties liées survenus au cours de l'exercice 2011, et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe *SIPEF* est confronté.

Au nom du conseil d'administration, le 22 février 2012.

**François Van Hoydonck**  
Administrateur Délégué

**Baron Bracht**  
Président



Contrôle de qualité des feuilles de caoutchouc







Baron Bracht



François Van Hoydonck



Baron Bertrand



Priscilla Bracht



Baron de Gerlache de Gomery



Regnier Haegelsteen

# Conseil d'administration



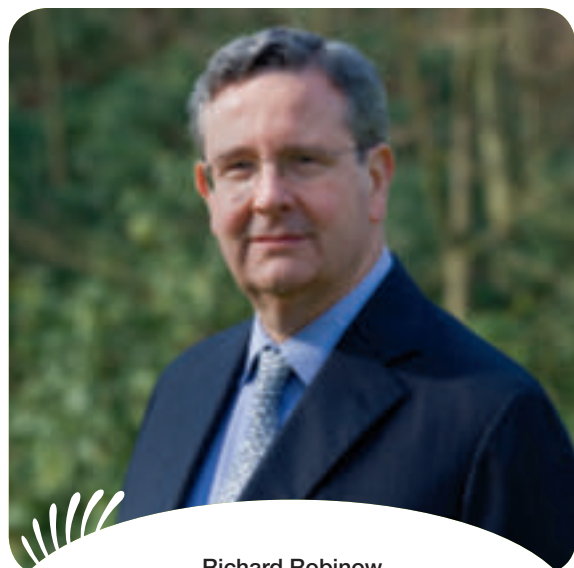
Jacques Delen



Antoine Friling



Sophie Lammerant-Velge



Richard Robinow



# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

SIPEF's Corporate Governance Charter est disponible dans la rubrique «Investor Relations» du site internet [www.sipef.com](http://www.sipef.com).

## 1. Généralités

Le 23 novembre 2005, le conseil d'administration de *SIPEF* a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la «Charte»). La Charte a été rédigée conformément aux dispositions du Code Belge de Corporate Governance (le «Code») rendu public le 9 décembre 2004 par le Corporate Governance Committee. Cette version de la Charte était déjà en conformité avec divers Décrets Royaux instaurés pour être en concordance avec les lois européennes concernant les abus de marché.

*SIPEF* utilise actuellement le Code Belge de Corporate Governance 2009 comme code de référence. La charte de gouvernance d'entreprise approuvée par le conseil d'administration de *SIPEF* est également en conformité avec le Code Belge de Corporate Governance 2009.

Comme il est stipulé dans le Code et dans la loi, *SIPEF* doit consacrer (dans le chapitre «Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise» de sa brochure) une attention particulière aux informations matérielles relatives à la gouvernance d'entreprise, aux modifications éventuelles apportées à la politique de celle-ci ainsi qu'aux événements pertinents en matière de gouvernance d'entreprise survenus au cours de l'exercice écoulé. Le chapitre «Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise» contient en outre des explications sur les divergences par rapport aux recommandations du Code, selon le principe «*comply or explain*».

## 2. Conseil d'administration

### 2.1. Composition

Le conseil d'administration est composé de dix membres.

	<i>Fin du mandat</i>
Baron Bracht, <i>président</i>	2014
François Van Hoydonck, <i>administrateur délégué</i>	2015
Baron Bertrand, <i>administrateur</i>	2012
Priscilla Bracht, <i>administrateur</i>	2014
Jacques Delen, <i>administrateur</i>	2012
Antoine Friling, <i>administrateur</i>	2015
Baron de Gerlache de Gomery, <i>administrateur</i>	2012
Regnier Haegelsteen, <i>administrateur</i>	2015
Sophie Lammerant-Velge, <i>administrateur</i> (depuis septembre 2011)	2015
Richard Robinow, <i>administrateur</i>	2015

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 13 juin 2012 le renouvellement du mandat du Baron Bertrand et de Jacques Delen (comme administrateurs non exécutifs), pour une période de 4 ans, venant à expiration en 2016.

Le Baron de Gerlache ne souhaite plus se porter candidat pour un nouveau mandat. Nous tenons à remercier le Baron pour les huit années durant lesquelles il fut administrateur délégué (1990-1998) et pour les nombreux conseils prodigués à la direction du groupe ces 22 dernières années en tant qu'administrateur. Ses idées et sa connaissance exceptionnelle des régions tropicales ont certainement aidé *SIPEF* à devenir l'entreprise financièrement saine qu'elle est aujourd'hui.

### 2.2. Administrateurs non exécutifs et exécutifs

A partir du 1 septembre 2007, François Van Hoydonck est administrateur délégué et ne représente pas d'actionnaire de référence. Les neuf autres administrateurs sont des administrateurs non exécutifs. Les administrateurs non-indépendants le Baron

Bracht et Priscilla Bracht représentent la famille Bracht. Le Baron Bertrand et Jacques Delen représentent Ackermans & van Haaren. Ackermans & van Haaren, liée à la Nationale Investeringsmaatschappij et agissant de concert avec le Baron Bracht, lié à Cabra NV et GEDEI NV, ont déclaré détenir plus de 30% des actions de *SIPEF*.

Les administrateurs, porteurs de mandats dans d'autres sociétés cotées que celles du groupe, sont:

**Baron Bertrand:**

Ackermans & van Haaren, Atenor Group, Leasinvest Real Estate, Groupe Flo (FR) en Schroders (UK);

**Baron de Gerlache de Gomery:**

Floridienne, Texaf en Quest For Growth;

**Jacques Delen:**

Ackermans & van Haaren;

**Regnier Haegelsteen:**

Atenor Group et Etex Group;

**Richard Robinow:**

MP Evans Group plc (UK), R.E.A. Holdings plc (UK) et REA Vipingo Plantations Ltd (Kenya).

**2.3. Administrateurs indépendants**

Regnier Haegelsteen (jusqu'au 1 juillet 2011)

Antoine Friling (à partir de juin 2011)

Sophie Lammerant-Velge (à partir de septembre 2011)

Conformément aux dispositions transitoires de la loi du 17 décembre 2008, le caractère indépendant du mandat de Regnier Haegelsteen expire le 1er juillet 2011.

Antoine Friling et Sophie Lammerant-Velge furent nommés comme administrateurs indépendants pour une période de 4 ans respectivement à l'assemblée générale du 8 juin 2011 et à l'assemblée générale extraordinaire du 23 septembre 2011. Les deux administrateurs répondent à tous les critères

d'indépendance formulés à l'article 526ter du Code des Sociétés.

**2.4. Rapport d'activités**

Le conseil d'administration de *SIPEF* s'est réuni à cinq reprises en 2011. Le taux moyen de participation s'est élevé à 94%. Le taux de présence individuel s'établit comme suit:

<b>Baron Bracht, président</b>	<b>5/5</b>
<b>François Van Hoydonck,</b> <i>administrateur délégué</i>	<b>5/5</b>
<b>Baron Bertrand</b>	<b>4/5</b>
<b>Priscilla Bracht</b>	<b>5/5</b>
<b>Jacques Delen</b>	<b>5/5</b>
<b>Antoine Friling</b>	<b>5/5</b>
<b>Baron de Gerlache de Gomery</b>	<b>4/5</b>
<b>Regnier Haegelsteen</b>	<b>5/5</b>
<b>Sophie Lammerant-Velge</b>	<b>2/2</b>
<b>Richard Robinow</b>	<b>4/5</b>

Le conseil d'administration a suivi en 2011 les résultats du groupe et le développement des activités des différentes participations au moyen des rapports fournis par le comité exécutif. Pendant l'exercice écoulé, le conseil d'administration a également pris certaines décisions importantes en matière d'investissement et de désinvestissement.

Une réunion spéciale a été tenue par le conseil d'administration le 19 septembre 2011 concernant le développement stratégique du groupe, basé sur un «business plan» sur 10 ans.

Lors de sa réunion du 23 février 2011, le conseil d'administration a discuté, conformément à l'article 2.7 de la Charte et en l'absence de l'administrateur exécutif, de la relation entre le conseil d'administration et le comité exécutif. Les administrateurs concernés ont exprimé leur satisfaction générale



# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

sur la transparence et la bonne coopération entre les deux organes et ont fait, à ce propos, quelques suggestions à l'administrateur exécutif.

En outre les administrateurs ont évalué l'importance, la composition et le fonctionnement du conseil d'administration, en portant une attention particulière à la composition actuelle vis-à-vis de la composition souhaitée. Il est également constaté que des compétences spécifiques comme l'interprétation de rapports financiers, la connaissance du secteur, l'expérience en gestion d'une entreprise et le fonctionnement des marchés financiers, sont présentes de manière équilibrée au sein du conseil d'administration.

## 2.5. Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (2.9 et 4.7) sa politique concernant les opérations pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des Sociétés ou autrement). Aucune décision n'a dû être prise pendant l'exercice écoulé.

## 2.6. Règles de conduite en matière de transactions financières

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (5.) sa politique concernant la prévention des abus de marché.

## 3. Comité d'audit

### 3.1. Composition

La composition du comité de vérification a été sensiblement modifiée en cours d'année suite à l'évolution de la législation. La composition actuelle se présente comme suit:

### Regnier Haegelsteen

– président et administrateur indépendant (*jusqu'au 1 juillet 2011*) et administrateur non exécutif

### Antoine Friling (*à partir du 8 juin 2011*)

– administrateur indépendant et non exécutif

### Sophie Lammerant-Velge (*à partir du 23 septembre 2011*)

– administrateur indépendant et non exécutif

Démission en cours d'année:

### Priscilla Bracht (*jusqu'au 21 février 2011*)

– administrateur non exécutif

### Baron de Gerlache de Gomery (*jusqu'au 16 août 2011*)

– administrateur non exécutif

Conformément à l'article 526bis C. Soc., il a été confirmé que Regnier Haegelsteen, président du comité, a acquis les compétences et l'expertise nécessaires en termes de comptabilité et d'audit.

Regnier Haegelsteen ne répond plus aux critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter C. Soc.

### 3.2. Rapport d'activités

Le comité d'audit s'est réuni à quatre reprises en 2011. Le taux de participation (ou représentation par procuration) était de 100%. En février et en août le comité s'est principalement penché, en présence du commissaire, sur l'analyse des rapports financiers annuels et semestriels. Par ailleurs les données de la proposition du communiqué de presse ont été discutées, ainsi que la procédure relative à l'application de la règle dite «one-to-one» visant à garantir l'indépendance du commissaire. Les procédures pour l'évaluation des actifs biologiques dans le cadre de IAS41 ont également été commentées et discutées. Finalement une session privée a été tenue par le comité avec le commissaire, sans que les membres du comité exécutif ne soient présents.



Le comité de novembre a, outre les rapports des comités d'audit interne d'Indonésie, d'*Hargy Oil Palms Ltd* et de la branche assurance, ré-analysé et complété l'analyse des risques du groupe.

Le président du conseil d'administration, l'administrateur délégué, le CFO et un représentant d'Ackermans & van Haaren ont assisté à chacun de ces comités.

Le comité d'audit a systématiquement fait rapport de la teneur de ses travaux au conseil d'administration.

## 4. Comité de rémunération

### 4.1. Composition

La composition du comité de rémunération a également été sensiblement modifiée en cours d'année pour répondre aux nouveaux critères d'adhésion (majorité d'administrateurs indépendants) formulés à l'article 526quater du Code des Sociétés. La composition actuelle se présente comme suit:

#### **Regnier Haegelsteen**

- président (à partir du 8 juin 2011), administrateur indépendant (jusqu'au 1 juillet) et non exécutif

#### **Antoine Friling** (à partir du 8 juin 2011)

- administrateur indépendant et non exécutif

#### **Sophie Lammerant-Velge**

(à partir du 23 septembre 2011)

- administrateur indépendant et non exécutif

#### Démissions:

#### **Baron Bertrand** (jusqu'au 8 juin 2011)

- président et administrateur non exécutif

#### **Baron Bracht** (jusqu'au 8 juin 2011)

- administrateur non exécutif

Les comités de rémunération ont toujours été assistés par des représentants de la famille Bracht et d'Ackermans & van Haaren.

### 4.2. Rapport d'activités

Le comité de rémunération s'est réuni à deux reprises en 2011, le 15 avril et le 21 novembre. Le taux de participation (ou représentation par procura-tion) était de 100%. Le comité de rémunération a fait des recommandations au conseil d'administration au sujet des rémunérations fixes des administrateurs et du président, ainsi qu'au sujet des rémunérations du comité exécutif, du calcul des bonus et des bonus individuels pour le comité exécutif, de la structure salariale et du calcul des primes de la direc-tion expatriée dans les filiales. Lors de la réunion du 21 novembre, le comité de rémunération a fait des recommandations au conseil d'administration sur l'octroi d'options d'achat d'actions en faveur du comité de direction et des directeurs généraux des filiales étrangères du groupe.

## 5. Comité exécutif

### 5.1. Composition

#### **François Van Hoydonck**

- administrateur délégué

#### **Matthew T. Adams**

- external visiting agent

#### **Didier Cruysmans**

- directeur estates department

#### **Thomas Hildenbrand**

- directeur marketing bananes et fleurs

#### **Johan Nelis**

- chief financial officer

#### **Paul Nellens**

- directeur marketing commodities

# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise



De gauche à droite: François Van Hoydonck, Didier Cruysmans,  
Paul Nellens, Thomas Hildenbrand, Johan Nelis, Matthew T. Adams

Le Baron Bracht, président du conseil d'administration, et Priscilla Bracht, administrateur non exécutif, ont assisté régulièrement aux réunions du comité exécutif en tant qu'observateurs.

## 5.2. Rapport d'activités

Sauf circonstances imprévues, le comité exécutif se réunit une fois par semaine. Le comité exécutif est en outre responsable de la gestion journalière du groupe et prépare toutes les décisions qui doivent être prises par le conseil d'administration.

# 6. Rapport des rémunérations

## 6.1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

La rémunération des **administrateurs non exécutifs** se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe se compose d'une rémunération de base et, le cas échéant, d'une rémunération complémentaire selon que l'administrateur en question est membre d'un comité déterminé.

La rémunération des administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le comité de rémunération. Les modifications proposées par le comité de rémunération sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

Les membres du **comité exécutif** reçoivent une rémunération fixe et une prime qui est proportionnelle au résultat consolidé récurrent du groupe *SIPEF* (voir également 'politique de bonus'). Les membres du comité exécutif disposent en outre d'une voiture de société et bénéficient d'une assurance groupe (constitution de pension, couverture du risque de décès, couverture invalidité), de chèques-repas,

d'une assurance d'assistance mondiale et d'une assurance hospitalisation. L'assurance groupe est du type «cotisation fixe».

Pour la première fois depuis 2002, des options d'achat d'actions furent offertes courant 2011 aux membres du comité exécutif et aux directeurs généraux des filiales étrangères. Les options d'achat d'actions offertes dans le cadre du plan de stock-options *SIPEF* ont les caractéristiques suivantes:

- Offre: fin de novembre.
- Prix d'exercice: prix basé sur le prix de clôture moyen des 30 jours précédant l'offre.
- Période d'exercice: les options sont exerçables à compter de la fin de la troisième année civile qui suit l'année où l'offre est faite et jusqu'à la fin de la dixième année suivant la date de l'offre.

Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre ou décembre, par le comité de rémunération, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p.ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et d'études salariales. Les modifications proposées par le comité de rémunération sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

## 6.2. Politique de bonus

La rémunération variable attribuée aux membres du comité exécutif est soumise à des critères de performance individuelle, tant qualitative que quantitative, prédéterminés et objectivement mesurables évalués sur une période d'un an (tel qu'adopté par l'assemblée générale du 8 juin 2011). Elle est particulièrement dépendante du résultat récurrent consolidé du groupe *SIPEF* avant IAS41. En d'autres termes, il n'y a pas de politique de rémunération variable à long terme. La rémunération variable est versée en juillet



# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

de l'année suivante, au cours du même mois que le paiement des dividendes aux actionnaires.

En cas de données financières inexactes, il est prévu en faveur de la société un droit de reprise de la rémunération nette variable allouée au directeur général et aux membres du comité de direction.

## 6.3. Rémunération des administrateurs exécutifs et non exécutifs

Pour l'exercice 2011, les émoluments des administrateurs ont été fixés à un montant annuel fixe de KEUR 23 pour le président et KEUR 20 par administrateur. De plus un montant annuel fixe de KEUR 4 est accordé aux membres du comité d'audit et de KEUR 2 aux membres du comité de rémunération. Les montants ne sont pas liés à l'ampleur des résultats et peuvent donc être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations et attribuée pendant l'année.

Les administrateurs démissionnant ou nouvellement nommés sont rémunérés au pro rata de la durée de leur mandat dans le courant de l'exercice.

Les rémunérations individuelles des administrateurs, effectivement payés en 2011 à titre de rémunération pour l'année 2011 sont:

	<i>En KEUR</i>
<b>Baron Bracht, président</b>	<b>24</b>
<b>François Van Hoydonck,</b> <i>administrateur délégué</i>	<b>20</b>
<b>Baron Bertrand</b>	<b>21</b>
<b>Priscilla Bracht</b>	<b>21</b>
<b>Jacques Delen</b>	<b>20</b>
<b>Antoine Friling</b>	<b>24</b>
<b>Baron de Gerlache de Gomery</b>	<b>22</b>
<b>Regnier Haegelsteen</b>	<b>26</b>
<b>Sophie Lammerant-Velge</b>	<b>8</b>
<b>Richard Robinow</b>	<b>20</b>

## 6.4. Rémunération des membres du comité exécutif

La rémunération fixe et variable ainsi que les autres avantages accordés en 2011, directement ou indirectement, par *SIPEF* et par ses filiales, aux membres du comité exécutif peuvent être résumés comme suit (coût total pour l'entreprise):

*En KEUR*

	CEO	Autres membres comité exécutif	Total	Part relative
Rémunération fixe	292	1 039	1 331	53,17%
Rémunération variable	336	728	1 064	34,66%
Assurance groupe	201	157	358	11,67%
Avantages en nature (voiture)	3	12	15	0,50%
	832	1 936	2 768	100,00%

Les options offertes ne furent finalement accordées qu'en 2012 et ne se retrouvent de ce fait pas encore reprises dans le tableau ci-dessus.

## 6.5. Options offertes aux membres du comité exécutif en 2012

Date d'échéance	Le 31 décembre 2021
Prix d'exercice	EUR 56,99
François Van Hoydonck	6 000
Matthew T. Adams	2 000
Didier Cruysmans	2 000
Thomas Hildenbrand	2 000
Johan Nelis	2 000
Paul Nellens	2 000
<b>Total</b>	<b>16 000</b>

6 000 options ont également été octroyées aux directeurs généraux des filiales étrangères du groupe.

## 6.6. Principales conditions contractuelles

L'administrateur délégué est soumis au statut des personnes indépendantes et détient un contrat de durée indéterminée. L'administrateur délégué peut mettre fin unilatéralement à son contrat moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La période de préavis à respecter par la société est entre 18 et 24 mois, dépendant du moment de résiliation du contrat. La période de préavis peut être prolongée de 12 mois dans le cas d'une notification du contrat suite à un changement du contrôle de la société et du remplacement de plus de la moitié des administrateurs, et des restrictions importantes des pouvoirs essentiels imposés de manière unilatérale par la société. Cette dernière clause a été approuvée dans le cadre de l'article 556 du Code des Sociétés par l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 2007.

Une fonction d' 'External Visiting Agent' (EVA) a été créée au 1 novembre. Le EVA a un contrat exclusif avec *SIPEF*. Les deux parties peuvent mettre fin à ce contrat moyennant la notification d'un délai d'un an. La rémunération accordée à l'EVA est comparable à la rémunération accordée aux autres membres du comité exécutif.

Les contrats des autres membres du comité exécutif sont soumis au statut d'employés et contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable) et assurances. Les contrats ont une durée indéterminée. Chaque membre du comité exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La société peut mettre fin, de manière unilatérale, au contrat de chaque membre du comité exécutif, moyennant la notification d'un délai de préavis à déterminer selon les règles et usages liés au statut des employés.

## 6.7. Changements dans la politique de rémunération

La politique de rémunération n'a subi aucun changement notable en 2011, à l'exception de l'adaptation des contrats des membres du comité exécutif pour lesquels il est prévu désormais un droit de reprise en faveur de la société de la rémunération nette variable qui serait allouée sur base de données financières inexactes à l'administrateur exécutif et aux membres du comité exécutif.

## 6.8. Politique de rémunération pour les deux prochains exercices (2012-2013)

Le conseil d'administration prévoit de ne pas modifier fondamentalement la politique de rémunération durant l'exercice en cours ou le suivant.

## 7. Audit interne et externe

Le commissaire de la société est Deloitte Bedrijfs-revisoren BV o.v.v.e. CVBA, représentés par Dirk Cleymans.

Le commissaire assure l'audit externe, tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires du groupe *SIPEF* et fait rapport deux fois par an au comité d'audit et au conseil d'administration.

Le commissaire a été nommé lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 2011. Son mandat arrive à échéance en juin 2014.

La rémunération annuelle du commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés de *SIPEF* s'élève à KEUR 76. Par ailleurs, un montant supplémentaire de KEUR 57 a été payé pour des opérations juridiques, comptables et fiscales à une société liée professionnellement au commissaire.





# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

Ces rémunérations ont été approuvées par le comité d'audit, qui reçoit un aperçu de ces honoraires à chaque réunion.

Les frais totaux d'audit externe du groupe *SIPEF* s'élevaient à KEUR 313 et le montant des honoraires pour des conseils du même commissaire et des entreprises liées s'élevait à KEUR 101.

En Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée l'audit interne est structuré dans un département d'audit avec un comité qui analyse les rapports d'audit interne quatre fois par an. Le comité d'audit de *SIPEF* reçoit un résumé des travaux avec une qualification et une estimation de l'impact possible des conclusions, afin d'être en mesure de se faire une opinion des travaux du département d'audit local. Dans les autres filiales l'audit interne est effectué par le directeur financier. Vu l'ampleur moins importante de ces entreprises, le comité d'audit estime que l'organisation d'un département séparé n'est pas requise.

## 8. Structure de l'actionariat

Comme il est mentionné dans la note 16 des annexes aux comptes consolidés trois actionnaires ont déclaré avoir une participation de plus de 5% dans notre société. La société n'a pas connaissance d'accords conclus entre actionnaires, ni de l'existence de comités d'actionnaires ou d'administrateurs, à l'exception de la déclaration commune du 12 février 2007, également reprise dans l'annexe 16.

A cette date, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV et GEDEI NV, a informé l'entreprise d'un accord entre actionnaires en vue de la création d'un actionariat stable de *SIPEF* pour favoriser le développement

équilibré et la croissance rentable de *SIPEF* et ses filiales. Cet accord entre actionnaires, conclu pour une période de 15 ans, concerne e.a. des conventions de vote pour la nomination d'administrateurs et des conventions pour le transfert d'actions.

Les détails appropriés de cette déclaration de transparence peuvent être trouvés sur le site web de l'entreprise ([www.sipef.com](http://www.sipef.com)).

## 9. Concordance avec le code belge de gouvernance d'entreprise – 'Comply or Explain'

Le Charte de *SIPEF* ne déroge aux recommandations du Code que sur un nombre limité de points.

### 9.1. Composition du comité de nomination

Conformément à la recommandation 5.3.1. de l'Annexe D du Code, le comité de nomination doit être constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants non exécutifs. Le comité de nomination de *SIPEF* est constitué de tous les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration n'étant composé que pour un cinquième d'administrateurs indépendants non exécutifs, la Charte déroge au Code sur ce point.

Le conseil d'administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que sa taille relativement réduite (dix membres) ne nuit en rien à l'efficacité des délibérations et de la prise de décision et que le conseil d'administration en tant qu'ensemble est plus à même d'évaluer la taille, la composition et la planification de la succession du conseil d'administration.

## 9.2. Diversité des genres

Conformément à la disposition 2.1 du Code, le conseil d'administration doit être composé dans le respect de la diversité des genres et de la diversité en général.

Après les récentes nominations, le conseil d'administration de *SIPEF* est composé de huit hommes et deux femmes réunissant des connaissances et des expériences diverses, mais complémentaires.

Le conseil d'administration a pris connaissance des initiatives législatives récentes en matière de représentativité féminine dans le conseil d'administration des sociétés cotées en bourse et s'efforcera de conformer sa composition à la législative actuelle avant le 1 janvier 2017.

## 10. Rapport sur le contrôle interne et les systèmes de gestion des risques

Le conseil d'administration de *SIPEF* est chargé d'évaluer les risques inhérents à l'entreprise et l'efficacité du contrôle interne.

Le système de contrôle interne de *SIPEF* a été établi conformément aux principes habituels du contrôle interne (selon les dispositions légales, Code 2009 et COSO).

La base du contrôle interne et de la gestion des risques est établie en fonction d'une analyse des risques réalisée au niveau du groupe.

Une attention particulière est accordée à la fiabilité des rapports financiers et des processus de communication.

### Sphère de contrôle

*SIPEF* se conforme à une Charte de Gouvernance qui contraint les administrateurs, les cadres et le personnel au respect des normes éthiques fondamentales dans l'exercice de leurs fonctions.

Le conseil d'administration de *SIPEF* soutient

l'application d'une réglementation claire et durable dans la gestion quotidienne de nos activités; ces réglementations sont plus strictes que les exigences légales des pays dans lesquels nous opérons.

Nos activités sont certifiées selon des normes internationales largement utilisées, telles que ISO9001, ISO14001, «Roundtable on Sustainable Palmoil» (RSPO), «International Sustainability and Carbon Certification» (CCSI), «Clean Development Mechanism» (CDM) des Nations Unies, «Ethical Tea Partnership» (ETP), et «EurepGAP / GlobalGAP».

Dans l'ensemble, la structure de l'entreprise, la philosophie des affaires et le style de gestion peuvent être considérés comme simples et informels, ce qui se justifie par un nombre limité de niveaux décisionnels au sein de l'hierarchie. Cette hiérarchie restreinte et une faible rotation du personnel facilitent le contrôle social au sein de l'entreprise.

Le groupe est divisé en un certain nombre de départements comme indiqué dans l'organigramme. Chaque département et chaque personne au sein du service concerné assume une fonction propre. De chaque fonction et de chaque emploi le niveau d'études et/ou expérience requis est déterminé. Il y a une politique claire de délégation des responsabilités.

### Analyse des risques et activités de contrôle

Les objectifs stratégiques, opérationnels, financiers, fiscaux et juridiques sont définis dans un plan stratégique approuvé chaque année par le conseil d'administration. Les risques susceptibles de mettre en péril la réalisation des objectifs ont été identifiés et classés selon leur importance, leur probabilité de survenance, et les mesures à prendre selon leur importance. Le traitement du risque est divisé en plusieurs catégories (réduire, transférer, éviter ou accepter).

Les instructions et / ou les procédures nécessaires sont connues pour assurer le traitement correct des risques identifiés.



# Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

## Information et communication

Un ensemble de rapports opérationnels et financiers (internes et externes) ont été mis en place sur bases périodiques (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, semestrielle ou annuelle) et aux niveaux appropriés afin que les responsables puissent disposer des informations nécessaires à exercer leurs responsabilités de façon satisfaisante.

## Contrôle

Il est de la responsabilité de chaque employé de signaler les lacunes éventuelles pouvant surgir dans le rapport de contrôle interne auprès des responsables.

En outre, les départements d'audit interne (en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée à *Hargy Oil Palms Ltd*), sont chargés de l'examen permanent de l'efficacité et du suivi des contrôles internes existants en ce qui concerne leurs activités respectives. Sur base de leurs résultats, ils procèdent aux ajustements nécessaires. Les rapports de ces départements d'audit interne sont examinés par un comité d'audit local trimestriel. Un résumé annuel des principales conclusions est présenté au comité d'audit du groupe.

Pour les filiales de moindre dimension, pour lesquelles aucune fonction d'audit interne distincte n'a été créée, l'examen des contrôles internes est exercé par le gestionnaire responsable avec l'administrateur délégué et le directeur financier du groupe.

Chaque filiale du groupe est également soumise (au moins) une fois par an à l'examen des états financiers par un auditeur externe. Les observations éventuelles de ces audits externes sont soumises à la direction sous forme d'une «management-letter». Aucune lacune importante du contrôle interne n'a été décelée dans le passé.

## Contrôle interne et système de protection des risques liés aux rapports financiers

Le processus d'établissement des rapports financiers est organisé comme suit:

- Le processus est géré par le département financier de l'entreprise sous la supervision directe du directeur financier du groupe;
- En fonction des objectifs (internes et externes) fixés, un «retro-planning» est établi et distribué en début d'année à chaque département concerné ainsi qu'à l'auditeur externe. Les délais externes sont également annoncés publiquement sur le site web de la société;
- Les entités suivantes soumettent des rapports individuels distincts:
  - a. l'Indonésie
  - b. *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
  - c. *Galley Reach Holdings Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
  - d. *Plantations J. Eglin SA* en Côte d'Ivoire
  - e. *Jabelmalux SA* au Luxembourg
  - f. *SIPeF* en Belgique
  - g. *B.D.M. NV / Asco NV* en Belgique
- Le responsable du département financier de chaque entité est un comptable agréé;
- Au début du cycle des rapports annuels, on trouve l'élaboration d'un budget pour l'année ultérieure. Ce budget est établi en septembre / novembre et est soumis au conseil d'administration en novembre. Les options stratégiques présentées au budget annuel se conforment également au plan stratégique qui est mis à jour chaque année et est approuvé par le conseil d'administration;
- Tant pour le plan stratégique à long terme que pour le budget annuel, des analyses de sensibilité sont établies pour prendre les décisions adéquates en fonction du profil de risque estimé;



- Au cours de la première semaine de chaque mois, les chiffres de production et la situation financière nette du mois précédent sont communiqués et consolidés par le département « corporate finance » et mis à la disposition de l'administrateur délégué, du président du conseil d'administration et de la direction du groupe;
- Au cours de cette première semaine, les transactions inter-groupe sont également réconciliées avant de commencer la clôture des comptes;
- Le rapport financier mensuel comprend une analyse des volumes (stocks d'ouverture, productions, ventes et stocks de clôture), les résultats d'exploitation et un résumé des autres éléments du compte de résultat (résultat financier et impôts), un bilan, et l'analyse des flux de trésorerie;
- Les normes comptables utilisées mensuellement sont identiques à celles utilisées pour la consolidation légale selon les normes IFRS (hors évaluations IAS41 qui ne sont incluses que dans les rapports externes);
- Les chiffres mensuels sont comparés pour chaque entité au budget et aux données couvrant la même période au cours de l'année antérieure, ce qui permet d'analyser d'éventuels écarts importants;
- Ces chiffres opérationnels et financiers globaux sont convertis mensuellement par le département « corporate finance » dans la monnaie de référence (généralement l'USD), consolidés dans la monnaie de présentation (USD) et à nouveau comparé pour cohérence avec le budget et la période précédente;
- Le rapport consolidé mensuel est soumis à l'administrateur délégué, au président du conseil d'administration et à la direction du groupe;
- Les membres du conseil d'administration reçoivent ce rapport périodiquement (mois 4, 6, 9 et 12) en préparation à la réunion du conseil.

Ce rapport est accompagné d'une note détaillant les informations opérationnelles et financières du trimestre écoulé;

- En cas d'événements exceptionnels, le conseil d'administration est également informé dans l'entre-temps;
- En juin et décembre, une mise à jour du calcul de la juste valeur des actifs biologiques (évaluation IAS41) est effectuée;
- Les états financiers individuels (uniquement en décembre pour les filiales de moindre importance), l'évaluation IAS41 et la consolidation financière de juin et de décembre sont soumis à un audit externe avant que les chiffres consolidés IFRS ne soient présentés au comité d'audit;
- Sur la base de l'avis du comité d'audit, le conseil d'administration se prononce sur l'approbation des états financiers consolidés avant de communiquer les états financiers au marché boursier;
- Un rapport de gestion intermédiaire est publié deux fois par an (après le premier et après le troisième trimestre), rapport dans lequel on trouve l'interprétation des données sur l'évolution des volumes de production, des prix des marchés mondiaux et les éventuels changements dans les perspectives de l'entreprise;
- Le département « corporate finance » est chargé de surveiller toute modification des normes IFRS et de mettre en œuvre ces éventuels changements au sein du groupe;
- Les rapports de gestion mensuels et la consolidation statutaire sont réalisés au sein d'un système informatique intégré. Des programmes de protection antivirus, des sauvegardes périodiques et les mesures nécessaires à assurer la continuité du service sont pris avec le plus grand soin.





Palmier à trois stades de développement:  
floraison, fruits immatures et mûrs



# Rapport de gestion par produit

## Huile de palme

Le début de l'année fut largement influencé par le phénomène climatique La Niña qui a débuté fin 2010 et qui s'est poursuivi durant les deux premiers mois de 2011. Le Département des Affaires Agricoles Américain (USDA) avait réduit en début d'année son estimation des stocks de soja et parallèlement les récoltes et le transport d'huile de palme furent gravement entravés par de fortes pluies en Malaisie et en Indonésie. Tout cela conduisit à une réduction de l'offre et à une forte stimulation des prix. Fin janvier, les échanges CIF Rotterdam se traitaient autour d'USD 1 285 la tonne, le prix le plus élevé de l'année. L'offre s'est ensuite relâchée tant pour l'huile de palme que pour le soja en Amérique du Sud, ce qui permit une détente des prix durant le reste de l'année. La baisse fut cependant limitée par une demande sans cesse croissante du secteur énergétique, en particulier pour le biodiesel.

Le marché des matières premières, en général, a subi un revers lors du dernier trimestre durant lequel les opérateurs financiers ont déchanté en l'absence de mesures décisives pour résoudre la crise croissante de l'euro. Tandis que les acteurs des marchés tentaient de se débarrasser des actifs considérés à risque, la spirale négative a affecté également les produits agro-industriels. En octobre, les prix avaient chuté à leur plus bas niveau de l'année, avec une cotation CIF Rotterdam aux alentours d'USD 960 la tonne.

Ensuite, un retour inattendu des inquiétudes entourant La Niña fit penser que l'offre pourrait à nouveau se réduire. C'est pourquoi, et sur fonds de pluies excessives dans le Sud-Est asiatique et de sécheresse en Argentine et au Sud du Brésil, les prix des huiles végétales ont progressé à nouveau.

Le prix moyen pour l'huile de palme fut d'USD 1 125 la tonne CIF Rotterdam par rapport à USD 901 en 2010.

La demande pour de l'huile de palme durable, conformément aux principes et critères du RSPO, continue de croître, mais pas aussi vite que nous avions espéré. La plupart des grandes multinationales de biens de consommation ont fixé 2015 comme année cible au cours de laquelle 100% d'huile de palme durable serait utilisée dans leurs produits.

Les marchés de matières premières agro-industrielles sont actuellement largement influencés par deux tendances contradictoires. Offre et demande soutenues maintiennent d'une part les prix à des niveaux élevés alors que des indicateurs financiers négatifs ont tendance, de leur côté, à déprécier les niveaux. Il en résulte des fluctuations importantes de prix sur ces marchés. A court terme, une contraction de l'offre devrait maintenir les prix à des niveaux stables pendant le premier trimestre de 2012, mais un retour à des conditions météorologiques moins préjudiciables, tel qu'un apaisement de La Niña, devrait faire place à une détente sur les prix du second semestre 2012.

## Huile de palmiste

Les conditions météorologiques défavorables aux Philippines ont conduit à une diminution des approvisionnements d'huile de coco et les prix des huiles lauriques ont été poussés bien au-delà de 2 000 dollars la tonne CIF Rotterdam au début de l'année du fait de l'importance de la demande sur le marché mondial.

À de tels niveaux cependant, les prix excessivement élevés ont fait du tort à la consommation durant



# Rapport de gestion par produit

l'année 2011. La production d'huile de coco tendant à s'améliorer au cours des mois suivants, le prix des huiles lauriques a diminué en fin d'année.

Le prix moyen pour l'huile de palmistes fut d'USD 1 648 la tonne CIF Rotterdam par rapport à USD 1 184 en 2010.

## Caoutchouc

La pénurie en 2010 s'est poursuivie au début 2011 et, stimulée par des conditions météorologiques défavorables dans le Sud-Est asiatique, le prix du RSS3 a atteint un nouveau record d'UScts 648 le kilo à la mi-février.

Ensuite le séisme dévastateur au Japon en mars et plus tard les mesures chinoises pour tenter de calmer une demande soutenue du secteur automobile, ont augmenté les craintes sur l'affaiblissement de l'activité économique. Ces deux éléments ont provoqué un fléchissement des prix. Ce mouvement à la baisse a été amplifié par la crise de l'euro dans la mesure où il était perçu comme minant la croissance non seulement dans la zone euro mais également dans les économies émergentes.

Lorsque, vers la fin de l'année, l'on apprit qu'un certain nombre d'acheteurs en Chine cherchait à renégocier les contrats caoutchouc existants, le marché subit une forte baisse et chuta à environ UScts 335 le kilo en novembre. Ce prix fut le plus bas de l'année.

Le prix moyen des RSS3 en 2011 fut de UScts 482 le kilo par rapport à UScts 365 en 2010.

Il est alors apparu que les prix avaient exagérément baissé et pourraient être prêts pour une reprise,

d'autant plus qu'une nouvelle La Niña et les pluies excessives qu'elle produisait dans le Sud-Est asiatique entravaient la saignée. En outre, selon une étude récente menée par l'Association des Pays Producteurs de Caoutchouc Naturel, la faiblesse de l'offre face à la demande devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

## Thé

Bien que la production mondiale fut de cent mille tonnes plus élevée en 2010 que l'année précédente, les prix du marché démarrèrent en force en 2011 compte tenu du fait que cette production supplémentaire avait été réalisée principalement au cours de la première partie de l'année 2010. De plus, les «courtes pluies» d'octobre à décembre 2010 ont pris fin prématurément au Kenya, le plus grand exportateur de thé noir, ce qui fit chuter leur production au cours des mois suivants.

Les troubles politiques en Egypte, le plus grand importateur de thé kenyan, mais aussi au Soudan et au Yémen, et l'instabilité continue au Pakistan, ont eu un impact négatif sur la consommation et ont mené à une baisse des prix. Malgré ces difficultés, les prix du thé au Kenya sont restés bien au-dessus des moyennes de 2010. *SIPeF* a également bénéficié de prix élevés grâce à l'excellente qualité de notre thé Cibuni.

Pour 2012, nous nous attendons à ce que les dégâts causés par le gel au Kenya combinés avec le cycle de production plus faible en début de l'année poussent à nouveau les prix à la hausse et nous permettent de placer nos thés à des moyennes plus élevées.

## Commercialisation de bananes et de fleurs

### Bananes

Après un début d'année très difficile résultant des problèmes liés à la crise ivoirienne, nous avons, sur la seconde partie de l'exercice, redressé nos volumes d'exportation à destination de l'Union Européenne pour atteindre un total de 25 632 tonnes, dont 7 294 tonnes issues d'un producteur tiers. Ceci représente une réduction de 17% par rapport à 2010.

L'année 'banane' se caractérise par une année sans catastrophe naturelle où tous les grands pays producteurs ont exporté des volumes conséquents à destination des principaux marchés. La crise en Europe n'a pas favorisé une augmentation de la consommation qui reste stable, ceci malgré des offres promotionnelles très attractives faites par la grande distribution. Au niveau relativement bas de la valorisation du produit, le prix n'a finalement plus d'impact sur la consommation... c'est certainement l'exemple type que nous pouvons retenir pour la banane. En plus, les événements en Afrique du Nord, en Lybie en particulier, n'ont fait que surcharger les marchés méditerranéens pendant la période estivale.

Nos ventes contractuelles nous ont permis de nous sécuriser vis-à-vis de ces aléas économiques, mais nous devons, en 2012, permettre à notre clientèle régulière et fidèle de récupérer le manque à gagner quantitatif occasionné par la perte de production du printemps 2011, la période la plus propice pour le commerce des fruits tropicaux.

Nous avons par contre en fin d'année, lors du renouvellement de nos contrats commerciaux, l'avantage d'une dévaluation de l'euro par rapport au dollar,

ce qui nous favorise vis-à-vis de la concurrence sud-américaine.

Notre stratégie de transport par conteneurs reste la même, et nous sommes forts confiants sur le potentiel de développement de la Côte d'Ivoire, qui permet d'obtenir une logistique fiable et concurrentielle.

Avec le développement de la zone ouest-africaine, nous comptons amplifier le commerce régional et l'export sur le Sénégal et la Mauritanie, pays qui ont un pouvoir d'achat qui augmente en permanence. Ces nouveaux marchés que nous approvisionnons en produits non labellisés peuvent représenter une bonne alternative au marché européen.

### Horticulture

Les quantités de feuillage d'ornement que nous avons initié et développé depuis trois ans ont dépassé les quantités d'ananas fleurs vendues en 2011. Le commerce de lotus reste stable avec des quantités similaires exportées ces dernières années.

Notre gamme de produits est à présent complète pour nos clients et nous sommes occupés à pérenniser notre activité avec nos trois produits d'exportation, l'ananas fleur, les feuillages (compacta et cordylines) ainsi que les lotus.

Les exportations de Côte d'Ivoire ont bien entendu été stoppées au plus fort de la crise politique et nous avons perdu trois semaines de récolte. À présent le récent redémarrage économique du pays nous permet d'avoir plus de connections aériennes à destination de l'Europe du Nord où nous commercialisons la quasi-intégralité de ces produits.







Station d'emballage de bananes

# Rapport de gestion par pays

## Indonésie

Le président de la République Indonésienne, Susilo Bambang Yudhoyono, a entamé son deuxième mandat suite à sa réélection en 2009 et la stabilité politique règne en Indonésie. Le gouvernement actuel accorde une attention particulière à l'essor économique du marché intérieur ainsi qu'aux deux maillons faibles qui pèsent sur le progrès du pays: l'amélioration de l'infrastructure et l'élimination de la corruption.

Malgré la crainte interne que la crise financière qui a frappé l'Europe l'année dernière puisse toucher la croissance économique en Extrême-Orient, nous pouvons dire que l'Indonésie n'a connu que peu de conséquences. Après la crise financière de la fin des années 90 en Extrême-Orient, toutes les banques ont été réformées et mieux orientées sur les métiers de base dans leur région ce qui n'a pas été le cas pour les institutions financières occidentales.

Le pays a connu une vive croissance démographique et le nombre d'habitants s'élève actuellement à 237 millions, ce qui signifie que sur cette terre 1 personne sur 29 est Indonésienne. Il est prévu que le cap des 250 millions d'habitants soit atteint dès 2015. L'Indonésie dispose d'un marché intérieur fort axé sur la consommation et représente la plus grande économie mixte d'Asie du Sud Est. Le gouvernement joue un rôle important en tant que propriétaire de plus de 164 entreprises d'Etat. La classe moyenne en pleine expansion voit son pouvoir d'achat augmenter régulièrement et est le moteur de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) qui s'élevait à 6,2% en 2011 comparativement à une moyenne de 5,27% au cours des 10 dernières années. Selon la Banque mondiale, le PIB de l'Indonésie représente même 1,14% de l'économie mondiale.

La balance commerciale de l'Indonésie a été largement positive en 2011; les principaux produits

d'exportation sont le bois, la bauxite, l'or, l'argent, le nickel, le cuivre, l'étain et le charbon; les produits importés sont des machines et des équipements, des produits chimiques, du pétrole et de l'alimentation. Les principaux partenaires commerciaux sont les États-Unis, l'Europe et le Japon. Cette balance commerciale positive garantit également une faible dette publique qui ne représente que 25,4% du PIB. Malgré la forte croissance économique, l'inflation est restée limitée à 3,79% par rapport à plus de 5% l'an dernier, mais la monnaie locale, la rupiah, s'est appréciée de 1,46% par rapport au dollar américain, signe de la confiance internationale au développement de ce pays. Les taux d'intérêt continuent à diminuer et celui de référence à la Banque nationale s'élève à 6% en fin d'année, le plus bas depuis 2005.

La Banque mondiale est également positive sur 2012 et prévoit une croissance de 6,2% identique à l'année précédente car soutenue par de bonnes perspectives de consommation locale et une inflation faible; ceci dans la mesure où aucune crise mondiale ne viendrait affecter le pouvoir d'achat des principaux partenaires commerciaux. Le gouvernement a l'intention de diminuer les subventions attribuées aux carburants et d'allouer les fonds ainsi libérés aux besoins pressant des infrastructures routières.

Bien que le secteur des services soit le plus grand contributeur au PIB (39%), l'agriculture demeure un segment important avec plus de 15% de celui-ci et, dans la mesure où il contribue également à près de 40% de l'emploi, plus de 40 millions de personnes ont un revenu provenant de ce secteur.

En 2011, la réglementation sur la taxe à l'exportation de l'huile de palme a été modifiée. Le système en place était inchangé depuis 2008, avec un impôt progressif basé sur le prix moyen mensuel du marché mondial de l'huile sur le marché de Rotterdam. La réforme qui prévoit de moins taxer les produits



# Rapport de gestion par pays

dérivés en aval de la chaîne de production favorise les entreprises verticalement intégrées et, au contraire, défavorise les producteurs d'huile brute par une plus lourde fiscalité. Par cette mesure, le gouvernement indonésien souhaite promouvoir la transformation locale de l'huile de palme au détriment de la transformation à l'étranger et nous constatons que la capacité de raffinage interne se développe pour bénéficier de cet avantage fiscal. En tant que producteur d'huile de palme brute, *SIPeF* est entièrement soumis à la taxe à l'exportation. Cette taxe, qui s'est élevée à environ USD 43 la tonne en 2010, ou 6,1 millions de dollars au total, est passée, sur base des nouveaux barèmes calculés sur des prix beaucoup plus élevés, à USD 201 la tonne en moyenne et à 29,3 millions de dollars d'impôts en 2011. Ce système est observé avec inquiétude par de nombreux autres pays producteurs d'huile de palme et des mesures contre l'importation des produits dérivés du palmier en provenance d'Indonésie devraient suivre dans ces pays.

## Nord-Sumatra

Nos plantations de palmiers établies au Nord-Sumatra ont connu une année relativement difficile avec une baisse des volumes de fruits récoltés par rapport à 2010. Cette tendance négative a été compensée par une hausse des volumes provenant des nouveaux projets et par la performance exceptionnelle de nos plantations dans la province de Bengkulu, de sorte que l'ensemble des opérations indonésiennes gérées par *SIPeF* a enregistré une augmentation de 1,2% des volumes de fruits de palme récoltés par rapport à l'année précédente.

Les superficies en production sont passées de 32 955 hectares à 35 028 hectares, soit une augmentation de 6,3%, dont 1 120 hectares à *UMW* au Nord-Sumatra et 604 hectares à *Agro Muko* dans la province de Bengkulu. Le rendement moyen à l'hectare, de 18,97 tonnes en 2010, s'est réduit

légèrement à 18,47 tonnes à l'hectare en cette fin d'année en raison du rajeunissement des plantations.

La baisse des volumes de fruits de 6,6% par rapport à l'an dernier dans les plantations établies au Nord-Sumatra s'explique par l'impact combiné du manque de précipitations en 2010, des effets négatifs d'une invasion d'insectes sur le feuillage en formation, des effets du champignon *Ganoderma* sur les palmiers des plantations les plus anciennes et des rendements initiaux inférieurs aux prévisions pour de nouvelles variétés plantées.

La longue période de sécheresse de 5 mois en 2010, qui, par effets de stress, a abouti à la formation de plus de fleurs mâles que de fleurs femelles, a eu un impact négatif sur la production de cette année, en particulier dans les plantations de Bukit Maradja et de Kerasaan. C'est avec un retard de 12 à 18 mois que moins de fruits ont été récoltés sur les couronnes des palmiers. La pluviométrie a été suffisante et bien répartie dans ces plantations mais une nouvelle période de sécheresse eut lieu de février à juillet dans la région de Perlabian et de Tolan, ce qui risque d'avoir pour conséquence un retard de la production de fruits en 2012. Les pluies ont à nouveau été abondantes au dernier trimestre, avec des inondations dans les bas-fonds et des problèmes de transport.

En 2011, les plantations de Bukit Maradja et de Kerasaan furent la proie d'attaques particulièrement virulentes d'insectes phyllophages qui dévorent rapidement les feuilles des palmiers, réduisant ainsi la photosynthèse. Seule une injection sélective de produits chimiques dans le tronc des palmiers peut lutter contre ces insectes. Le coléoptère *Oryctes*, qui pond ses œufs dans la couronne des jeunes palmiers et dont les larves consomment celle-ci, était très présent dans les plantations de Perlabian et de Tolan, ce qui réduit la mise à maturité des jeunes plants. Une lutte combinée par la pulvérisation de



produits chimiques, la collecte manuelle des larves, la protection des jeunes couronnes avec des filets et la mise en place de couvres-sol riches en humus permet de réduire le fléau des *Oryctes* à un problème temporaire et contrôlable.

La lutte contre le champignon *Ganoderma* qui affecte principalement les racines des palmiers dans les plantations de deuxième ou troisième génération et réduit d'année en année le nombre total d'arbres par hectare, requiert énormément d'attention de la part de nos agronomes. Grâce à la concertation avec les plantations voisines et les centres de recherche du Sud-Est Asiatique, une stratégie commune est développée pour arrêter cette maladie. En outre, un soin particulier est apporté au traitement préventif des jeunes palmiers en pépinière et à un assainissement des sols dans les parcelles à replanter.

Enfin, les rendements des jeunes plantations installées en 2008 et 2009 avec de nouvelles variétés de palmier sont significativement plus faibles que prévu en raison d'une chute prématurée des fruits avant leur mûrissement. Entretemps l'on constate une amélioration alors qu'une couronne de plus grande taille est formée qui rend l'arbre plus robuste.

La plantation de Bukit Maradja était depuis de nombreuses années en proie à une invasion graduelle mais constante du bétail, amené tous les jours par les villageois des environs pour paître sous les palmiers, ce qui portait préjudice aux rendements de ces parcelles. Après une large consultation avec les autorités locales et l'application de mesures d'accompagnement appropriées, nous avons réussi cette année à supprimer la présence de tout bétail sur nos plantations et nous avons, à nouveau, le contrôle total sur nos terrains.

La replantation de 785 hectares dans les plantations existantes du Nord-Sumatra s'est déroulée comme prévu et avec l'attention requise pour la préparation des sols afin d'éviter la propagation du *Ganoderma*. Nos graines proviennent une fois de plus cette année

de nos fournisseurs habituels Socfindo et BLRS mais également de fournisseurs réputés du Costa Rica.

Les jeunes superficies des projets *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMW)* et *PT Toton Usaha Mandiri (PT TUM)*, qui ont désormais atteint leur pleine capacité de 8 492 hectares plantés, fournissent leur première contribution aux volumes du groupe, mais restent encore légèrement sous nos estimations suite à des conditions climatiques extrêmes. Les six mois de sécheresse qui ont fait baisser le niveau du réseau hydrique et causé un stress aux palmiers ont été suivis par une fin d'année très humide, accompagnée d'inondations et, en conséquence, de routes difficilement praticables. Les fruits encore de petite taille de ces jeunes plantations sont provisoirement transportés et traités à Perlabian jusqu'à ce que la nouvelle usine qui est en construction puisse tout prendre en charge localement.

Les rendements à l'hectare vont augmenter sensiblement au cours des prochaines années et un vaste programme de construction de logements est entrepris pour pouvoir abriter suffisamment de travailleurs agricoles et leurs familles. En 2011, un budget de 120 maisons doubles avait déjà été approuvé, dont le solde sera achevé en 2012; en plus un lot de 80 maisons doubles supplémentaires sont approuvées pour construction. Les plantations sont rendues plus accessibles pour les récolteurs et la construction d'un réseau routier permanent doit permettre d'assurer le transport des fruits vers l'usine. Durant les prochaines années la croissance de nos activités au Nord-Sumatra proviendra principalement de ces plantations.

446 hectares ont été plantés au cours de l'exercice sur des terrains pour lesquels nous avons dû indemniser les populations locales en compensation des récoltes installées auparavant. Le processus d'indemnisation en cours depuis 2004 est une négociation difficile avec des gens qui ne sont souvent pas en possession de documents prouvant qu'ils ont



# Rapport de gestion par pays

des droits sur les terres. Nous continuons de traiter patiemment tous les dossiers, y compris un contentieux au sujet de la compensation de 414 hectares déjà indemnisés à d'autres personnes. Après avoir réglé ce différend, nous pourrions procéder à la demande des permis d'exploitation définitifs. Ce titre foncier a déjà été obtenu pour le projet *PT TUM* pour 1 199 hectares, valable jusqu'en 2046.

Les programmes de fertilisation au Nord-Sumatra ont été entièrement mis en œuvre en temps opportun. Il y eut un léger retard dans les plantations de *PT UMW / PT TUM* par manque de main-d'œuvre disponible dans la région et à cause des pluies abondantes au dernier trimestre. Grâce à l'utilisation d'engrais composés à partir de 2012, les applications saisonnières seront rendues plus aisées.

Nous sommes passés à l'épandage mécanique d'engrais composés partout où cela s'avère possible au sein du groupe, et particulièrement dans les régions planes, ce qui réduit considérablement le nombre de passages et d'employés requis pour ce travail. Nous recourons également à l'utilisation d'épanduses mécaniques pour la distribution des régimes de fruits égrappés comme engrais organiques dans les plantations où l'amélioration des sols est nécessaire; cette méthode sera encore développée dans l'avenir. Nous avons poursuivi l'épandage manuel des engrais en quantités pré-emballées dans les jeunes plantations à bas palmiers où les tracteurs ne peuvent pas circuler ainsi que dans les régions plus accidentées.

Les deux usines d'extraction d'huile de palme ont fonctionné normalement. Ces deux unités disposent d'équipes expérimentées qui traitent efficacement nos fruits depuis des années. Le taux d'extraction d'huile fut en moyenne de 23,11%, en légère diminution par rapport à l'an dernier, ce qui est dû en partie par l'apport croissant des petits fruits des plantations *PT UMW / PT TUM* qui contiennent une plus faible teneur en huile. La qualité ainsi que le

taux d'acidité de l'huile de palme et des noix palmites furent excellents tout au long de l'année grâce au contrôle permanent des normes de maturité des fruits. Les chaudières de l'usine de Perlabian furent totalement réhabilitées l'an dernier.

Les deux usines sont certifiées aux normes ISO, RSPO, et ISCC. Cette dernière nous autorise à exporter l'huile produite vers l'Europe comme matière de base à la production d'énergie verte en Allemagne. Cette certification ne peut être obtenue que par l'adoption de mesures supplémentaires visant à diminuer l'impact environnemental de la production d'huile de palme par la réduction des émissions de gaz méthane produites par les effluents d'usinage. Depuis plusieurs années, une bache placée sur les bassins de décantation des deux usines capte les gaz dans le but de les brûler. Ce projet a été agréé par l'UNFCCC en novembre 2009 et nous donne droit aux «Certified Emission Reductions» (CER) qui peuvent être vendus sur le marché européen de l'énergie, les accords de Kyoto ayant été reconduits au début de cette année.

La double certification RSPO et ISCC nous donne temporairement suffisamment de possibilités d'exportation de notre huile de palme durable à des fins alimentaires ou pour le marché de l'énergie à destination de pays qui sont prêts à payer une prime. Alors qu'en 2010 environ 5% des volumes produits en Indonésie ont été exportés en tant qu'huile de palme durable, 80% de l'huile de palme produite au Nord-Sumatra en 2011 a été exportée comme «Certified Sustainable Palm Oil» (CSPO).

La construction de la nouvelle usine d'extraction à *PT UMW / PT TUM* a commencé l'an dernier avec les travaux de terrassement dont 50% seulement étaient achevés en fin d'année suite aux pluies abondantes du dernier trimestre. Nous entamons les fondations et les charpentes en mars, et prévoyons que l'usine sera opérationnelle début 2013. Celle-ci sera équipée d'une installation intégrée de



traitement des eaux usées permettant de récupérer le gaz méthane et de le recycler en énergie pour les chaudières, de telle sorte qu'un volume plus important de matière organique produite à partir des fruits égrappés sera disponible pour améliorer les sols en plantations. L'usine produira également l'eau et l'électricité nécessaires aux logements de nos travailleurs car ces services publics ne sont pas assurés dans la région.

En 2011, le prix de revient de l'huile en dollars a augmenté de manière significative. Hormis l'impact de la baisse des volumes de production, de l'augmentation des dépenses en mesures de sécurité pour protéger nos plantations de Bukit Maradja et de Kerasaan, et d'une monnaie locale plus forte face à l'USD, les coûts de production ont été principalement influencés par le taux d'inflation de 8,3% sur les salaires et par les prix plus élevés de certains engrais phosphatés achetés localement. L'augmentation des prix du carburant de 38% et les traitements phytosanitaires contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques ont également été importants.

Nous avons observé une tendance négative similaire dans la production de caoutchouc au Nord-Sumatra. Les deux plantations Bandar Pinang et Timbang Deli ont connu une météo capricieuse, avec une perturbation durant l'hivernage associée à une double défoliation annuelle et un dernier trimestre très humide au cours duquel 5% des jours de saignée sur l'ensemble de l'année ont été perdus. Il en résulte une diminution de la production de 11,2% par rapport à 2010. Les travaux de replantation ont pris un certain retard, en particulier dans les bas-fonds où l'établissement de drains et de plates-formes sont nécessaires avant de mettre en place les jeunes hévéas.

### Sud-Sumatra

Les activités caoutchouc des plantations de Melania au Sud-Sumatra ont connu une période exceptionnellement sèche de mai à octobre et en conséquence une double période d'hivernage. La production fut inférieure de 23% à celle de 2010 compte tenu des plantations relativement étendues où les panneaux de saignée sont quasiment épuisés et doivent être renouvelés. Il n'y a aucune raison de croire à un changement structurel dans les rendements de Melania, et nous avons toutes les raisons d'estimer que la situation se rétablira en 2012. Le programme de replantation prévu a été postposé à cette année en raison de la sécheresse. Par contre, la conversion des parcelles plantées de palmiers à huile en hévéas se poursuit, et d'ici 2013, la plantation Melania deviendra une monoculture de caoutchouc avec des plates-formes plantées d'hévéas dans les bas-fonds et les zones les plus humides.

Nos agronomes consacrent beaucoup d'attention au traitement du « White Root Disease », une maladie cryptogamique qui affecte le ratio arbres/hectare et qui se propage par contact entre les racines, en particulier dans les parcelles où le sol n'est pas suffisamment assaini avant la replantation. Les arbres malades peuvent être individuellement traités avec de bonnes chances de récupération.

La production de caoutchouc RSS dans les deux usines s'est poursuivie sans problèmes au niveau de la qualité et les volumes sont entièrement exportés vers l'Extrême-Orient, l'Amérique du Nord et l'Europe. Une réhabilitation de l'usine de *PT Bandar Sumatra* est prévue en 2012 afin d'adapter notre production aux normes les plus récentes.

Les prix de revient, libellés en dollar américain, du caoutchouc produit dans nos entreprises du Nord et du Sud-Sumatra en 2011 ont augmenté de façon substantielle. Outre l'effet ponctuel de volumes de production plus faibles, on signalera la fermeté de la monnaie locale par rapport au dollar américain,



# Rapport de gestion par pays

l'inflation qui se reflète dans la hausse des salaires de la main-d'œuvre, les coûts élevés du carburant, l'effort consenti à la lutte contre le «White Root Disease», et l'amélioration du niveau général de nos plantations avec un meilleur contrôle et du personnel de cadre d'une plus haute qualité.

## Agro Muko

Les plantations de palmiers à huile de *PT Agro Muko (PT AM)* dans la province de Bengkulu ont connu une année exceptionnelle en production, les volumes de fruits récoltés furent de 11,4% supérieurs à l'année dernière. Le beau temps omniprésent accompagné de pluies diversifiées mais modérées ont facilité la récolte et le transport. L'utilisation de petits tracteurs puissants dans les plantations les plus vallonnées et la poursuite de l'empierrement du réseau routier contribuent à une récolte aisée de tous les régimes mûrs et des fruits détachés. À l'heure actuelle, 51% de l'ensemble des routes de plantations sont empierrées et donc praticables toute l'année par les camions, qui garantissent un transport plus économique et plus rapide que les tracteurs. Ce programme sera poursuivi dans les prochaines années.

Le programme de fertilisation a été totalement exécuté avec un transfert partiel des engrais simples en engrais composés. Seule la fourniture de dolomie a été retardée. La pénurie constante de main-d'œuvre dans cette région où de nombreuses plantations de palmiers à huile se font concurrence nous incite à mécaniser la distribution des engrais et des matières organiques là où cela est réalisable. Les possibilités sont plus limitées qu'au Nord-Sumatra en raison du relief. Nous programmons également la construction de maisons supplémentaires à proximité du lieu de travail des récolteurs pour qu'ils soient fidélisés.

Les plantations d'Agro Muko ont connu une année de sécheresse relative par rapport aux années précédentes, ce qui a permis aux planteurs de la région de Bengkulu de transporter avec facilité

d'importants volumes de fruits. Les précipitations en 2011 se sont situées entre 2 210 et 3 650 mm, alors que 5 244 et 5 429 mm ont été relevés respectivement dans les années 2009 et 2010. Le rendement moyen par hectare récolté a augmenté sensiblement de 19,25 tonnes à 20,68 tonnes de fruits, un nouveau record.

Les deux usines d'extraction d'huile de palme ont travaillé avec plus d'efficacité en raison d'apports en forte augmentation et elles ont traité 10,4% de fruits en plus en provenance de nos propres plantations et celles environnantes établies et gérées par Agro Muko comme projets sociaux. Les taux d'extraction d'huile des deux usines ont atteint les niveaux record de 24% et 23,81%, contre respectivement 22,71% et 22,99% l'an dernier, une amélioration significative qui trouve son origine dans la fourniture des fruits en temps opportun. L'usine de Mukomuko est occupée à plein temps mais la capacité de l'usine de Bunga Tanjung reste sous-utilisée n'ayant pas suffisamment de fruits disponibles dans les plantations environnantes à des prix compétitifs et sans compromettre notre certification RSPO.

*SIPeF* a décidé de développer dans la région ses propres plantations afin d'en livrer les fruits à l'usine de Bunga Tanjung et de résoudre ainsi son problème de sous-capacité à l'avenir. *PT Mukomuko Agro Sejahtera (PT MMAS)* a été fondée début 2011 dans le but d'obtenir l'autorisation officielle des autorités locales pour le développement d'un maximum de 2 782 hectares de plantations privées et de 3 516 hectares de plantations villageoises. Toutes les études ont été menées pour ces projets et conformément aux principes et critères du RSPO. La licence pour l'exploitation d'une plantation fut obtenue en décembre. En fin d'exercice, 1 271 hectares avaient déjà été compensés aux propriétaires locaux afin de pouvoir commencer à planter dès l'année 2012.

La production d'huile de palme fut de 85 204 tonnes, soit une augmentation de 17% par rapport aux 72 807 tonnes de 2010; la production de palmiste a quant à elle augmenté de 14% par rapport à la même période.

En dépit des certifications ISO et RSPO, il ne semble pas y avoir d'intérêt à exporter cette huile au départ de Padang pour le moment. Les destinations européennes, où les primes sont payées pour de l'huile de palme durable «segregated», sont desservies par les ports côté «Straits of Malakka» et les ports méridionaux se concentrent sur les exportations sans primes vers la Chine et l'Inde ou sont destinées à la consommation locale. La construction en février 2012 d'une installation de capture du gaz méthane, déjà agréée par l'UNFCCC l'an dernier, nous donnera droit à la vente de CER's; nous pouvons obtenir la certification ISCC pour la fourniture d'huile au secteur de l'énergie verte en Allemagne, ce qui nous permettra d'exporter notre huile vers l'Europe avec primes à partir de fin 2012.

Les rendements plus importants par hectare ont neutralisé les facteurs qui ont augmenté les prix de revient de l'huile de palme dans les autres plantations en Indonésie, telles la hausse des salaires et l'augmentation des prix du carburant.

Agro Muko a également réalisé une bonne année caoutchouc. Peu de journées de saignée furent perdues compte tenu de la faible moyenne des précipitations. Suite à la fermeté des prix du caoutchouc fin 2010, il a été décidé de reporter d'un an la replantation des hévéas de Mukomuko et de continuer la saignée intensive des arbres en place. Les rendements des parcelles récemment ouvertes de la plantation de Sei Betung ont été meilleurs que prévu. La productivité générale des parcelles existantes a augmenté de 1 212 kgs à l'hectare à 1 322 kgs à l'hectare grâce à un écolage professionnel des saigneurs et à la stimulation correcte des arbres. La production annuelle fut de 1 545 tonnes,

en augmentation de 39,8% par rapport aux 1 105 tonnes de 2010.

L'importante augmentation des coûts du caoutchouc que nous avons connue sur d'autres sites d'exploitation en Indonésie a été en grande partie neutralisée par la hausse des volumes.

Le programme de conversion centralisant les superficies d'hévéas dans une plantation de Sei Betung a été poursuivi, et les anciennes plantations d'hévéas sont converties en palmeraies. Dans ce contexte, 139 hectares supplémentaires ont été destinés à l'hévéaculture l'an dernier et ce mouvement se poursuivra en 2012 pour atteindre finalement 1 578 hectares d'hévéas à Sei Betung.

Agro Muko approche peu à peu à la plantation d'un seconde cycle. À partir de 2013, nous allons procéder à la replantation progressive des superficies plantées à la fin des années 80 et nous pouvons nous attendre dans les prochaines années, compte tenu des importantes plantations immatures, à une production assez stable de l'ordre de 70 000 tonnes d'huile de palme, tandis que la production de caoutchouc augmentera progressivement après la reconversion.

### Cibuni - Java

Les activités de notre plantation de thé Cibuni à Java ont souffert de mauvaises conditions climatiques tout au long de l'année. Au premier semestre, un manque total de soleil a empêché la croissance des jeunes feuilles. Le second semestre fut exceptionnellement sec et les théiers implantés sur les versants les plus abrupts sont entrés en léthargie, ce qui eut pour conséquence une déshydratation du feuillage. Les précipitations totales furent de 40% inférieure à celle de 2010 et de 11% inférieure à 2009. La production annuelle a diminué de 15,3% par rapport à l'an dernier, mais la qualité de notre thé noir est restée stable et nous a permis d'obtenir



# Rapport de gestion par pays

de bons prix de vente et de protéger les marges malgré des volumes inférieurs.

Les effets d'accroissement des coûts que nous avons subis ailleurs en Indonésie ont été amplifiés à Cibuni par le faible volume de production. Les centrales hydroélectriques construites depuis de nombreuses années sur la rivière Cikidang n'ont pu opérer comme prévu pour fournir l'usine en électricité, et nous avons dû, en plus du charbon, utiliser du diesel pour alimenter nos machines. Un détournement de la rivière Cikidang sera aménagé en 2012 pour pouvoir bénéficier d'approvisionnement supplémentaire en hydroélectricité en périodes de faible pluviométrie.

Nous avons également débuté une collaboration avec les producteurs de thé avoisinants pour nous permettre d'usiner une quantité plus importante de feuilles vertes cueillies à la main sans compromettre la qualité standard et la réputation de Cibuni sur les marchés du Moyen-Orient.

## Gestion

Nous avons malheureusement dû nous séparer en août de notre «Président Directeur» Yazid Ibrahim, des activités indonésiennes. Après une longue maladie contre laquelle il a combattu plus d'un an, il est décédé en Malaisie, entouré de ses plus proches parents. Nous nous souviendrons toujours de Yazid, un homme sympathique qui essayait de présenter et de développer le côté positif de ses collaborateurs. Il s'efforçait de parvenir à un accord amiable et à convaincre son personnel de suivre son avis. Yazid a également amorcé un changement dans notre culture d'entreprise en Indonésie en privilégiant une structure ouverte où il y a place pour la concertation et la coopération individuelle plutôt que pour la simple exécution aveugle des instructions reçues. Il a également été le promoteur de contacts réguliers avec les syndicats qui ont toujours eu lieu de

manière constructive et sans l'intervention des institutions gouvernementales.

Son successeur, Adam James était «Directeur des Plantations», sous la direction de Yazid et poursuit une même culture d'entreprise, où la formation fait partie essentielle de l'organisation et constitue un investissement important pour le futur. Un nouveau directeur de formation a été engagé pour mettre à jour les programmes de training pour la gestion des plantations. Le programme est un cycle de 2 ans de formation intensive jusqu'au poste de «Field Assistant»; 13 jeunes recrues ont réussi les tests la première année et nous espérons les voir rejoindre nos rangs après la deuxième. Le nouveau directeur est un fervent partisan des sessions de formation favorisant la communication, développant le caractère et la motivation; les participants de tous les départements apprécient les possibilités offertes par l'entreprise.

Il est aujourd'hui difficile d'attirer du personnel qualifié et de le maintenir en place en raison du succès de l'agriculture tropicale en Extrême-Orient. Nous connaissons une plus grande rotation des travailleurs au sein de nos entreprises et les efforts amorcés pour former et fidéliser les bons éléments est un défi croissant. Grâce à de bons contacts avec les autres sociétés de plantation et des comparaisons d'échelles salariales, nous maintenons les rémunérations à des niveaux appropriés pour assurer un apport régulier de jeunes diplômés et veillons à les maintenir dans le groupe.

Nous avons entamé en 2011 une conversion pour fidéliser la main-d'œuvre des plantations; les activités de routine telles que la récolte, l'épandage d'engrais et la pulvérisation seront désormais effectuées par des travailleurs permanents reconnus par l'entreprise, et non plus par des travailleurs occasionnels. Le but principal de ce changement est d'augmenter l'efficacité et d'éviter des problèmes tels que l'absentéisme. Les travailleurs permanents

ont droit à des avantages sociaux et à un système de pension et sont généralement logés avec leurs familles sur la plantation. Ce programme de reconversion fut un succès et en fin d'année, 80% de la main-d'œuvre était enregistrée comme permanente. La direction actuelle du groupe se compose d'une équipe stable de managers indonésiens, malais et européens qui dirigent ensemble l'entreprise en tenant compte de toutes les tendances culturelles et idéologiques, sans perdre le focus sur la rentabilité. Des événements sont organisés afin de renforcer les liens par le biais de réunions managériales et de journées familiales.

Une réunion mensuelle de tous les gestionnaires de l'entreprise a été mise en place récemment au siège de Medan, avec un échange de vues sur tous les aspects de l'entreprise.

La formation des jeunes cadres est complétée par un système d'évaluation avec indicateurs de performances qui permet d'évaluer et d'améliorer l'efficacité et la productivité individuelle.

Nous encourageons également les dirigeants à utiliser leur créativité et leur inventivité de manière quotidienne dans les plantations et dans les usines. Des récompenses annuelles sont octroyées pour les développements les plus innovants et ayant démontré une amélioration au niveau technique ou en matière de coûts.

Un département d'audit interne composé de six employés et d'un gestionnaire qualifié relève directement du «Président Directeur». Hormis des inspections spécifiques recherchant de possibles fraudes, un programme annuel est préparé par le comité d'audit interne, qui se réunit trois à quatre fois par an, afin d'évaluer les résultats des audits réglementaires et d'éviter de futurs problèmes. Les résultats de ces réunions sont également transmis au siège en Belgique et discutés lors des réunions du comité d'audit *SIPEF*.

Dans le domaine de l'« Information Technology (IT) », il a été décidé de procéder, à partir des opérations indonésiennes, à une intégration technologique de l'ensemble du groupe. Endéans une période de 3 ans, nous devrions disposer d'un outil de gestion intégrant toutes les activités et donnant accès aux données agricoles, financières et techniques par le biais d'une entrée unique imputée au niveau des unités opérationnelles. L'analyse des procédures et le choix du logiciel pour les activités de plantation a débuté en Indonésie en 2011. Les plantations de Papouasie-Nouvelle-Guinée et le siège en Belgique seront intégrés à un stade ultérieur.

### Expansion

Cette année, nous avons franchi une étape importante dans les programmes de développement du groupe en Indonésie. Après avoir cherché pendant des années des opportunités appropriées, dont la plupart se révélèrent non conformes à notre durabilité et à nos standards agronomiques, nous avons trouvé des terrains considérés tous de bonne qualité agronomique qui ne contiennent pas de zones à haute valeur forestières ni de sols fragiles qui ne seraient pas conformes aux nouveaux principes et critères du RSPO.

Nous avons créé au mois de mars trois nouvelles sociétés qui devraient constituer un nouveau déploiement dans la région de Musi Rawas, dans la province du Sud-Sumatra:

*PT Agro Kati Lama* a obtenu en juillet une licence des autorités locales pour le développement d'un total de 10 500 hectares de terres agricoles, dont 20% seront destinés à la population locale. Les terrains attribués pour ce projet sont proches de la ville Lubuk Linggau et sont souvent les plus développés. Nous avons ouvert une enquête sur l'impact social et environnemental dans le cadre de la loi indonésienne et des principes et critères du RSPO et une première compensation a été payée en fin





# Rapport de gestion par pays

d'année aux exploitants de 175 hectares. Courant 2012, ce processus de compensation sera poursuivi par nos équipes sur place qui devront prendre contact individuellement avec tous les exploitants dans la région qui nous est attribuée et accorder une indemnisation pour les cultures qu'ils y ont plantées. Un investissement en palmiers à huile est ici le plus indiqué compte tenu de la structure des sols, des précipitations moyennes et de la position géographique.

*PT Agro Rawas Ulu* est propriétaire d'une deuxième licence obtenue en décembre pour le développement de 9 000 hectares dans la même région, dont également 20% est réservé à la population locale. Ces terrains sont situés le long des deux rives d'un cours d'eau et semblent appropriés à un projet mixte palmiers / hévéas compte tenu de la structure des sols et de la pluviométrie. Les habitants des environs sont familiarisés à la saignée des hévéas qui poussent à l'état sauvage. Des contacts ont également été engagés dans cette région avec la population locale pour expliquer l'impact de nos futures opérations, mais aucune indemnisation au paysannat n'a été versée en fin d'année. Ces terrains sont situés plus loin de la ville et sont peut-être plus accessibles à l'agriculture industrielle.

La société *PT Agro Muara Rupit* a été créée pour un troisième projet situé dans la même zone, mais après enquête, nous avons constaté que le site proposé est partagé avec d'autres licences; nous avons décidé de ne pas accepter ces terrains. Aucune alternative n'avait été proposée en fin d'année mais les autorités locales sont disposées à examiner d'autres options.

Ces investissements sont soutenus par les autorités locales et les licences d'exploitation pour l'utilisation du terrain comme plantation et le permis de défricher les superficies concédées sont en attente. Nos employés sont très enthousiastes quant à l'avenir de ce projet à grande valeur agricole qui pourrait

offrir de bonnes perspectives de production d'huile de palme et de caoutchouc. Le succès dépendra de la volonté de la population locale à accueillir un programme industriel dans la région et à la mise à disposition des terres à développer contre une indemnisation.

Nous avons également créé en 2006 une plantation d'huile de palme dans le nord de Sumatra, dénommé *PT Citra Sawit Mandiri*. Après l'obtention des licences, nous nous sommes rendu compte que ce dossier ne pourrait probablement pas satisfaire aux principes et critères du RSPO en raison de la fragilité des sols. Votre conseil d'administration a donc décidé de mettre cet actif en vente n'étant pas conforme à la politique de développement durable du groupe. Après avoir effectué un amortissement jusqu'à la valeur de réalisation, nous avons recherché des acheteurs potentiels, mais ces derniers furent difficile à trouver en raison de la localisation et de la dimension réduite de la plantation. Il existe également un différend avec une plantation voisine qui a planté sur l'une de parcelles qui nous a été attribuée. Il est peu probable que dans l'incertitude actuelle nous puissions trouver acheteurs, et il a été décidé de conserver les licences et de régler le différend avec les voisins avant de chercher une nouvelle offre sur le marché. Une demande de licence d'exploitation définitive portant sur 1 603 hectares a été introduite en décembre auprès des autorités.

## Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Papouasie-Nouvelle-Guinée clôture une année politique mouvementée. Le changement de gouvernement dans le courant du mois d'août a marqué la fin de l'hégémonie durant neuf ans de la famille Somare et a été suivi par des mois d'incertitude politique durant lesquels deux gouvernements se disputèrent le pouvoir. Ce conflit s'est heureusement

limité à la sphère politique, sans déborder sur la vie économique du pays. Le nouveau gouvernement de Peter O'Neill a maintenant semble-t-il le consensus général de la population et des autorités, mais l'on attendra avec intérêt le résultat des élections nationales prévues pour la mi 2012.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est un pays riche en ressources naturelles telles que l'or, le nickel, le cobalt et le cuivre, mais la croissance économique est désormais principalement déterminée par l'exploitation des 227 milliards de mètres cubes de réserves de gaz naturel qu'elle détient dans son sous-sol et en mer. La croissance économique de 8,9% en 2011 a été supérieure aux attentes, non seulement grâce aux prix élevés des matières premières comme l'or et le cuivre, mais aussi grâce aux prix agricoles élevés de l'huile de palme, du café, du cacao et du bois. Elle a également été stimulée par l'impact des projets LNG sur le transport, la construction et le transport aérien. Ces projets de développement atteindront leur paroxysme en 2012 et viendront sans aucun doute dynamiser les secteurs de la distribution et du commerce de détail.

La forte croissance économique et la progression du volume de matières premières exportées ont considérablement renforcé la monnaie locale, le kina, vis-à-vis du dollar australien et du dollar américain, et ce respectivement de 18 et de 21%. La Banque nationale a renforcé les conditions de crédit, mais elle n'a pu empêcher l'économie locale de fonctionner à pleine capacité, avec à la clef un taux d'inflation de 8,2%.

Les projets LNG ont exercé une énorme pression sur l'activité économique générale du pays auparavant limitée. La politique financière du gouvernement fonde d'ores et déjà de grands espoirs sur les revenus des futures royalties qui débiteront en 2015 et

contribueront pleinement à partir de 2020. L'éducation gratuite et une sécurité sociale renforcée, annoncées comme objectifs prioritaires, devront être liées à une discipline budgétaire stricte pour ne pas dérapier à court terme.

### **Hargy Oil Palms Ltd**

Les activités palmier à huile de *Hargy Oil Palms Ltd* ont excellé durant l'exercice écoulé. Les volumes produits en huile de palme brute ont été de 11,4% plus élevés qu'en 2010 et ont été vendus à un prix moyen du marché de 24,9% supérieur, ce qui fait de 2011 une année record dans l'histoire de nos activités en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Après une année 2010 dramatique au point de vue climatique, caractérisée par des précipitations abondantes ayant fortement entravé les récoltes et leur évacuation, la nature fut nettement plus sereine en 2011. Les précipitations ont été bien réparties tout au long de l'exercice et n'ont à aucun moment dépassé les moyennes décennales, ce qui, combiné avec un ensoleillement suffisant, a créé les conditions idéales pour les plantations encore relativement jeunes.

Malgré cette bonne répartition pluviométrique, la saison des pluies du début d'année est une période où notre personnel doit faire des efforts particuliers pour la récolte des fruits et leur acheminement vers les usines. Les précipitations du mois de janvier n'ont pas permis d'optimiser les tours de récolte dans nos plantations, et la disponibilité insuffisante des moyens de transports pour évacuer les fruits de nos plantations, mais aussi de celles des planteurs environnants, ont fréquemment retardé l'usinage des fruits mûrs, élevant ainsi l'acidité de l'huile de palme produite. Une acidité élevée rend plus difficile le processus de transformation de l'huile de palme brute en huile raffinée.



# Rapport de gestion par pays

En raison de volumes de production plus élevés que prévu, cette pression s'est maintenue tout au long du premier semestre. Il a été décidé de mettre au plus tôt à la disposition des planteurs environnants une flotte de camions plus fiables pour transporter leurs fruits. L'éloignement de nos plantations rend la disponibilité des pièces de rechange compliquée et nous force à travailler avec des marques bien établies. La logistique a également été adaptée pour nos propres plantations par le lancement progressif d'un système de bennes ouvertes approvisionnées en bord-champs par de petits tracteurs et chargées ensuite par des camions pour être acheminées vers l'une des deux usines. Ce système crée un stock tampon momentané en plantation, là où la route ne permet pas un transport immédiat, et réduit également le nombre de camions requis. Il sera d'abord mis en place dans les plantations matures de Hargy et de Navo et sera éventuellement étendu à la plantation Barema ultérieurement car les récoltes y sont aujourd'hui encore faibles.

La production s'est normalisée au cours du second semestre et les fréquences de collecte se sont stabilisées; le timing des évacuations s'est réduit et l'acidité de l'huile de palme brute est par conséquent revenue à la normalité, de sorte que nos principaux clients européens ont été à nouveau approvisionnés avec de l'huile de palme de qualité certifiée durable. La production annuelle combinée d'huile de palme brute et d'huile de palmistes fut de 109 466 tonnes contre 98 239 tonnes l'année précédente, une hausse de 11,4%.

La production de fruits provenant de 2 479 hectares à Hargy a atteint sa pleine maturité et fut de 7,6% inférieure aux attentes, mais le rendement moyen fut de plus de 27 tonnes de fruits à l'hectare. Une adaptation de la gestion de la plantation, suivie d'une restructuration de la main-d'œuvre et

d'une réintroduction des principes de base, constituèrent, particulièrement au second semestre, un défi pour la gestion journalière dont nous évaluerons les résultats en 2012.

La plantation relativement jeune de Barema a atteint sa maturité pour l'ensemble des 1 976 hectares plantés et sa contribution pourrait augmenter sensiblement dans les prochaines années. Le volume de fruits fut de 25,3% supérieure aux prévisions grâce à la mise en production précoce des palmiers à l'âge de 24 mois. La plantation a disposé d'une main-d'œuvre suffisante pour assurer la récolte des fruits mûrs grâce à la construction de logements supplémentaires et à l'amélioration de la qualité de l'eau potable de nos villages.

La plus importante plantation de Navo, d'une superficie plantée de 5 274 hectares, a produit 3,9% de mieux que les estimations; environ 2 000 hectares datant de 1984/1986 seront replantés dans les trois prochaines années. Néanmoins, le rendement moyen par hectare a atteint 24,88 tonnes. Après la nouvelle mise en place de 340 hectares en 2010, 500 hectares ont déjà été préparés en 2011 pour être replantés en 2012. Au total, 934 hectares seront plantés et le réseau routier interne sera réhabilité. Les plantations de Navo sont très productives mais sont également très sensibles aux insectes ravageurs et nécessitent un contrôle et une supervision appropriées de la part des agronomes. Les programmes de fertilisation ont été achevés avant la fin de l'année dans toutes les plantations.

Par manque de moyens de transport suffisants au premier semestre, la production annuelle des fruits villageois fut légèrement inférieure aux attentes (-1,3%). La flotte de camions chinois a eu énormément de peine à livrer tous les fruits en période de haute production à cause de fréquentes pannes et

du manque de pièces de rechange, ce qui a rendu les relations avec les planteurs quelque peu tendues, mais nous avons remédié assez rapidement à cette situation par la mise en place d'une capacité additionnelle de transport. Là, également le choix d'une solution à long terme s'est imposé par l'achat d'une nouvelle flotte de véhicules pour lesquels un soutien logistique est présent en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les relations avec les petits fermiers ont été renforcées; l'entreprise offre un support supplémentaire à leurs programmes de renouvellement de plantation par la fourniture de semences de palmiers de qualité, ainsi que des engrais, l'aide des agences gouvernementales locales étant insuffisante. La Banque Mondiale a entretemps également créé un fonds de secours pour les aider à optimiser leur récolte et à financer les zones non plantées.

La production d'huile de palme des plus de 3 000 agriculteurs environnants reste importante pour l'entreprise, car 47,4% des fruits livrés aux usines proviennent de la récolte des 12 647 hectares qu'ils exploitent, soit un peu plus de 16 tonnes de fruits par hectare et par an. Un potentiel de rendement plus élevé à l'hectare devrait certainement être réalisable en encourageant et en assistant ces planteurs villageois lors des programmes de replantation et de fertilisation.

Les gestionnaires des deux usines de palmiers à huile existantes ont fait des efforts considérables pour produire les volumes croissants d'huile de palme brute durable. Ils ont dû faire face, particulièrement au cours du premier semestre, aux retards dans la livraison des fruits, ce qui ne facilite pas le processus d'extraction.

C'est donc avec une grande impatience que la construction de la troisième usine sera réalisée à Barema. Celle-ci pourra prendre utilement en charge les volumes croissants de récolte et devrait être

opérationnelle au premier semestre 2013. Les travaux de terrassement ont été terminés en 2011 et nous avons entamé les fondations de cette nouvelle usine. La capacité de celle-ci sera de 45 tonnes de fruits par heure. Une unité d'extraction d'huile de palmistes et la récupération des gaz méthane à partir des eaux usées sont également prévues.

L'usine de Hargy a réalisé un taux d'extraction moyen exceptionnellement élevé de 24,20% et a même atteint 24,96% en décembre en raison de la bonne planification des programmes d'entretien et de la disponibilité en pièces de rechange, ce qui limite les ruptures d'usinage. La modernisation de cette usine la plus ancienne a été réalisée à l'exception du processus de stérilisation qui sera remplacé dès que la nouvelle usine de Barema sera opérationnelle. Des travaux sur les bassins de décantation des eaux usées ont également été réalisés durant l'année, ce qui les rend plus performants que les normes légales.

L'usine plus récente de Navo n'a réalisé qu'un taux d'extraction moyen de 22,9%, principalement en raison de pannes mécaniques et de ruptures de charge. Entretemps, la direction de l'usine a été remplacée et le taux d'extraction a, à nouveau, déjà dépassé les 23% en fin d'année. Le compostage des rafles de palmiers avec les eaux usées est progressivement abandonné et sera remplacé à l'avenir par des tanks de décantation permettant de retenir le gaz méthane et de le renvoyer à l'usine. Ainsi, les régimes de palme égrappés seront disponibles comme engrais organique en plantation et serviront à la reconstitution des sols.

Les améliorations apportées à l'unité d'extraction de noix palmiste à l'usine de Hargy commencent à porter leurs fruits et le taux d'extraction a atteint 1,9% en fin d'année. Celui de l'usine de Navo a atteint 1,64% en moyenne et cette unité sera fermée une



# Rapport de gestion par pays

fois l'usine de Barema sera opérationnelle et transformera les amandes des deux usines en huile de palmistes.

Étant donné l'importance dans cette entreprise de disposer de moyens de transport efficaces, nous avons, conjointement à l'acquisition de nouveaux véhicules, investi dans l'amélioration et le renouvellement des ateliers de maintenance, dans la formation du personnel par des professionnels de l'entretien, dans le support des fournisseurs et dans de meilleures conditions de logement pour le personnel. Les longs délais de livraisons des pièces de rechange en provenance de l'étranger rendent difficile la gestion opérationnelle courante de la flotte des véhicules de transport.

En raison principalement du raffermissement de la monnaie locale par rapport au dollar américain et de l'ajustement des niveaux de rémunération des travailleurs suite au manque chronique de personnel qualifié, le coût de production de l'huile de palme libellé en dollars américains a augmenté de 24,1% par rapport à l'année précédente. La direction et le département d'audit interne suivent de près l'évolution de cette structure de coûts.

Cette pénurie de personnel qualifié est due à la construction des terminaux LNG. Une rotation importante de personnel a également eu lieu suite au changement de propriétaires dans d'autres plantations de palmiers à huile en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2011, ce qui a permis des mutations de cadres qualifiés au sein des postes vacants. L'obtention de permis de travail pour les cadres expatriés reste un processus administratif fastidieux et entrave la mise en place harmonieuse de certaines fonctions dans l'entreprise.

Compte tenu de l'éloignement des activités de *Hargy Oil Palms Ltd*, il est important de fournir

des logements appropriés pour attirer à long terme de la main-d'œuvre jeune et qualifiée. Des efforts considérables ont été faits au cours des quatre dernières années pour construire de nouvelles maisons pour les ouvriers et les cadres. En 2011 plus de 250 familles ont pu disposer d'une habitation neuve, et ce en plus du réaménagement des maisons existantes à de meilleures normes. Ces efforts seront poursuivis au cours de l'année prochaine dans les nouvelles zones d'expansion.

Le programme de plantation dans le voisinage de Navo s'est poursuivi progressivement pour doubler à terme le nombre d'hectares plantés et de dépasser les 20 000 hectares de palmiers. Fin 2011, 927 hectares sont déjà en place sur trois sites aux pieds du volcan Ulawun, y compris le réseau routier nécessaire pour atteindre ces emplacements. L'expansion fut ralentie en début d'année par le manque de disponibilité des excavatrices des entrepreneurs locaux, mais nous avons rapidement progressé après la livraison de nos propres machines.

Toutes les terres éligibles pour ces nouveaux développements ont déjà été examinées et considérées conformes aux principes et critères du RSPO quant aux procédures de nouvelles plantations et suffisamment de terrains sont déjà disponibles en 2012 pour planter 1 450 hectares supplémentaires. Le rythme d'expansion dépendra largement des conditions météorologiques, de la disponibilité des équipements nécessaires et de la rapidité avec laquelle le gouvernement va délivrer les licences donnant accès aux terres. Les conventions avec les propriétaires locaux ont tous déjà été signées.

Le nouveau gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée vient, avec raison, d'ouvrir une enquête sur les nombreuses concessions de terres agricoles (plus de 5 millions d'hectares) que le gouvernement



précédent a autorisé de développer en zones boisées et a également décrété un moratoire temporaire sur toutes les nouvelles demandes. Nous avons toutefois suffisamment de licences disponibles pour ne pas être arrêtés par cette mesure.

Nous avons déjà satisfait au deuxième processus de ré-audit pour la certification RSPO qui a eu lieu en 2009 et qui est acquise jusqu'en 2014. En plus de celle-ci, nous avons également passé avec succès les audits pour la certification ISO14001 qui est dès lors prolongée. Ces certifications s'appliquent à toute la production issue de nos propres plantations, mais aussi à la production des planteurs avoisinants, et aux cuves de stockage et aux installations portuaires que détient *Hargy Oil Palms Ltd* à Biiala. Cette agrégation est extrêmement importante pour notre positionnement sur le marché, particulièrement pour nos clients européens qui attachent une grande importance au label «huile de palme durable». L'essentiel de la production est également expédiée sous le vocable «huile de palme durable ségrégée», ce qui signifie que nos clients peuvent identifier l'huile de palme jusqu'à sa procédure de fabrication et qu'il n'y a pas de mélange avec d'autres huiles.

### **Galley Reach Holdings Ltd**

Les plantations de caoutchouc de *Galley Reach Holdings Ltd* sont situées au sud de l'île principale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, à proximité de la capitale Port Moresby. La production de caoutchouc provient du latex de nos hévéas ainsi que des achats aux petits producteurs des provinces environnantes.

Malgré des volumes de production similaires à 2010 tout au long de l'année, le mois de décembre a été extrêmement pluvieux avec une activité de saignée plus faible, ce qui fait que nous clôturons l'année

avec une production de caoutchouc brut inférieure de 5% à l'an dernier.

La concurrence avec les cinq autres acheteurs de caoutchouc est restée importante dans les régions de Moreguina et d'Upulima, malgré la baisse significative des prix mondiaux en 2011, bien que *Galley Reach Holdings Ltd* soit la seule entreprise qui n'exporte pas le caoutchouc brut mais le transforme localement en produit fini. Nous restons néanmoins l'acheteur le plus important dans ces zones grâce à la régularité de nos tournées d'achat et à la garantie d'un paiement au comptant; nous avons ainsi pu maintenir notre volume d'achats au niveau de celui de l'année précédente. Ces achats aux tiers représentent 37,3% de la production totale et 18,8% des résultats d'exploitation et fournissent une contribution importante à la rentabilité de l'entreprise qui fut légèrement inférieure à celle de l'année record 2010 compte tenu de la baisse des prix.

Afin de pouvoir garantir une qualité constante aux clients étrangers, nous avons décidé de retarder la production de l'usine et de laisser le caoutchouc brut prendre de l'âge avant le traitement pour maintenir une bonne qualité à l'exportation. Des bris de machines inattendus et la longueur des délais de livraison des pièces de rechange ont fait que la production de caoutchouc à DOA ne totalisait que 2 895 tonnes en fin d'année, inférieure de 14% aux volumes de l'année dernière. Le stock accumulé de caoutchouc brut sera progressivement usiné à partir de début 2012.

Comme mentionné précédemment, l'effet combiné de l'augmentation de la valeur de la monnaie locale par rapport au dollar américain, la hausse des salaires et des prix locaux des engrais et des carburants ont affecté les coûts libellés en US dollars. Ceux-ci ont augmenté de près de 50% par



# Rapport de gestion par pays

rapport à l'année dernière. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'impact des projets LNG sur le marché local du travail et les augmentations de salaires qui se répercutent au secteur agricole, grand consommateur de main-d'œuvre utilisant du personnel peu qualifié. Le gouvernement a adopté des mesures de soutien pour ne pas compromettre la compétitivité du secteur agricole.

Environ deux tiers des superficies plantées ont dépassé 25 ans d'âge et pour assurer les rendements futurs des plantations il a été décidé en 2004 de les replanter progressivement. Étant donné la disponibilité limitée de travailleurs qualifiés dans la région, nous avons fixé un calendrier d'établissement de pépinières et de mise en place des jeunes plants en fonction des conditions météorologiques qui déterminent la longueur de la saison propice à la plantation, et ceci sans compromettre l'exploitation des hévéas matures.

Dans ce contexte, 945 hectares ont déjà été replantés, dont 566 sont immatures. L'intention est de maintenir ce rythme de renouvellement dans les années à venir pour améliorer les rendements à l'hectare et la compétitivité de l'entreprise.

Outre les investissements dans la plantation et l'entretien des superficies immatures, l'accent est mis sur l'amélioration de l'habitat. Étant donné la rareté de la main-d'œuvre dans la région, influencée par la proximité de la capitale, il est important de fournir des logements appropriés aux saigneurs expérimentés et aux travailleurs agricoles, en combinaison avec une infrastructure scolaire et des soins médicaux. Outre la construction de nouveaux logements, les maisons existantes sont adaptées aux exigences actuelles en matière de confort et plus en ligne avec les normes appliquées ailleurs dans le groupe. Ce processus graduel demandera plusieurs années d'efforts soutenus.

## Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est en pleine phase de reconstruction post conflit et le gouvernement de Mr. Ouattara s'est prononcé sur un ambitieux programme d'investissements qui couvre tous les secteurs de la vie nationale. Le produit intérieur brut devrait connaître une croissance spectaculaire de l'ordre de 8% en 2012 après la sévère contraction de -5,4% en 2011. Le retour à la normalité après une décennie de conflits et la relance de l'agriculture, qui emploie la majorité de la population, devraient faire croître la consommation de 6,2% en 2012.

### **SIPEF-CI SA**

Notre filiale *SIPEF-CI SA* n'a pas échappé à la crise qui a particulièrement secoué le pays au deuxième trimestre de 2011.

Si la société fut relativement épargnée en matière de personnel et d'infrastructure, elle le fut moins en matière de récoltes et de plantations. On peut estimer que 10 000 tonnes de fruits de palme ont été perdues en pleine pointe de production (avril). Le dommage sanitaire causé aux palmiers par manque d'entretien durant près de deux mois fut difficile à gérer par la suite et n'a pas permis de rattraper les volumes de production annuels budgétés. Ainsi, *SIPEF-CI SA* a usiné 214 180 tonnes de fruits de palme, produit 49 966 tonnes d'huile et 7 968 tonnes d'amandes palmistes dans ses deux usines situées à Bolo et à Ottawa dans la région du Centre-Ouest.

Le management a malgré tout, dans ce contexte difficile, mis en place 2 056 hectares de jeunes cultures courant 2011, ce qui, avec la fin du programme de plantation de 600 hectares en 2012, porte le renouvellement du verger à 7 070 hectares sur la période 2008-2012. *SIPEF-CI SA* disposera alors, à l'horizon 2016, d'un verger total de 13 250 hectares matures pour assurer sa pérennité.

Le verger des planteurs indépendants s'est également regarni depuis 2008 à la faveur d'un meilleur prix des régimes achetés: il est estimé aujourd'hui à environ 22 900 hectares, dont 4 400 de palmiers immatures. Les planteurs villageois ont contribué pour 62% à l'approvisionnement de nos deux usines.

*SIPEF-CI-SA* emploie en moyenne 1 350 travailleurs, répartis sur les trois sites d'exploitation, ainsi que de nombreux journaliers et entrepreneurs externes, en fonction des saisons et des tâches qui y sont liées.

### **Plantations J. Eglin SA (Eglin SA)**

2011 se caractérise par une année marquée par la crise socio-politique en Côte d'Ivoire. Nous avons exporté nos bananes quasi normalement depuis les élections de décembre 2010 jusqu'en début mars, mais suite aux sanctions de l'Union Européenne à l'encontre du gouvernement de Mr. Gbagbo, le potentiel d'exportation a été réduit et nous avons été contraints d'exporter nos fruits via le Ghana puis d'affréter nos propres navires avec l'aide de deux exportateurs indépendants.

Début avril, le conflit est passé par une phase militaire et les troupes du nord fidèles au président élu Ouattara ont finalement, après 3 semaines de combats, libéré la capitale. Pendant cette période d'affrontements, nous n'avons pas récolté et exporté nos fruits et fleurs mais nous pouvons toutefois nous féliciter qu'aucun de nos actifs n'ait en final été volé ou vandalisé, ceci en grande partie grâce à la présence et la vigilance permanente de l'ensemble de nos cadres et de notre personnel sur les sites de production.

Les pertes que nous avons subies concernent d'une part la production non exportée pendant trois semaines, estimée à 1 600 tonnes de bananes,

130 000 unités d'ananas fleurs, feuillage et lotus, et d'autre part les avaries consécutives aux transit time et décalages de navires fruitiers.

Toutes ces pertes sont évaluées et font l'objet de dossiers en recours auprès du gouvernement ivoirien pour les pertes de production ou d'assurance en ce qui concerne les avaries consécutives au transport des fruits.

À partir de mai, la situation est redevenue plus stable, sans être pour autant totalement sécurisée, des éléments armés non contrôlés n'étant pas encore rentrés en casernement. Cette situation s'est améliorée au fur et à mesure; nous sommes à présent forts positifs pour l'avenir et nous pouvons enfin travailler dans un contexte serein.

Les exportations de bananes de l'année sont inférieures au budget (19 297 tonnes export contre 22 480 budgétées) avec un différentiel dans la sous-région bien plus important, par manque de logistique fiable. Sur l'Europe notre volume global exporté est de 18 338 tonnes, contre 17 946 tonnes en 2010.

Les trois sites de production Azaguié, Agboville et Motobé ont eu de grosses variations de productivité (pic de production en pleine crise pour Motobé et Agboville), et nos rendements sont conformes à nos objectifs.

Le prix moyen de vente FOB des fruits vendus sur l'Europe fut légèrement supérieur à nos estimations (EUR 419 par tonne réalisé contre EUR 399 budgété) mais inférieur à l'exercice précédent (EUR 441 par tonne). Cette différence ne provient pas du marché mais principalement des avaries ayant entraîné une moins-value commerciale de nos produits.

L'activité horticole a régressé pour les ventes d'ananas fleurs mais a par contre progressé sur les



# Rapport de gestion par pays

exportations et ventes de feuillage d'ornement et de lotus. La conjoncture européenne, la crise ainsi que des rendements faibles en production d'ananas fleurs sont la conséquence de cette diminution de l'activité. Malgré cela, le secteur horticole apporte une contribution positive au résultat de l'exploitation.

Nous avons, au cours de cet exercice finalisé la fusion des sociétés *Société Bananière de Motobé SA (SBM SA)* et *Eglin SA*, ce qui nous permet d'avoir une seule entité juridique, *Plantations J. Eglin SA*.

## Europe

### Jabelmalux SA

*Jabelmalux SA* est la société mère de *PT Melania Indonesia* qui produit principalement du caoutchouc au sud de Sumatra et possède une plantation de thé à Java en Indonésie et de *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMW)*, *PT Toton Usaha Mandiri (PT TUM)* et *PT Citra Mandiri Sawit (PT CSM)*, les extensions en palmiers à huile les plus récentes au Nord-Sumatra.

*Jabelmalux SA* a été fondée après la nationalisation indonésienne pour défendre et centraliser les intérêts des actionnaires belges dans les plantations locales et fut cotée à la bourse de Luxembourg depuis sa création. Après l'acquisition progressive d'actions au fil des ans, *SIPEF* détenait 77,40% de l'entreprise et la liquidité du titre était devenue très limitée. D'autre part, le financement de l'important développement dans le nord de Sumatra n'était pas possible sans prêts considérables de la société mère *SIPEF*. C'est pourquoi le conseil d'administration du 23 février 2011 décida de procéder à une offre publique d'achat pour les 6 166 titres *Jabelmalux SA* qu'elle ne possédait pas au prix d'EUR 2 250 par action, une prime de 36,4% par rapport à la cotation

la plus élevée de l'action *Jabelmalux SA* au cours des 12 mois précédant la décision.

L'offre initiale s'est déroulée du 15 mars au 29 avril et a ensuite été prolongée jusqu'au 30 novembre 2011, de sorte que finalement 5 974 parts supplémentaires ont été acquises, ce qui correspond à 21,9% du capital. *SIPEF* contrôle dès lors 99,3% de l'entreprise. Les 193 actions restant encore en circulation seront soumises à une procédure de «squeeze out» si les autorités luxembourgeoises le permettent dans la future loi.

Il a également été décidé, à la fin de la période d'offre initiale, de mettre fin à la cotation du titre en bourse, demande qui fut accordée par la Bourse de Luxembourg et la dernière cotation eut lieu le 24 juin. A partir de cette date, les exigences en matière de publication légale locale seront respectées sans rapport consolidé complémentaire pour les actionnaires.

## Assurance

### BDM NV – ASCO NV

Le groupe d'assurances *BDM NV – ASCO NV* se focalise par l'intermédiaire de courtiers professionnels, principalement vers les assurances maritimes et industrielles. *BDM NV* est un souscripteur d'assurances, qui souscrit, pour le compte de l'assureur *ASCO NV* et un nombre important d'assureurs internationaux, des risques dans des marchés de niches. La présence d'*ASCO NV* parmi les assureurs pour lesquelles *BDM NV* souscrit a un grand avantage: elle procure à *BDM NV* une plus grande stabilité et renforce la capacité de cette dernière grâce à son accès direct au marché de la réassurance.

## **BDM NV**

En 2011 *BDM NV* a consolidé sa nouvelle stratégie. Notre service à la clientèle s'est renforcé grâce au recrutement de nouveaux collaborateurs spécialisés. De plus, plusieurs produits d'assurances spécifiques ont été développés avec certains bureaux de courtage.

Dans le segment maritime, la rentabilité du portefeuille casco s'est améliorée. Une participation plus importante a été prise dans des contrats cargo internationaux. Ceci a eu pour conséquence un accroissement de l'encaissement prime de plus de 19% dans le segment maritime. La légère diminution des frais (comparatifs) de personnel a permis de monnayer notre plus grande part de marché en une croissance du résultat opérationnel de 24% dans ce segment.

Grâce à notre persévérance au niveau de l'approche sur mesure et le développement de nouveaux produits de niche, une croissance de 8% du volume de prime a pu être réalisée en «Property & Casualty». Le résultat opérationnel a augmenté de 15% dans ce segment en raison des frais constants et d'importantes participations bénéficiaires.

Malgré la croissance importante de 11,5% du chiffre d'affaires, les frais de personnel sont restés identiques à ceux de l'année antérieure. Avec une réduction de 34% des frais d'amortissement ceci a permis d'obtenir un résultat opérationnel s'élevant à KEUR 500.

D'importants frais exceptionnels (entre autre la faillite d'un assureur groupe) ont ramené le résultat net à KEUR 3,2.

## **ASCO NV**

L'assureur *ASCO NV* a clôturé l'année 2011 par un résultat technique net de KEUR 346 (une augmentation de 306% par rapport à 2010). La persévérance des efforts consentis pour obtenir une optimisation et une qualité du portefeuille ont conduit à

un revirement positif surtout visible en «incendie risques industriel» et en «marine casco».

Une augmentation générale des frais de 5% (due à des frais relativement élevés en réassurance) et les revers en revenus financiers (dus à des moins-values et des corrections de valeurs négatives sur investissement) ont eu un impact se chiffrant à un résultat de KEUR -249 après impôts.

Une nouvelle avancée a à nouveau été réalisée en 2011 dans le domaine du contrôle financier. Ainsi depuis fin 2011, le calcul pour les réserves de primes (réserves pour primes non acquises) sont faites sur base de la méthode de 1/365<sup>ième</sup> des primes comptabilisées. En outre, le programme de réassurance 2012 est mieux adapté tant en couverture qu'en coût et au profil de risque du portefeuille. *ASCO NV* à l'intention de développer certains produits de *BDM NV* en 2012, au travers de participations dans de nouveaux produits de niches de *BDM NV*, que cette dernière proposera également à l'étranger.





Jeunes hévéas





# Productions du groupe (en tonnes)

Production totale des entreprises consolidées (*≠ part du groupe*)

	Propres	Tiers	2011	Propres	Tiers	2010
<b>Huile de palme</b>	<b>206 476</b>	<b>51 623</b>	<b>258 099</b>	<b>192 156</b>	<b>46 985</b>	<b>239 141</b>
Indonésie	152 916	3 013	155 929	144 450	2 949	147 399
Groupe Tolan Tiga	65 597		65 597	71 128		71 128
Groupe Umbul Mas Wisesa	2 115		2 115	515		515
Groupe Agro Muko	85 204	3 013	88 217	72 807	2 949	75 756
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53 560	48 610	102 170	47 706	44 036	91 742
<b>Amandes de palmistes</b>	<b>35 373</b>	<b>577</b>	<b>35 950</b>	<b>34 037</b>	<b>691</b>	<b>34 728</b>
Indonésie	35 373	577	35 950	34 037	691	34 728
Groupe Tolan Tiga	16 704		16 704	17 665		17 665
Groupe Agro Muko	18 669	577	19 246	16 372	691	17 063
<b>Huile de palmistes</b>	<b>3 825</b>	<b>3 471</b>	<b>7 296</b>	<b>3 501</b>	<b>2 995</b>	<b>6 496</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 825	3 471	7 296	3 501	2 995	6 496
<b>Caoutchouc</b>	<b>8 464</b>	<b>1 080</b>	<b>9 544</b>	<b>9 608</b>	<b>1 273</b>	<b>10 881</b>
Indonésie	6 650	0	6 650	7 344	0	7 344
Groupe Tolan Tiga	5 098		5 098	6 155		6 155
Groupe Agro Muko	1 552		1 552	1 189		1 189
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 814	1 080	2 894	2 264	1 273	3 537
<b>Thé</b>	<b>2 626</b>	<b>15</b>	<b>2 641</b>	<b>3 097</b>	<b>11</b>	<b>3 108</b>
Indonésie	2 626	15	2 641	3 097	11	3 108
<b>Ananas fleurs (par 1 000 pièces)</b>	<b>712</b>	<b>0</b>	<b>712</b>	<b>833</b>	<b>0</b>	<b>833</b>
Côte d'Ivoire	712		712	833		833
<b>Bananes</b>	<b>19 297</b>	<b>0</b>	<b>19 297</b>	<b>20 639</b>	<b>0</b>	<b>20 639</b>
Côte d'Ivoire	19 297		19 297	20 639		20 639



# Hectares plantés (en hectares) \*

Totaux des hectares plantés des entreprises consolidées (*≠ part du groupe*)

	2011			2010		
	Mature	Immature	Planté	Mature	Immature	Planté
<b>Palmiers à huile</b>	<b>42 977</b>	<b>9 181</b>	<b>52 158</b>	<b>41 134</b>	<b>9 746</b>	<b>50 880</b>
Indonésie	34 026	7 462	41 488	32 955	8 098	41 053
Groupe Tolan Tiga	12 349	1 560	13 909	13 002	1 164	14 166
Groupe Umbul Mas Wisesa	4 555	5 025	9 580	3 435	5 375	8 810
Groupe Agro Muko	17 122	877	17 999	16 518	1 559	18 077
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 951	1 719	10 670	8 179	1 648	9 827
<b>Caoutchouc</b>	<b>7 279</b>	<b>2 216</b>	<b>9 495</b>	<b>7 049</b>	<b>2 238</b>	<b>9 287</b>
Indonésie	4 759	1 453	6 212	4 472	1 532	6 004
Groupe Tolan Tiga	3 590	864	4 454	3 491	894	4 385
Groupe Agro Muko	1 169	589	1 758	981	638	1 619
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 520	763	3 283	2 577	706	3 283
<b>Thé</b>	<b>1 743</b>	<b>42</b>	<b>1 785</b>	<b>1 740</b>	<b>47</b>	<b>1 787</b>
Indonésie	1 743	42	1 785	1 740	47	1 787
<b>Ananas fleurs</b>	<b>27</b>	<b>49</b>	<b>76</b>	<b>27</b>	<b>49</b>	<b>76</b>
Côte d'Ivoire	27	49	76	27	49	76
<b>Bananes</b>	<b>516</b>	<b>0</b>	<b>516</b>	<b>516</b>	<b>0</b>	<b>516</b>
Côte d'Ivoire	516		516	516		516
<b>Autres</b>	<b>0</b>	<b>58</b>	<b>58</b>	<b>0</b>	<b>58</b>	<b>58</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée		58	58		58	58
<b>Total</b>	<b>52 542</b>	<b>11 546</b>	<b>64 088</b>	<b>50 466</b>	<b>12 138</b>	<b>62 604</b>

\* = hectares effectivement plantés



Cueillette du thé



# Profil d'âge

	Palmier					Caoutchouc			
	Groupe Tolan Tiga	Groupe Umbul Mas Wisesa	Groupe Agro Muko	Hargy Oil Palms	Total	Groupe Tolan Tiga	Groupe Agro Muko	Galley Reach Holdings	Total
2011	772	794	26	780	2 372	166	139		305
2010	560	1 325	312	548	2 745	141	101		242
2009	228	1 848	537	391	3 004	50	65	87	202
2008	376	2 076	413	154	3 019	96	114	97	307
2007	309	2 127	446	1 699	4 581	262	170	200	632
2006	644	385	1 083	879	2 991	201	188	200	589
2005	665	1 025	525	228	2 443	283		122	405
2004	137		696	132	965	243		57	300
2003	1 143		101	121	1 365	250			250
2002	653		81	331	1 065	198			198
2001	692		475	903	2 070	97		69	166
2000	827		1 034	392	2 253	409	93	116	618
1999	819		1 608	666	3 093	177	100	64	341
1998	454		2 293	625	3 372	270	215	33	518
1997	860		844	129	1 833	215	185	73	473
1996	979		496	558	2 033	191			191
1995	305		257		562	195		37	232
1994	468		872	472	1 812	132			132
1993	336		217		553	225			225
1992	828		142		970				0
1991			259		259				0
1990	29		3 476		3 505	91			91
1989	42		1 387		1 429	153	202		355
1988	296		419		715	296	186		482
1987	194				194	48		119	167
Avant 1987	1 293			1 661	2 954	65		2 008	2 073
	<b>13 909</b>	<b>9 580</b>	<b>17 999</b>	<b>10 670</b>	<b>52 158</b>	<b>4 454</b>	<b>1 758</b>	<b>3 283</b>	<b>9 495</b>
<b>Age moyen</b>	<b>12,01</b>	<b>2,91</b>	<b>13,76</b>	<b>10,28</b>	<b>10,59</b>	<b>11,46</b>	<b>10,54</b>	<b>26,06</b>	<b>16,34</b>







# Pratique du développement durable

Nos plantations font partie intégrante de l'environnement naturel et social dans lesquels elles opèrent. Cette simple réalité a depuis longtemps été intégrée et poursuivie par *SYPEF* dans ses pratiques de gestion. Elles sont revues et améliorées au fil du temps. Les plantations sont planifiées, mises en place et maintenues en production pendant des décennies. C'est pourquoi il est impératif de préserver les ressources naturelles et de maintenir des relations sociales harmonieuses au sein et aux alentours de nos sièges d'exploitation.

L'adoption de normes mondialement reconnues fut un moyen très efficace d'évaluer nos progrès dans l'exercice de la durabilité. Nous sommes certifiés aux normes ISO 9001, ISO 14001, «The Roundtable for Sustainable Palm Oil» (RSPO), «the International Sustainability and Carbon Certification» (ISCC), «the Ethical Tea Partnership» (ETP), EurepGAP/GlobalGAP, et «the United Nations Clean Development Mechanism» (CDM).

Le RSPO est le programme le plus complet et le plus largement reconnu en ce qui concerne la production d'huile de palme durable et *SYPEF* a adapté celui-ci comme étant la meilleure voie à suivre pour l'industrie de l'huile de palme.

Depuis 2011 nos six usines d'extraction et l'ensemble des sources d'approvisionnement sont certifiés RSPO.

Nos deux usines du Nord-Sumatra, Bukit Maradja et Perlabian, sont également certifiées selon la norme CCSI. Cette certification relativement nouvelle tient compte de tous les aspects de la production et valorise l'élimination des émissions de gaz à effet de serre engendrées par la production d'huile de palme. Ces normes sont importantes pour le marché européen de l'énergie dans la mesure où les quantités d'émissions de gaz à effet de serre sont certifiées conformes à la «Reduction of Emissions Directive» de l'Union Européenne (RED). L'huile de palme produite sur les sites les moins récents, où

l'on capture et brûle le gaz méthane, est également offerte sur le marché des biocarburants.

Les émissions de méthane provenant des bassins de décantation des effluents d'usinage sont l'une des conséquences les plus clairement identifiables et importantes qui doivent être contrôlées. Deux d'entre nos six usines sont déjà équipées depuis 2008 de mécanismes de capture du méthane et sont conformes aux exigences des Nations Unies en la matière (CDM). Deux usines supplémentaires seront équipées en 2012 en utilisant les procédés les plus modernes. Les deux dernières unités seront équipées dès que cela sera techniquement possible. Nos deux nouvelles usines d'extraction d'huile de palme, qui seront mis en service en 2012 et 2013 en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et en Indonésie, sont conçues avec un système intégré de capture du gaz méthane.

*SYPEF* est également membre de l'asbl KAURI, le centre belge d'informations pour la responsabilité sociétale des entreprises et des ONG.

## La pratique du développement durable au sein de nos activités

Nos principales activités consistent dans la plantation et le traitement de la production de fruits de palme. Les deux opérations bien gérées contribuent à la bonne application de pratiques durables pour l'environnement et le développement social.

Les bonnes pratiques de gestion, après avoir été identifiées, sont traduites en procédures d'exploitation et contrôlées de manière cohérente pour avoir un impact positif et durable sur l'environnement.

Ces pratiques s'appliquent à tous les produits fabriqués par *SYPEF* et dépassent généralement les exigences légales des différents pays où nous sommes présents.

## Plantations durables

*Soigneusement préparer les nouveaux développements.* Chaque région où nous envisageons de travailler et faire partie des plantations de *SIPEF* est étudiée de manière approfondie sur son statut légal, agronomique, environnemental et social. Des consultants externes de renom sont recrutés pour aider à évaluer la région, tandis que nos équipes effectuent les enquêtes et les recherches juridiques. Nos critères sont extrêmement stricts et la plupart des zones potentielles sont souvent déclarées inadaptables.

Une fois l'examen préalable réussi, une équipe est constituée pour approcher les communautés locales et s'assurer qu'elles comprennent nos intentions. Indépendamment de la culture envisagée, d'autres experts effectuent des évaluations détaillées sur le terrain en ce qui concerne les réserves naturelles (HCV), la situation sociale et la qualité des sols. Des séances de sensibilisation sont organisées en permanence afin de s'assurer du consentement libre, clair et préalable (FPIC) des communautés locales.

Les développements en huile de palme doivent satisfaire aux procédures RSPO relatives aux nouvelles plantations, qui comprennent un examen détaillé des premières évaluations et des modèles de gestion et une consultation publique qui durera trente jours. *SIPEF* a été la première société de plantation à présenter ses nouveaux développements à la RSPO.

*Maintenir et améliorer la fertilité des sols.* La gestion de la fertilisation des sols commence avant la préparation du terrain et comprend l'utilisation des déchets d'usinage et des sous-produits. Tout ce qui peut contribuer à un meilleur rendement des sols à long terme est mis en application.

Les plantations et replantations sont soumises à une stricte procédure d'un examen détaillée. L'état de la région est soigneusement évaluée du point de vue agronomique et environnemental en identifiant

les «no-go» zones. Ces zones comprennent les réserves naturelles (HCV) et les zones trop pentues. L'équipe agronomique rédige ensuite un programme de plantation / replantation qui devra être approuvé par l'équipe chargée de l'environnement. Entièrement intégrée dans nos procédures habituelles, cet examen permet une meilleure planification, l'établissement de budgets adéquats et une bonne intégration des préoccupations en matière de conservation de notre activité principale.

Des règles simples mais strictes s'appliquent à la préparation du terrain: pas de brûlis, pas d'enlèvement de la végétation abattue, aménagement de terrasses là où la combinaison de la structure du sol et de la pente pourrait conduire à une érosion, mise en place précoce de légumineuses de couverture, plantation d'espèces végétales anti-érosion.

Une fois la parcelle plantée, les engrais sont appliqués sur la base de recommandations déterminées à partir d'analyses du sol et d'analyses foliaires. Les engrais chimiques ne sont utilisés qu'en cas de besoins, et l'on évite le surdosage.

Pour l'huile de palme, les régimes égrappés sont réacheminés et distribués dans les champs pour augmenter la matière organique du sol. Les effluents (POME) des usines d'huile de palme sont également renvoyés vers les plantations pour un épandage lorsque cela est possible. Les palmes élaguées sont aussi laissées sur place pour décomposition.

La protection phytosanitaire est adaptée aux situations locales. Chaque cellule responsable doit établir un programme de gestion intégrée des parasites (IPM). Ce plan de lutte intégrée est une approche complexe et adaptable à la protection des végétaux, visant à maintenir les ravageurs et les maladies à un niveau économiquement acceptable. Des professionnels effectuent des observations sur le terrain en permanence. Un système d'alerte précoce prévient la direction de l'entreprise des attaques potentielles et les mesures préventives



# Pratique du développement durable

sont la priorité. Les produits chimiques sont utilisés uniquement en cas de nécessité, sous étroite supervision et contrôle pour prévenir un éventuel impact non désiré.

Chaque année, les agronomes de l'entreprise et l'équipe chargée de l'environnement déterminent conjointement une liste des produits chimiques autorisés à être utilisés sur le terrain; le descriptif des matières actives, les directives d'utilisation, les consignes de sécurité et les restrictions éventuelles sont remis aux différentes équipes sur le terrain. Cette liste est largement diffusée et les contrôles des magasins chimiques sont effectués régulièrement. Des contrôles sur le terrain sont également réalisés pour vérifier l'utilisation appropriée des produits chimiques, de l'équipement de protection et de la formation des employés en contact avec les pesticides.

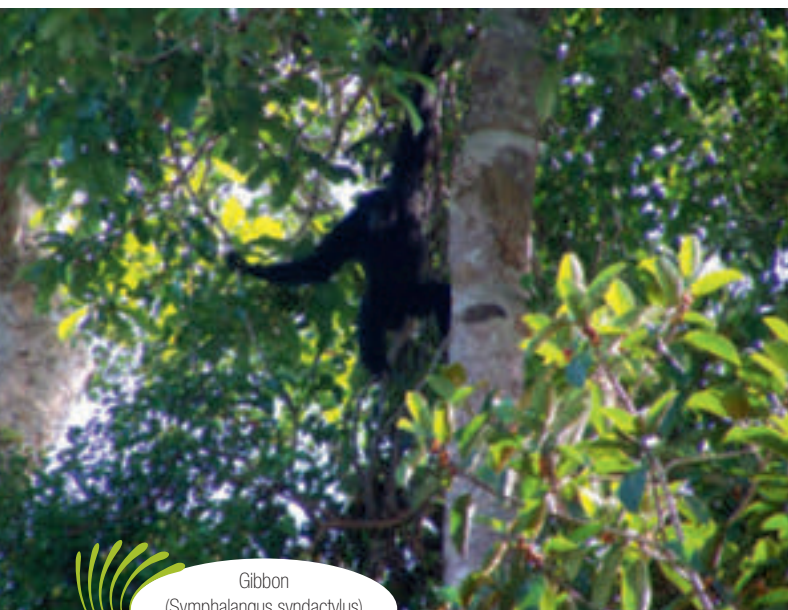
## Usinage responsable

Toutes nos huileries et usines sont gérées dans le but d'atteindre une efficacité et un contrôle

maximal, ce qui les rend proactive à l'égard de leurs impacts environnementaux.

Nos plus grandes unités industrielles sont les usines d'extraction. Pratiquement autosuffisantes en énergie, ces usines sont soigneusement contrôlées pour leur consommation en carburant, en eau et en émissions diverses telles que fumées et effluents liquides.

La formation de nos employés est focalisée sur leurs compétences techniques, mais aussi sur la santé et la sécurité au travail (OHS). Toutes nos installations sont régulièrement inspectées en interne au niveau de la sécurité; des stages de formation sont obligatoires et les gestionnaires sont tenus responsables en matière de sécurité. Les installations d'usage sont soigneusement répertoriées en fonction du risque encouru et les équipements de protection nécessaires sont fournis. Des réunions mensuelles sur la sécurité sont tenues pour discuter des mesures nécessaires à la réduction des risques.



Gibbon  
(*Symphalangus syndactylus*)



Macaque à queue de cochon (*Macaca nemestrina*)

Photos prises dans la plantation de Mukomuko  
*Zoological Society of London*

## Bananes de Côte d'Ivoire et développement durable

La production de bananes en Côte d'Ivoire est en harmonie totale avec les règles environnementales, éthique et sociales que nous nous sommes fixées en Asie.

*Plantations J. Eglin SA* est certifiée «Global GAP» depuis 2006, et notre politique de protection de l'environnement et de la sécurité alimentaire est bien plus complète.

Nous nous efforçons d'améliorer les conditions pédologiques des sols sur lesquels nous travaillons, par la pratique de jachères cultivées de *Tithonia*, végétation arbustive ayant l'avantage de lutter contre l'érosion tout en apportant une quantité de matière organique importante. En cours de culture, la matière organique est constamment apportée au sol, par le recyclage des déchets et hampes de bananes ainsi que par l'apport de parches de cacao issues des usines de transformation de la région. Ces parches riches en humus permettent un «mulching» qui limite l'évaporation et donc la quantité d'eau nécessaire à l'irrigation pendant la saison sèche. Grâce à ces techniques naturelles d'enrichissement des sols, nous pouvons limiter les apports de fertilisants chimiques.

Les zones non cultivées sont en cours de reboisement, en arbres de type Gmélina, pour limiter la déforestation constante provoquée par les populations environnantes qui utilisent le charbon de bois ou le bois comme seul combustible disponible à leur cuisine. Cette végétation a l'avantage de bien se développer dans nos conditions climatiques de la zone côtière de Côte d'Ivoire.

La protection phytosanitaire s'axe sur une lutte intégrée et nous travaillons uniquement par avertissement: les traitements agricoles dans le champ ne sont déclenchés que lorsque les seuils d'attaques de parasites ou maladies dépassent un certain niveau. Les contrôles de la cercosporiose – black sigatoka,

(maladie des raies noires du bananier), des nématodes et du charançon sont suivis en permanence par une équipe spécialisée.

Notre personnel bénéficie de logements que nous construisons ou réhabilitons en association étroite avec l'Union Européenne qui suit de très près l'organisation générale des plantations fruitières. Les villages dans nos plantations sont d'un bon niveau, comprenant l'électrification, la gestion des ressources en eau, des écoles et des centres médicaux.

## Pratiquer le développement durable comme entreprise citoyenne

Les communautés qui travaillent et vivent au sein et dans l'entourage de nos plantations et l'environnement dans lequel nous évoluons font intégralement partie de notre «sphère de durabilité».

L'objectif pour *SIPEF* est d'avoir un impact aussi positif et étendu que possible.

Les infrastructures de transport de base font souvent défaut dans nos zones d'exploitation, ce qui nous oblige à entretenir les routes publiques, les ponts et même un champ d'aviation public en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Pour les travailleurs et leurs familles, nos priorités restent le logement, les soins médicaux et l'éducation. La construction et l'entretien des habitations est une activité importante pour nos dirigeants. Nous encourageons une gestion participative en matière d'habitat. En Indonésie, nous soutenons des groupements de femmes dans nos plantations et constatons des changements remarquables au niveau de la propreté et de l'aspect général des villages de travailleurs. Les délégués de ces groupements se réunissent chaque mois avec la direction et signalent directement les besoins spécifiques nécessaires à l'entretien ou à l'amélioration des villages.



# Pratique du développement durable

Une initiative similaire a été mise en place en PNG. Les soins médicaux sont fournis gratuitement à nos travailleurs permanents et à leurs familles. En Indonésie, les employés retraités souffrant de maladies chroniques continuent à être pris en charge par la société.

L'accès à l'éducation est garanti aux enfants de nos employés, que ce soit en assurant le transport vers les écoles existantes ou en soutenant la création d'écoles. *SIPEF* collabore avec les gouvernements locaux pour que les écoles des enfants de notre main-d'œuvre disposent d'éducateurs en suffisance. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, grâce au «Tax Credit Scheme» gouvernemental, *Hargy Oil Palms Ltd* a poursuivi ses efforts et fournit un soutien supplémentaire à l'école publique d'Ibana.

Les communautés de riverains ont aussi la possibilité de partager les avantages économiques liés à l'huile de palme. En Indonésie, *PT Agro Muko* continue de bénéficier du programme «Kebun Masyarakat Desa» (KMD) qui fonctionne depuis l'an 2000. Les villages voisins sont pour la plupart associés à ce partenariat, et d'autres localités plus éloignées ont maintenant demandé d'y adhérer. Les villages participants allouent un maximum de 15 hectares de terres communes au développement du palmier à huile. Ces superficies sont gérées par *PT Agro Muko*. Tous les frais sont avancés par la société et remboursés au cours de la durée de vie des palmiers. La gestion est individuelle et parfaitement transparente et les comptes annuels sont publiés dans le journal local.

La préservation des ressources hydriques est d'une importance sociale, agronomique et environnementale majeure. Les ressources en eau doivent être considérées tant au niveau quantitatif que qualitatif. Nous encourageons la préservation des eaux superficielles et souterraines par la collecte des eaux de pluie dans toute la mesure du possible. Les abords des cours d'eau sont préservés pour maintenir la

qualité de l'eau pour les utilisateurs en aval et nous créons, le long de ceux-ci, des corridors forestiers pour la faune.

En Indonésie, la Fondation *SIPEF* a poursuivi ses efforts et a lancé un troisième programme de développement. Les trois projets sont situés dans la province de Bengkulu.

Le projet «Mukomuko Biodiversity» a pour but la protection et la réhabilitation d'une région forestière qui sert de zone tampon essentielle au Parc National de Kerinci Seblat (KSNP). La demande d'autorisation, initiée en 2010, a été suspendue par trois modifications consécutives du statut territorial du projet. A la fin de l'année, le Ministère des Forêts a confirmé et même renforcé le statut territorial comme «réserve naturelle», ouverte uniquement aux licences de protection de l'environnement. Nous restons engagés dans ce programme et travaillerons à l'obtention de notre licence en 2012.

Amorcé fin 2010, le projet «Retak Ilir Turtle» est axé sur les efforts d'un petit groupe de villageois qui protègent les tortues marines. Leurs activités ont été très impressionnantes en 2011, avec l'arrivée rarement observée d'une espèce en danger de disparition.

La plage Retak Ilir est un site d'une importance majeure pour la reproduction des tortues de mer sur la côte ouest de Sumatra. La collecte illégale des œufs et leur prédation par les varans constituent une grave menace pour la pérennité des tortues dans cette région. Avec le soutien de notre Fondation, un petit groupe de villageois monte la garde de nuit pour surveiller l'arrivée des tortues de mer et ramasser les œufs. Ceux-ci sont transportés vers une petite installation d'incubation dans le village où ils sont en sécurité. Après l'éclosion, les petites tortues sont rejetées immédiatement à la mer et cette manœuvre, apparemment simple, améliore considérablement le nombre d'entre-elles qui atteignent la mer. La Fondation *SIPEF* offre un soutien matériel



Sanglier d'Asie (*Sus scrofa*)  
 Photo prise dans la région de Danau Lebar  
 Zoological Society of London

pour la création et l'entretien des installations d'incubation et équipe le groupe de surveillance. Des rapports d'activité hebdomadaires sont préparés par les villageois et une réunion mensuelle avec le personnel de la Fondation est tenue au village.

Dans les années précédentes, trois espèces ont été enregistrées sur cette plage: *Chelonia mydas* (tortue verte), *Caretta caretta* (tortue caouanne) et *Eretmochelys imbricata* (tortue imbriquée). Aucune de ces trois espèces n'y a été aperçue en 2011. Il est possible que certaines tortues aient pondu loin de l'équipe de surveillance, ou qu'elles soient arrivées plus en amont ou plus en aval le long de la côte. Les habitudes de ces tortues ne sont pas encore bien connues.

Deux autres espèces ont fait leur apparition et pondent sur la plage Retak Ilir. Un bon nombre de *Lepidochelys olivacea* (tortue olivâtre) ont été observées, et 1 836 œufs collectés. La surprise est venue des quelques *Dermodochelys coriacea* (tortue luth). Cette espèce est gravement menacée et

représente un intérêt particulier pour les spécialistes. Quelques spécimens ont été recensés en janvier et février 2011, et 305 œufs ont été récoltés. Du total des 2 141 œufs recueillis au cours de la saison, 1 508 petites tortues ont été relâchées en mer, un taux de réussite de 70%, nettement plus élevé que le taux de réussite naturel de 40%. Retak Ilir est l'un des deux villages de cette plage et nous prévoyons de travailler avec le second village en 2012. Un protocole d'accord couvrant ces activités associera les deux communautés locales, le gouvernement de Mukomuko, l'Agence pour la Protection de la Nature et la Fondation SIPEF. Deux scientifiques spécialisés dans l'étude des tortues de mer visiteront notre projet en 2012 pour évaluer les opérations, fournir des recommandations et améliorer la situation, particulièrement en ce qui concerne la collecte et le partage des informations. Les données précises sur les tortues marines à Sumatra sont rares et la contribution de notre modeste projet sera précieuse aux scientifiques.







Remise à la mer des jeunes tortues luth





Fin 2011, la Fondation *SIPEF* a signé un accord avec la Société Zoologique de Londres (ZSL) pour un projet d'un an. Le projet «Oil Palm and Biodiversity» de ZSL vise à développer des outils pratiques pour évaluer la biodiversité au sein des exploitations de palmiers à huile, de sorte que les mesures de conservation appropriées puissent être prises et leurs résultats contrôlés. La Société Zoologique de Londres possède une expertise unique de l'observation de la faune africaine. Le travail de terrain sera effectué chez nous par des équipes de spécialistes de la ZSL. Les premières étapes d'observation et d'évaluation de la biodiversité existante utiliseront largement les pièges photographiques pour confirmer la présence permanente ou temporaire de la faune de nos plantations. Nos employés seront également formés à l'évaluation de la biodiversité et commenceront à recueillir des données sur la présence d'animaux dans nos plantations. Si l'on considère la nature dans son ensemble, nos plantations, qui sont en fait relativement petites, peuvent jouer un rôle déterminant par la création et le maintien de corridors forestiers, ou fournir un habitat permanent ou temporaire à des espèces fragilisées par l'accroissement des activités humaines. En comprenant mieux les modes de vie de la faune en plantation, nous pouvons veiller et prévoir des solutions de conservation optimales.

Ce projet, d'un montant de KUSD 100, est cofinancé par la Fondation *SIPEF* (67%) et par «the International Finance Company» (33%). Les conclusions des activités *ZSL-SIPEF* viendront compléter des travaux similaires effectués par ZSL avec une autre société

de plantation à Kalimantan, et seront utilisées par le RSPO pour définir de nouvelles lignes directrices en matière de conservation dans les régions plantées de palmiers à huile.

*Les matches de football ne sont jamais gagnés par les spectateurs.* Un bon entrepreneur doit également participer à des initiatives qui transforment positivement l'environnement des affaires. *SIPEF* est un membre actif du RSPO, et les membres du comité de direction prennent part au «Trade and Traceability Standing Committee», au «PNG National Interpretation Working Group», au «Biodiversity and High Conservation Values Technical Committee», et à la «Compensation Task Force» qui est présidée par *SIPEF*. Notre participation au RSPO est une occasion de partager nos expériences et nos points de vue avec d'autres intervenants qui ont des idées très différentes sur le sens de la durabilité.

En 2011, une équipe du WWF a collaboré avec *SIPEF* pour la préparation d'une étude sur les procédures RSPO en matière de nouvelles plantations. Le WWF plaide pour l'adoption de standards de durabilité vérifiables et a pris *SIPEF* en exemple comme entreprise de plantation qui accepte le changement et pratique la durabilité.

#### Links

[www.rspo.org](http://www.rspo.org)

[www.iscc-system.org](http://www.iscc-system.org)

[www.zsl.org](http://www.zsl.org)

[www.iucnredlist.org](http://www.iucnredlist.org)

<http://seaturtlestatus.org/learn/meet-the-turtles>



Production de feuilles de caoutchouc

# États financiers

<b>États financiers consolidés</b>	<b>80</b>	
<b>État consolidé de la situation financière</b>	<b>80</b>	
<b>Compte de résultats consolidé</b>	<b>82</b>	
<b>État consolidé du résultat global</b>	<b>83</b>	
<b>Tableau des flux de trésorerie consolidé</b>	<b>84</b>	
<b>État consolidé des variations des capitaux propres</b>	<b>85</b>	
<b>Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF</b>	<b>86</b>	
1	Identification	86
2	Déclaration de conformité	86
3	Méthodes comptables	87
4	Utilisation d'estimations comptables	93
5	Sociétés consolidées/périmètre de consolidation	94
6	Cours de change	95
7	Information sectorielle	95
8	Goodwill et autres immobilisations incorporelles	102
9	Actifs biologiques	103
10	Immobilisations corporelles	107
11	Immeubles de placement	108
12	Actifs financiers	108
13	Autres créances non courantes	109
14	Stocks	109
15	Autres créances et autres dettes courants	110
16	Capitaux propres du groupe	110
17	Intérêts non contrôlant	112
18	Provisions	113
19	Obligations en matière de pensions	113
20	Actifs/(passifs) financiers nets	115
21	Actifs/passifs non courants détenus en vue de la vente	116
22	Résultat non récurrent	117
23	Résultat financier	117
24	Paiement fondé sur des actions	118
25	Impôts sur les résultats	119
26	Quote-part dans le résultat des entreprises associées	122
27	Variation fonds de roulement	122
28	Instruments financiers	122
29	Co-entreprises	130
30	Contrats de location simple	131
31	Contrats de location-financement	131
32	Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises, acquisitions et cessions	132
33	Droits et engagements hors bilan	132
34	Information relative aux parties liées	133
35	Résultat par action (de base et dilué)	134
36	Événements postérieurs à la date de clôture	135
37	Modifications récentes des IFRS	135
38	Développements récents	136
39	Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents	136
<b>Rapport du commissaire</b>	<b>137</b>	
<b>Comptes annuels abrégés de la société mère</b>	<b>139</b>	

# État consolidé de la situation financière

<i>En KUSD</i>	<i>Note</i>	2011	2010	2009
<b>Actifs non courants</b>		<b>424 831</b>	<b>355 565</b>	<b>307 853</b>
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	8	25 575	20 251	15 018
Actifs biologiques	9	268 416	237 694	203 134
Immobilisations corporelles	10	116 944	83 815	74 981
Immeubles de placement	11	3	3	3
Actifs financiers	12	13 540	13 628	12 191
Participations dans des entreprises associées		9 476	9 589	7 881
Autres actifs financiers		4 064	4 039	4 310
<b>Créances &gt; 1 an</b>		<b>353</b>	<b>174</b>	<b>2 526</b>
Autres créances	13	106	145	1 820
Actifs d'impôt différé	25	247	29	706
<b>Actifs courants</b>		<b>142 460</b>	<b>144 991</b>	<b>115 886</b>
Stocks	14	38 332	29 846	24 366
<b>Créances commerciales et autres créances</b>		<b>52 230</b>	<b>45 872</b>	<b>36 077</b>
Créances commerciales	28	37 473	26 439	18 674
Autres créances	15	14 757	19 433	17 403
<b>Investissements</b>		<b>15 855</b>	<b>15 582</b>	<b>10 315</b>
Instruments financiers et placements	20	15 855	15 582	10 315
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>34 289</b>	<b>49 025</b>	<b>42 122</b>
Autres actifs courants		1 754	2 085	936
Actifs non courants détenus en vue de la vente	21	0	2 581	2 070
<b>Total des actifs</b>		<b>567 291</b>	<b>500 556</b>	<b>423 739</b>



En KUSD

Note

		2011	2010	2009
<b>Total capitaux propres</b>		<b>450 874</b>	<b>395 789</b>	<b>318 529</b>
Capitaux propres du groupe	16	425 261	368 549	296 918
Capital souscrit		45 819	45 819	45 819
Primes d'émission		21 502	21 502	21 502
Actions propres		-4 603	0	0
Réserves		377 875	316 133	242 889
Écarts de conversion		-15 332	-14 905	-13 292
Intérêts non contrôlant	17	25 613	27 240	21 611
<b>Passifs non courants</b>		<b>59 899</b>	<b>60 614</b>	<b>59 911</b>
Provisions > 1 an		111	115	177
Provisions	18	111	115	177
Passifs d'impôt différé	25	48 505	47 508	41 532
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an		0	0	144
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)	20	0	2 600	8 847
Obligations en matière de pensions	19	11 283	10 391	9 211
<b>Passifs courants</b>		<b>56 518</b>	<b>44 153</b>	<b>45 299</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an		46 372	33 177	31 947
Dettes commerciales	15	14 491	9 195	9 525
Acomptes reçus	15	465	286	314
Autres dettes	15	12 532	8 422	12 136
Impôts sur le résultat	25	18 884	15 274	9 972
Passifs financiers < 1 an		3 629	5 691	8 280
Partie à court terme des dettes > 1 an	20	2 600	5 200	5 645
Dettes financières	20	25	323	1 837
Instruments financiers dérivés	28	1 004	168	798
Autres passifs courants		6 517	4 817	4 667
Passifs liés aux actifs non courant détenus en vue de la vente	21	0	468	405
<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>		<b>567 291</b>	<b>500 556</b>	<b>423 739</b>





# Compte de résultats consolidé

En KUSD	Note	2011			2010			2009		
		Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
Chiffre d'affaires	7	367 661		367 661	279 400		279 400	237 829		237 829
Coût des ventes	7, 9	-230 853	4 132	-226 721	-161 718	3 442	-158 276	-148 134	2 762	-145 372
<b>Bénéfice brut</b>	7	<b>136 808</b>	<b>4 132</b>	<b>140 940</b>	<b>117 682</b>	<b>3 442</b>	<b>121 124</b>	<b>89 695</b>	<b>2 762</b>	<b>92 457</b>
Variation actifs biologiques	9		28 611	28 611		33 413	33 413		19 209	19 209
Coûts de plantation (nets)	9		-17 505	-17 505		-14 269	-14 269		-13 208	-13 208
Coûts commerciaux et administratifs		-24 936		-24 936	-19 758		-19 758	-17 814		-17 814
Autres produits/(charges) opérationnell(e)s	22	2 218		2 218	-2 299		-2 299	2 027		2 027
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>114 090</b>	<b>15 238</b>	<b>129 328</b>	<b>95 625</b>	<b>22 586</b>	<b>118 211</b>	<b>73 908</b>	<b>8 763</b>	<b>82 671</b>
Produits financiers		653		653	977		977	540		540
Charges financières		- 677		- 677	-1 131		-1 131	-1 530		-1 530
Différences de changes		2 583		2 583	440		440	881		881
<b>Résultat financier</b>	23	<b>2 559</b>	<b>0</b>	<b>2 559</b>	<b>286</b>	<b>0</b>	<b>286</b>	<b>- 109</b>	<b>0</b>	<b>- 109</b>
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<b>116 649</b>	<b>15 238</b>	<b>131 887</b>	<b>95 911</b>	<b>22 586</b>	<b>118 497</b>	<b>73 799</b>	<b>8 763</b>	<b>82 562</b>
Charge d'impôts	25, 9	-26 573	-3 951	-30 524	-23 048	-6 041	-29 089	-16 133	-2 768	-18 901
<b>Bénéfice après impôts</b>		<b>90 076</b>	<b>11 287</b>	<b>101 363</b>	<b>72 863</b>	<b>16 545</b>	<b>89 408</b>	<b>57 666</b>	<b>5 995</b>	<b>63 661</b>
<b>Quote-part dans le résultat des entreprises associées</b>	26	<b>210</b>	<b>0</b>	<b>210</b>	<b>2 587</b>	<b>0</b>	<b>2 587</b>	<b>913</b>	<b>0</b>	<b>913</b>
- Assurances		210		210	2 587		2 587	913		913
<b>Résultat des activités poursuivies</b>		<b>90 286</b>	<b>11 287</b>	<b>101 573</b>	<b>75 450</b>	<b>16 545</b>	<b>91 995</b>	<b>58 579</b>	<b>5 995</b>	<b>64 574</b>
<b>Résultat des activités abandonnées</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>90 286</b>	<b>11 287</b>	<b>101 573</b>	<b>75 450</b>	<b>16 545</b>	<b>91 995</b>	<b>58 579</b>	<b>5 995</b>	<b>64 574</b>
<b>Attribuable aux:</b>										
- Intérêts non contrôlant	17	5 605	880	6 485	4 819	2 333	7 152	3 935	465	4 400
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère		84 681	10 407	95 088	70 631	14 212	84 843	54 644	5 530	60 174

## Résultat par action

En USD

Activités poursuivies et abandonnées					
Résultat de base par action	35		10,63		9,48
Résultat dilué par action	35		10,63		9,48
Activités poursuivies					
Résultat de base par action	35		10,63		9,48
Résultat dilué par action	35		10,63		9,48

# État consolidé du résultat global

En KUSD	2011			2010			2009		
	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
Bénéfice de la période	90 286	11 287	101 573	75 450	16 545	91 995	58 579	5 995	64 574
<b>Autres éléments du résultat global:</b>									
- Différences de change sur la conversion d'activités à l'étranger	- 427		- 427	- 1 173		- 1 173	364		364
- Ajustements de reclassification			0	- 440		- 440	- 392		- 392
- Réévaluation d'actifs disponibles à la vente			0	226		226			0
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice</b>	<b>- 427</b>	<b>0</b>	<b>- 427</b>	<b>- 1 387</b>	<b>0</b>	<b>- 1 387</b>	<b>- 28</b>	<b>0</b>	<b>- 28</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice attribuables aux:</b>									
- Intérêts non contrôlant			0			0			0
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	- 427		- 427	- 1 387		- 1 387	- 28		- 28
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>89 859</b>	<b>11 287</b>	<b>101 146</b>	<b>74 063</b>	<b>16 545</b>	<b>90 608</b>	<b>58 551</b>	<b>5 995</b>	<b>64 546</b>
<b>Résultat global attribuable aux:</b>									
- Intérêts non contrôlant	5 605	880	6 485	4 819	2 333	7 152	3 935	465	4 400
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	84 254	10 407	94 661	69 244	14 212	83 456	54 616	5 530	60 146



# Tableau des flux de trésorerie consolidé

En KUSD

Note

		2011	2010	2009
<b>Activités opérationnelles</b>				
Bénéfice avant impôts		131 887	118 497	82 562
<b>Ajustements pour:</b>				
Amortissements	7	11 962	9 698	8 178
Variation de provisions	18	876	998	889
Réductions de valeur d'actifs non courants détenus en vue de la vente		0	3 649	0
Variation de juste valeur des actifs biologiques	9	-11 106	-19 144	-6 001
Autres résultats sans incidence sur la trésorerie		836	- 630	- 337
Charges et produits financiers		24	155	989
Moins-values sur créances		0	181	- 175
Résultat sur cessions d'immobilisations corporelles		- 254	98	69
Résultat sur cessions d'actifs financiers		0	-1 350	- 884
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du fonds de roulement</b>		<b>134 225</b>	<b>112 152</b>	<b>85 290</b>
Variation fonds de roulement	27	-8 167	-16 906	-2 464
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles après variation du fonds de roulement</b>		<b>126 058</b>	<b>95 246</b>	<b>82 826</b>
Impôts payés	25, 9	-21 785	-17 542	-18 426
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>		<b>104 273</b>	<b>77 704</b>	<b>64 400</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	-5 765	-4 344	-2 705
Acquisition d'actifs biologiques	7	-17 657	-14 541	-13 615
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-44 609	-18 957	-14 527
Acquisition d'actifs financiers	32	0	-8 335	0
Ventes d'immobilisations corporelles		926	848	797
Ventes d'actifs financiers	32	0	1 547	243
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>		<b>-67 105</b>	<b>-43 782</b>	<b>-29 807</b>
<b>Flux de trésorerie disponible</b>		<b>37 168</b>	<b>33 922</b>	<b>34 593</b>
<b>Activités de financement</b>				
Transactions fonds propres avec des minoritaires *		-19 531	68	0
Diminution/(augmentation) des actions propres	16	-4 603	0	0
Remboursement d'emprunts à long terme	20	-5 200	-6 692	-5 784
Augmentation/(diminution) dettes financières à court terme	20	- 298	-1 514	698
Dividendes de l'exercice précédent, payés durant l'exercice		-19 657	-11 670	-10 367
Distribution de dividendes par les filiales aux minoritaires	17	-2 271	-1 582	-1 463
Charges et produits financiers		- 61	- 354	-1 146
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>		<b>-51 621</b>	<b>-21 744</b>	<b>-18 062</b>
<b>Variation nette des investissements, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	20	<b>-14 453</b>	<b>12 178</b>	<b>16 531</b>
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en début d'exercice)	20	64 607	52 437	35 903
Impact des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	20	- 10	- 8	3
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en fin d'exercice)	20	50 144	64 607	52 437

# État consolidé des variations des capitaux propres

En KUSD	Capital souscrit SIPEF	Primes d'émission SIPEF	Actions propres	Réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres du groupe	Intérêts non contrôlant	Total capitaux propres
<b>1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>45 819</b>	<b>21 502</b>	<b>0</b>	<b>316 133</b>	<b>-14 905</b>	<b>368 549</b>	<b>27 240</b>	<b>395 789</b>
Résultat global				95 088	- 427	94 661	6 485	101 146
Paiements de dividendes de l'exercice précédent				-19 657		-19 657		-19 657
Transactions fonds propres avec des minoritaires *				-13 689		-13 689	-5 842	-19 531
Autres (note 16, 17)			-4 603			-4 603	-2 271	-6 874
<b>31 décembre 2011</b>	<b>45 819</b>	<b>21 502</b>	<b>-4 603</b>	<b>377 875</b>	<b>-15 332</b>	<b>425 261</b>	<b>25 612</b>	<b>450 873</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>45 819</b>	<b>21 502</b>	<b>0</b>	<b>242 889</b>	<b>-13 292</b>	<b>296 918</b>	<b>21 611</b>	<b>318 529</b>
Résultat global				85 069	-1 613	83 456	7 152	90 608
Paiements de dividendes de l'exercice précédent				-11 825		-11 825		-11 825
Autres (note 17)						0	-1 523	-1 523
<b>31 décembre 2010</b>	<b>45 819</b>	<b>21 502</b>	<b>0</b>	<b>316 133</b>	<b>-14 905</b>	<b>368 549</b>	<b>27 240</b>	<b>395 789</b>

\* Les « transactions en fonds propres avec des actionnaires minoritaires » sont principalement liées à l'acquisition de 21,9% de *Jabelmalux SA*, grâce à laquelle le groupe détient désormais 99,3% des actions. Par cette offre d'achat, le groupe SIPEF a acquis une part supplémentaire correspondante à 2 882 ha dans les plantations de palmiers à huile du projet *UMW* et dans les plantations de caoutchouc et de thé de *PT Melania Indonesia*. Le retrait de la côte à la Bourse de Luxembourg a eu lieu le 24 juin.

En KUSD	Part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total
Achat d'actions <i>Jabelmalux SA</i>	19 945	0	19 945
Capitaux propres acquis <i>Jabelmalux SA</i>	-6 256	6 256	0
	13 689	6 256	19 945
Augmentation de capital création groupe Musi Rawas		- 414	- 414
	<b>13 689</b>	<b>5 842</b>	<b>19 531</b>



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 1. Identification

*SIPEF* (ou la « société ») est une société anonyme de droit belge et son siège social est situé à 2900 Schoten, Calesbergdreef 5.

Les états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2011 comprennent *SIPEF* et ses filiales (l'ensemble étant désigné par la suite sous la dénomination « groupe SIPEF » ou « le groupe »). Les chiffres comparatifs portent sur les exercices 2010 et 2009. Les états financiers consolidés ont été arrêtés par les administrateurs lors du conseil d'administration du 22 février 2012 et seront approuvés par les actionnaires à l'assemblée générale du 13 juin 2012. La liste des administrateurs et du commissaire ainsi qu'une description des activités principales du groupe, sont présentées dans la section non financière de ce rapport annuel.

## 2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme acceptées dans l'Union Européenne.

En 2011 l'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers du groupe SIPEF.

Le groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée les normes et interprétations nouvelles suivantes émises avant la date d'autorisation de publication de ces états financiers mais non encore entrées en vigueur à la date de clôture:

- IFRS 9 Instruments financiers et les amendements liés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015)

- IFRS 10 Etats financiers consolidés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 11 Partenariats (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 12 Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IFRS 1 Première adoption des IFRS – Forte hyperinflation et élimination des dates fixes pour les premiers adoptants (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2011)
- Amendements à IFRS 7 Instruments financiers: informations à fournir – Décomptabilisation (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2011)
- Amendements à IFRS 7 Instruments financiers: informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des autres éléments du résultat global (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012)
- Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat – Impôt différé: Recouvrement de la valeur comptable d'un actif (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2012)
- Amendements à IAS 19 Avantages du personnel (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)

- Amendements à IAS 27 Etats financiers individuels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et co-entreprises (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IAS 32 Instruments financiers: présentation - Compensation des actifs et passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013).

A ce moment le groupe n'estime pas que l'application de ces normes et interprétations aurait un effet matériel au résultat net du groupe. L'application des amendements à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et co-entreprises, aura un effet important sur la présentation du bilan et du compte de résultats consolidés.

L'application d'IFRS 12 et IFRS 13 aura une influence sur les notes aux états financiers consolidés.

### 3. Méthodes comptables

#### Base d'établissement des états financiers

Depuis 2007 les états financiers consolidés sont présentés en US dollar (jusqu'en 2006 ils l'étaient en euro), arrondis au millier le plus proche (KUSD). Ce changement est une conséquence de l'application d'une politique différente en matière de gestion des liquidités et des dettes depuis la fin 2006 par laquelle la monnaie fonctionnelle de la plupart des filiales a été convertie de la devise locale en US dollar.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif qui sont comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés, investissements disponibles à la vente et actifs biologiques.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe et sont comparables à celles appliquées l'année précédente.

#### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme étant le total des justes valeurs, à la date de l'acquisition, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en résultat. La contrepartie transférée pour acquérir une entreprise, y compris les contreparties éventuelles, est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures à la contrepartie éventuelle à la suite d'événements après la date d'acquisition sont comptabilisées en résultat. L'option du «full goodwill», qui peut être choisie au cas par cas, permet d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

#### Acquisition en étapes

Des variations dans la quote-part du groupe dans une filiale sans perte de contrôle sont comptabilisées en tant que transactions portant sur des capitaux propres. Les valeurs comptables des quotes-parts du groupe et des intérêts non contrôlant sont ajustées afin de refléter les changements de leurs quotes-parts relatives dans la filiale. Toute



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

différence entre le montant de l'ajustement appliqué aux intérêts non contrôlant et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue doit être comptabilisée directement et attribuée aux propriétaires de la société mère.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, le groupe doit réévaluer la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition (c.-à-d. la date à laquelle le groupe a obtenu le contrôle) et comptabiliser l'éventuel profit ou perte en résultat net. Les montants découlant des participations dans l'entreprise acquise avant la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net si un tel traitement est approprié en cas de sortie de la participation.

## Principes de consolidation

### Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'à la fin de la période de contrôle (ou une date approximative).

### Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'au jour de la cessation effective

(ou une date approximative). Lorsque le total des pertes du groupe dépasse la valeur de la participation, cette valeur est réduite à néant et la prise en compte des pertes à venir s'interrompt, sauf dans la mesure où le groupe a contracté des obligations par rapport à ces entreprises.

### Co-entreprises

Les co-entreprises ou joint ventures sont des entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint établi selon un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la partie proportionnelle des actifs, passifs, produits et charges de l'entreprise qui revient au groupe depuis la date (ou une date proche) à laquelle le contrôle conjoint commence jusqu'au moment où il cesse.

Lorsque la part d'intérêt dans une co-entreprise est augmentée sans perte de contrôle conjoint, la société comptabilise un goodwill comme la différence entre la considération payée pour la part d'intérêt additionnelle et la valeur comptable des actifs nets de la co-entreprise.

### Elimination de transactions aux fins de consolidation

Les soldes, les transactions et les profits non réalisés intragroupe sont éliminés. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entreprises associées sont éliminées à hauteur de la participation du groupe dans ces entreprises sur l'investissement de la société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.

### Conversion des devises

#### Transactions impliquant des devises étrangères

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du groupe

sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultats annuel sous la rubrique résultat financier. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de transaction.

### Etats financiers des établissements étrangers

Monnaie fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la monnaie fonctionnelle). A partir de 2007, les états financiers consolidés sont présentés en USD, la devise fonctionnelle de la plupart des sociétés du groupe.

Pour les besoins de la consolidation du groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit:

- Les actifs et passifs au cours de clôture;
- Les produits et les charges au cours moyen de l'année;
- Les éléments des capitaux propres au cours de change historique.

Les différences de change résultants de la conversion des investissements nets dans les filiales, co-entreprises et entreprises associées à l'étranger au cours de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique «Écarts de conversion». Quand une filiale étrangère est vendue, de telles différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultats en tant que partie du gain ou de la perte réalisé(e) sur la vente.

Le goodwill et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité étrangère concernée et sont convertis au cours de clôture.

### Actifs biologiques

En conformité avec IFRS les activités agricoles sont comptabilisées suivant le principe de la juste valeur (IAS 41). A partir de 2006, le groupe SIPEF comptabilise les actifs biologiques à la valeur confirmée par des rapports d'évaluation internes (auparavant sur base de modèles externes). Ces évaluations sont principalement basées sur un modèle de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (DCF).

Les variables principales de ces modèles concernent:

Variable	Commentaire
Monnaie d'évaluation	USD
Volumes produits:	Estimés sur base des données historiques par rapport au rendement/ha des superficies concernées ou similaires.
Prix de vente:	Estimé sur base de la moyenne historique du prix du marché mondial sur 20 ans. Huile de palme: 568 USD/tonne CIF Rotterdam Caoutchouc: 1 580 USD/tonne FOB Singapore
Prix de revient:	Estimé sur base d'un prix de revient actuel ('adjusted current year cost price').
Coûts de plantation:	Les coûts estimés pour le développement des superficies immatures seront déduits.
Investissements de remplacement:	Les coûts estimés pour les investissements de remplacement futurs nécessaires (véhicules, maisons, infrastructure...) seront également déduits.
Taux d'actualisation:	Selon la localité des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie futurs sont actualisés selon les taux d'actualisation suivants: Palmiers à huile: 15% Caoutchouc: 15%-16% Thé: 16%



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Les actifs biologiques ou le produit agricole sont comptabilisés par le groupe SIPEF uniquement dans la mesure où le groupe contrôle l'actif du fait d'événements passés, qu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe SIPEF et que la juste valeur ou le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le profit ou la perte résultant de la variation de la juste valeur diminuée des coûts estimés d'un actif biologique au point de vente est inclus dans le résultat net de la période pendant laquelle il se produit.

## Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'un regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis lors du regroupement d'entreprises. Le goodwill n'est pas amorti, mais soumis au moins annuellement à un test de dépréciation. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux sociétés opérationnelles, ce qui correspond au niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne (i.e. unité génératrice de trésorerie). Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement en résultat et ne sont pas reprises ultérieurement.

Le goodwill est négatif si, au moment de l'acquisition, la part du groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquise dépasse le coût de l'acquisition. Le goodwill négatif est comptabilisé immédiatement en compte de résultats.

## Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, des licences et des concessions. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité attendue, en utilisant la méthode linéaire. Pour les concessions la

durée d'utilité attendue se réfère à la période couverte par ces droits.

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, y compris les immeubles de placement, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs éventuelles. Les coûts d'emprunts attribuables à la construction ou la production d'un actif éligible sont comptabilisés dans le coût de cet actif. Les dépenses pour les réparations d'immobilisations corporelles sont directement comptabilisées dans le compte de résultats. Le cas échéant, les immobilisations corporelles détenues en vue de la vente sont comptabilisées au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les amortissements sont calculés en utilisant la méthode linéaire sur base de la durée d'utilité attendue des actifs concernés:

Immeubles	5 à 30 ans
Infrastructure	5 à 25 ans
Installations et machines	5 à 30 ans
Matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel de bureau et mobilier	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

## Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles, actifs financiers et les autres actifs non-courants sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstance indique que la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence du montant pour lequel la valeur comptable excède sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif

diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau du plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes. Lorsque, en raison d'un recouvrement de la juste valeur ou de la valeur d'utilité, la perte de valeur n'est plus justifiée au cours des périodes ultérieures, la perte de valeur est reprise.

## **Instrumentes financiers**

### **1. Instruments financiers dérivés**

Le groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Aucun dérivé n'est émis ni détenu à des fins de transactions commerciales. Le groupe n'a pas recours à des transactions de couverture spécifiques selon l'IAS 39 – «*Instrumentes financiers: comptabilisation et évaluation*» (*hedge accounting*).

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de résultats de la période en cours.

### **2. Créances et dettes**

Les créances et dettes sont évaluées à leur coût de revient déprécié.

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale, diminuée des dépréciations de valeur appropriées pour les créances douteuses. Les créances et les dettes libellées dans une monnaie autre que la devise de la filiale sont converties en utilisant le cours de change du groupe déterminé à la date de clôture.

### **3. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évaluées à leur valeur nominale et comprennent

les fonds en caisse et les dépôts à vue qui ont une échéance originale inférieure ou égale à trois mois. Les découverts sont comptabilisés en dettes.

### **4. Emprunts productifs d'intérêts**

Les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés à leur coût de revient déprécié.

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Les différences éventuelles entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement sont portées au compte de résultats selon la méthode intérêts effective.

### **5. Actifs financiers disponibles à la vente**

Des actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes à la suite de variations de juste valeur sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminé de façon fiable, l'actif financier sera évalué au coût amorti.

Dans le cas où un déclin de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est comptabilisé en autres éléments du résultat global et une indication objective de dépréciation existe, les pertes cumulées comptabilisées auparavant en capitaux propres sont repris en résultat.

## **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Concernant le stock de produits finis contenant des actifs biologiques, la juste valeur de ces actifs biologiques est augmentée par le coût de production.

Les stocks font l'objet de dépréciations qui sont évaluées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation descend en dessous de la valeur comptable des stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsque les



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

circonstances qui justifiaient la dépréciation des stocks cessent d'exister, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise.

## Capitaux propres

Les dividendes de la société mère relatifs aux actions ordinaires en circulation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

Les coûts engagés pour l'émission d'instruments de capitaux propres sont repris en diminution des capitaux propres.

## Intérêts non contrôlant

Les intérêts non contrôlant représentent la quote-part attribuable aux actionnaires minoritaires dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes réalisés ultérieurement.

Dans le compte de résultats, les intérêts non contrôlant dans le bénéfice ou la perte de la société sont présentés séparément de la part du groupe dans le résultat consolidé.

## Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il soit probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ainsi que le montant de l'obligation puisse être estimé de manière fiable.

## Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les sociétés du groupe ont plusieurs plans de pension conformément aux conditions et pratiques en vigueur dans les pays dans lesquels elles conduisent leurs opérations. Les régimes à prestations définies

ne sont généralement pas financés par des contributions. Une provision est établie afin de couvrir la totalité de l'obligation sur base de la méthode des unités de crédit projetés «Projected Unit Credit Method» ce qui représente la valeur actuelle des obligations de paiements futurs.

Les gains et pertes actuariels sont totalement et immédiatement repris dans les coûts pour les pensions.

Le groupe paie également des cotisations définies dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les charges opérationnelles.

## Chiffre d'affaires

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue pour les ventes de biens et prestations de services, nette des taxes sur la valeur ajoutée, des remises et après avoir éliminé les ventes internes au groupe. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. Le chiffre d'affaires provenant des prestations de services est comptabilisé en fonction du degré d'avancement déterminé sur base des services rendus à la date considérée et exprimé en pourcentage du total des services à exécuter. Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

## Coût des ventes

Les approvisionnements sont comptabilisés nets des escomptes, des autres remises obtenues des fournisseurs et des autres compensations. Le coût des ventes comporte tous les coûts associés à la récolte, à la transformation et au transport.

### **Charges commerciales, générales et administratives**

Les charges commerciales, générales et administratives comprennent les charges des départements marketing et financier ainsi que des charges générales de gestion.

### **Impôts sur le résultat**

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts exigibles et différés. Ils sont inscrits au compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts exigibles désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Des actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale et sont ultérieurement ajustés pour toute modification dans le taux d'impôt attendu à laquelle la différence s'inversera.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur réalisation, dans un avenir prévisible, est probable.

## **4. Utilisation d'estimations comptables**

L'établissement des états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS a amené le groupe à avoir recours à des estimations et à faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants des actifs et passifs présentés ainsi que sur les montants présentés en charges et produits de la période. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les domaines principaux pour lesquels des estimations ont été utilisées, sont:

- Obligations liées aux pensions (note 19)
- Actifs d'impôts différés (note 25)
- Provisions pour litiges
- Juste valeur des actifs biologiques (note 9)
- Dépréciation d'actifs





# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 5. Sociétés consolidées / périmètre de consolidation

La société mère du groupe, *SIPEF*, Schoten/Belgique, est la société mère des entreprises suivantes:

	Siège	% de contrôle	% d'intérêts
<b>Sociétés consolidées (consolidation intégrale)</b>			
PT Tolan Tiga Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Eastern Sumatra Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Kerasaan Indonesia	Medan / Indonésie	57,00	57,00
PT Bandar Sumatra Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Timbang Deli Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Melania Indonesia	Jakarta / Indonésie	95,00	94,33
PT Mukomuko Agro Sejahtera	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Umbul Mas Wisesa	Medan / Indonésie	95,00	94,33
PT Citra Sawit Mandiri	Medan / Indonésie	95,00	94,33
PT Toton Usaha Mandiri	Medan / Indonésie	100,00	99,29
PT Agro Rawas Ulu	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Agro Kati Lama	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Agro Muara Rupit	Medan / Indonésie	95,00	94,33
Hargy Oil Palms Ltd	Bialla / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Galley Reach Holdings Ltd	Port Moresby / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Plantations J. Eglin SA	Azagué / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Jabelmalux SA	Luxembourg / G.D. Luxembourg	99,29	99,29
<b>Co-entreprises (consolidation proportionnelle)</b>			
PT Agro Muko	Jakarta / Indonésie	47,29	44,93
<b>Entreprises associées (méthode de la mise en équivalence)</b>			
B.D.M. NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Asco NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
<b>Entreprises non consolidées</b>			
SIPEF-CI SA	San Pedro / Côte d'Ivoire	32,01	32,01
Horikiki Development Cy Ltd	Honiara / Solomon Islands	90,80	90,80
Sograkin SA	Kinshasa / Congo	50,00	50,00

Le périmètre a été élargi par la création de 3 nouvelles filiales à 95% *PT Agro Rawas Ulu*, *PT Agro Kati Lama* et *PT Agro Muara Rupit*. Ces sociétés indonésiennes pourraient effectuer de nouveaux investissements dans la province du Sud-Sumatra.

Suite aux modifications dans l'actionnariat et dans la direction de *SIPEF-CI SA* en juin 2008, la fiabilité des informations financières ne pouvait plus être garantie, et il a donc été décidé que la méthode de mise en équivalence n'était plus appropriée à partir du second semestre 2008.

Malgré la détention de la majorité des droits de vote par le groupe, celui-ci ne contrôle pas les sociétés non consolidées, parce qu'elles sont établies dans des régions inaccessibles (*Horikiki Development Cy Ltd* et *Sograkin SA*).

Les entreprises non consolidées sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

## 6. Cours de change

Suite à une modification de la méthode de gestion des liquidités et des dettes, la monnaie fonctionnelle, à dater, du 1 janvier 2007, est désormais l'US dollar pour la plupart des filiales.

Les filiales suivantes ont néanmoins une autre monnaie fonctionnelle:

Plantations J. Eglin SA	EUR
B.D.M. NV	EUR
Asco NV	EUR

Les cours mentionnés ci-après ont été utilisés pour convertir les bilans et les résultats de ces entités en US dollar (monnaie utilisée par le groupe dans son rapport annuel).

	Cours de clôture			Cours moyen		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
EUR	0,7715	0,7468	0,6942	0,7145	0,7567	0,7181

## 7. Information sectorielle

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire le secteur d'activité - produits palmier, caoutchouc, thé, bananes et plantes et assurances - ce qui représente la structure d'organisation du groupe.

Le second sert à la présentation des zones géographiques dans lesquelles le groupe opère. La marge brute par zone géographique correspond aux revenus moins les coûts des ventes par origine des produits vendus.

Le résultat sectoriel correspond aux produits et charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur, et la partie pertinente des résultats pouvant raisonnablement être affectée à un secteur.

Les résultats des entreprises associées comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence sont immédiatement détaillés selon leur origine (assurances/Europe) dans le compte de résultats.



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Bénéfice brut par type de produit

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
<b>2011 - En KUSD</b>						
Palmier	287 175	-178 875	108 300	3 637	111 937	79,43
Caoutchouc	48 362	-25 828	22 534	460	22 994	16,31
Thé	7 769	-5 806	1 963	28	1 991	1,41
Bananes et plantes	22 067	-20 314	1 753	7	1 760	1,25
Corporate	2 200		2 200		2 200	1,56
Autres	88	- 30	58		58	0,04
<b>Total</b>	<b>367 661</b>	<b>-230 853</b>	<b>136 808</b>	<b>4 132</b>	<b>140 940</b>	<b>100,00</b>

<b>2010 - En KUSD</b>						
Palmier	207 358	-117 573	89 785	2 964	92 749	76,57
Caoutchouc	36 411	-16 919	19 492	382	19 874	16,41
Thé	9 472	-5 887	3 585	31	3 616	2,99
Bananes et plantes	24 084	-21 171	2 913	65	2 978	2,46
Corporate	1 874		1 874		1 874	1,55
Autres	201	- 168	33		33	0,03
<b>Total</b>	<b>279 400</b>	<b>-161 718</b>	<b>117 682</b>	<b>3 442</b>	<b>121 124</b>	<b>100,00</b>

Le segment « corporate » comprend les honoraires de gestion perçus auprès des entités extérieures du groupe. Les actifs biologiques ne sont plus amortis sous IFRS (IAS41).

## Bénéfice brut par secteur géographique

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Autres	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
<b>2011 - En KUSD</b>							
Indonésie	187 251	-98 869	652	89 034	1 783	90 817	64,44
PNG	156 055	-111 640		44 415	2 342	46 757	33,17
Côte d'Ivoire	22 047	-20 302		1 745	7	1 752	1,24
Europe			1 548	1 548		1 548	1,10
Autres	108	- 42		66		66	0,05
<b>Total</b>	<b>365 461</b>	<b>-230 853</b>	<b>2 200</b>	<b>136 808</b>	<b>4 132</b>	<b>140 940</b>	<b>100,00</b>

<b>2010 - En KUSD</b>							
Indonésie	149 428	-71 396	427	78 459	1 419	79 878	65,95
PNG	103 813	-68 983		34 830	1 958	36 788	30,37
Côte d'Ivoire	24 084	-21 171		2 913	65	2 978	2,46
Europe			1 447	1 447		1 447	1,19
Autres	201	- 168		33		33	0,03
<b>Total</b>	<b>277 526</b>	<b>-161 718</b>	<b>1 874</b>	<b>117 682</b>	<b>3 442</b>	<b>121 124</b>	<b>100,00</b>

## Chiffre d'affaires par siège des débiteurs

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Singapour	97 420	90 624
Royaume-Uni	61 891	37 801
Pays-Bas	51 176	39 627
Indonésie	41 648	51 297
Allemagne	41 085	14 714
Suisse	37 724	14 706
États-Unis	12 672	3 443
Belgique	7 606	8 500
France	5 451	9 311
Pakistan	4 471	5 425
Autres	4 374	685
Côte d'Ivoire	1 352	2 491
Espagne	788	776
<b>Total</b>	<b>367 661</b>	<b>279 400</b>

## Information sectorielle par type de produit

De plus amples informations concernant la juste valeur et la variation des actifs biologiques se trouvent dans la note sur ces actifs. Les actifs et les passifs sectoriels sont les actifs et passifs qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés.

Etant donné que la partie des passifs à affecter est négligeable, les passifs n'ont pas été affectés (les passifs concernent essentiellement la maison mère). La rubrique « non affectées » contient essentiellement des placements de trésorerie et de la trésorerie pour KUSD 22 363 de la SIPEF.



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

En KUSD	2011						Total
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						25 575	25 575
Actifs biologiques	243 410	19 791	3 200	2 015			268 416
Immobilisations corporelles	100 701	7 897	3 336	4 399		611	116 944
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					9 476		9 476
Autres créances	106						106
Stocks	15 793	2 903	1 521	443		17 672	38 332
Créances commerciales	33 684	2 009	813	936		31	37 473
Autres actifs courants						1 754	1 754
Non affectées						69 212	69 212
<b>Total des actifs</b>	<b>393 694</b>	<b>32 600</b>	<b>8 870</b>	<b>7 793</b>	<b>9 476</b>	<b>114 858</b>	<b>567 291</b>
% du total des actifs	69,40%	5,75%	1,56%	1,37%	1,67%	20,25%	100,00%
<b>Total des passifs</b>							<b>567 291</b>
<b>Investissements sectoriels:</b>							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						5 765	5 765
Actifs biologiques	14 984	2 344	81	248			17 657
Immobilisations corporelles	39 995	2 118	849	1 341		306	44 609
<b>Total des investissements</b>	<b>54 979</b>	<b>4 462</b>	<b>930</b>	<b>1 589</b>	<b>0</b>	<b>6 071</b>	<b>68 031</b>
<b>Amortissements sectoriels:</b>							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						326	326
Immobilisations corporelles	8 927	1 258	321	931		199	11 636
Stocks							0
<b>Total des amortissements</b>	<b>8 927</b>	<b>1 258</b>	<b>321</b>	<b>931</b>	<b>0</b>	<b>525</b>	<b>11 962</b>

En KUSD

2010							
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	Total
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						20 251	20 251
Actifs biologiques	215 815	17 109	2 920	1 850			237 694
Immobilisations corporelles	71 611	4 625	2 934	4 151		494	83 815
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					9 589		9 589
Autres créances	145						145
Stocks	13 629	3 185	992	617		11 423	29 846
Créances commerciales	22 080	1 827	397	1 942		193	26 439
Autres actifs courants						2 085	2 085
Non affectées						90 689	90 689
<b>Total des actifs</b>	<b>323 280</b>	<b>26 746</b>	<b>7 243</b>	<b>8 560</b>	<b>9 589</b>	<b>125 138</b>	<b>500 556</b>
% du total des actifs	64,58%	5,34%	1,45%	1,71%	1,92%	25,00%	100,00%
<b>Total des passifs</b>							<b>500 556</b>
<b>Investissements sectoriels:</b>							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						4 344	4 344
Actifs biologiques	12 522	1 811	71	137			14 541
Immobilisations corporelles	16 231	881	345	1 403		97	18 957
<b>Total des investissements</b>	<b>28 753</b>	<b>2 692</b>	<b>416</b>	<b>1 540</b>	<b>0</b>	<b>4 441</b>	<b>37 842</b>
<b>Amortissements sectoriels:</b>							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						273	273
Immobilisations corporelles	7 411	628	460	615		162	9 276
Stocks						149	149
<b>Total des amortissements</b>	<b>7 411</b>	<b>628</b>	<b>460</b>	<b>615</b>	<b>0</b>	<b>584</b>	<b>9 698</b>

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Information sectorielle par secteur géographique

En KUSD	2011					Total
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	25 154		13	408		25 575
Actifs biologiques	201 649	64 752	2 015			268 416
Immobilisations corporelles	41 359	70 913	4 398	274		116 944
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				9 476		9 476
Autres actifs	52 953	28 513	1 342	64 069		146 877
<b>Total des actifs</b>	<b>321 115</b>	<b>164 178</b>	<b>7 768</b>	<b>74 230</b>	<b>0</b>	<b>567 291</b>
% du total des actifs	56,60%	28,94%	1,37%	13,09%	0,00%	100,00%
<b>Investissements sectoriels:</b>						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	5 641		11	113		5 765
Actifs biologiques	8 857	8 552	248			17 657
Immobilisations corporelles	13 557	29 580	1 341	131		44 609
<b>Total des investissements</b>	<b>28 055</b>	<b>38 132</b>	<b>1 600</b>	<b>244</b>	<b>0</b>	<b>68 031</b>
<b>Amortissements sectoriels:</b>						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	68		1	257		326
Immobilisations corporelles	4 256	6 384	931	65		11 636
Stocks						0
<b>Total des amortissements</b>	<b>4 324</b>	<b>6 384</b>	<b>932</b>	<b>322</b>	<b>0</b>	<b>11 962</b>

En KUSD	2010					
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	Total
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	19 695		4	552		20 251
Actifs biologiques	180 140	55 703	1 851			237 694
Immobilisations corporelles	31 862	47 592	4 152	209		83 815
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				9 589		9 589
Autres actifs	46 042	23 697	1 981	77 484		149 204
<b>Total des actifs</b>	<b>277 739</b>	<b>126 992</b>	<b>7 988</b>	<b>87 837</b>	<b>0</b>	<b>500 556</b>
% du total des actifs	55,48%	25,37%	1,60%	17,55%	0,00%	100,00%
<b>Investissements sectoriels:</b>						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	4 205		4	135		4 344
Actifs biologiques	8 629	5 775	137			14 541
Immobilisations corporelles	6 992	10 513	1 403	49		18 957
<b>Total des investissements</b>	<b>19 826</b>	<b>16 288</b>	<b>1 544</b>	<b>184</b>	<b>0</b>	<b>37 842</b>
<b>Amortissements sectoriels:</b>						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	32		1	240		273
Immobilisations corporelles	3 698	4 912	615	51		9 276
Stocks		149				149
<b>Total des amortissements</b>	<b>3 730</b>	<b>5 061</b>	<b>616</b>	<b>291</b>	<b>0</b>	<b>9 698</b>



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 8. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

En KUSD	2011			2010
	Goodwill	Autres	Total	Total
Valeur comptable brute au 1 janvier	4 519	16 913	21 432	15 883
Changements du périmètre			0	3 256
Acquisitions		5 765	5 765	4 344
Ventes et reprises		- 114	- 114	- 1
Autres			0	-2 047
Écarts de conversion		- 2	- 2	- 3
Valeur comptable brute au 31 décembre	4 519	22 562	27 081	21 432
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier		-1 181	-1 181	- 865
Changement du périmètre			0	- 47
Amortissements		- 326	- 326	- 273
Ventes et reprises			0	1
Écarts de conversion		1	1	3
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre		-1 506	-1 506	-1 181
Valeur comptable nette au 1 janvier	4 519	15 732	20 251	15 018
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>4 519</b>	<b>21 056</b>	<b>25 575</b>	<b>20 251</b>

Les acquisitions concernent principalement les paiements supplémentaires pour l'obtention des droits fonciers de *PT Umbul Mas Wisesa*, *PT Citra Sawit Mandiri*, *PT Toton Usaha Mandiri* et *PT Mukomuko Agro Sejahtera*. Les modifications apportées au périmètre de consolidation en 2010 sont explicitées plus loin dans la note 32. Le mouvement «autres» représente pour 2010 les excédents des concessions de *PT Citra Sawit Mandiri* au poste «Actifs conservés pour la vente» (note 21).

Conformément aux méthodes comptables, le goodwill fut soumis à un test de dépréciation. En 2011 cela n'a pas eu d'impact.

Les hypothèses utilisées pour ces tests sont conformes aux hypothèses des valorisations IAS41.

Une augmentation ou une diminution significative (10% du prix de vente et 1% du taux d'actualisation) de ces hypothèses n'entraîne pas une réduction de valeur.

## 9. Actifs biologiques

Les évaluations, comme présentées par les modèles d'évaluation internes, tiennent compte d'une gestion à long terme des plantations. Le conseil d'administration réitère son point de vue que les marchés des produits de base sont par nature cyclique et que les perspectives à long terme sont extrêmement imprévisibles.

Le conseil d'administration estime que l'analyse de sensibilité à l'égard du prix de vente et des taux d'actualisation pratiqués, comme inclus dans ces explications, permet à tout investisseur d'évaluer l'impact financier de la différence entre les variables utilisées dans l'évaluation IAS41 inclus dans les comptes consolidés et ses propres hypothèses.

Le fait que l'estimation de la juste valeur puisse ne pas être tout à fait exacte reste une préoccupation du conseil d'administration (surtout dans un environnement où les prix de vente et les prix de revient sont soumis à des fluctuations très importantes). En outre, en ce qui concerne les actifs biologiques du groupe, il peut y avoir de petits changements dans les hypothèses qui induisent un effet disproportionné sur les résultats. Une préoccupation supplémentaire, comme cela a été démontré par comparaison internationale, est qu'il n'y a actuellement dans le secteur des plantations pas d'approche unique liée à la définition des principales variables (comme les prix de ventes et / ou les taux d'actualisation) dans l'établissement des modèles d'évaluation du « discounted cash flow » qui conduisent aux valorisations IAS41.

Suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques, principalement due à la volatilité des prix de marché de la production agricole et l'absence de marché liquide, la valeur comptable de ces actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation. Les actifs biologiques du groupe SIPEF se trouvent principalement sur des terrains pour lesquels une concession à long terme a été acquise pour l'exploitation. Lors de la détermination de la juste valeur des actifs biologiques, nous estimons que ces concessions peuvent être et seront effectivement renouvelées contre une rétribution normale. Ainsi, les productions futures qui sont prises en compte pour la détermination de la juste valeur, tiennent compte de la durée de vie de l'actif et non de l'expiration des concessions.

Ci-dessous vous trouverez une liste des droits de propriété sur lesquels les plantations du groupe SIPEF sont établies:

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Tolan Tiga Indonesia	8 479	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Eastern Sumatra Indonesia	3 178	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Kerasaan Indonesia	2 362	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Bandar Sumatra Indonesia	1 412	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Timbang Deli Indonesia	991	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Melania Indonesia	5 140	Concession	2023	Caoutchouc, thé et palmiers à huile
PT Umbul Mas Wisesa	8 726	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Citra Sawit Mandiri	3 604	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Toton Usaha Mandiri	1 200	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Agro Muko	10 000	Concession	2019	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 500	Concession	2020	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	315	Concession	2011	Caoutchouc et palmiers à huile

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Agro Muko	4 313	Concession	2028	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	5 786	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	9 952	Concession	2072	Palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	2 900	Concession	2101	Palmiers à huile
Galley Reach Holdings Ltd	16 429	Concession	2080	Caoutchouc
Plantations J. Eglin SA	1 440	Propriété	na	Bananes et ananas fleurs
Plantations J. Eglin SA	322	Concession provisoire	na	Bananes et ananas fleurs
	<b>89 049</b>			

## Tableau de mouvement des actifs biologiques

Au niveau du bilan, le mouvement dans les actifs biologiques peut être résumé comme suit:

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total
Solde 2010	215 815	17 109	2 920	1 850	237 694
Variation actifs biologiques	25 408	2 682	280	241	28 611
Changement périmètre de consolidation					0
Réclassification	2 187				2 187
	<b>243 410</b>	<b>19 791</b>	<b>3 200</b>	<b>2 091</b>	<b>268 492</b>
Écarts de conversion				- 76	- 76
<b>Solde 2011</b>	<b>243 410</b>	<b>19 791</b>	<b>3 200</b>	<b>2 015</b>	<b>268 416</b>

La variation brute des actifs biologiques s'est élevée à KUSD 28 611 et est principalement due à l'expansion des superficies palmiers à huile à *UMW* et *CSM* en Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la maturité croissante des nouvelles zones plantées et à la hausse des prix moyens à long terme de l'huile de palme, du caoutchouc et du thé.

L'effet de hausse des coûts a été presque entièrement neutralisé par l'effet d'une diminution des taux d'actualisation utilisés.

### Sensitivité variation prix de vente

Les valeurs reprises au bilan sont très sensibles aux changements des prix comparés aux prix de vente moyens utilisés. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 10% du prix de vente futur estimé influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 10%	2011	- 10%
Palmiers à huile	318 205	243 410	168 575
Caoutchouc	27 471	19 791	12 214
Thé	7 362	3 200	- 964
<b>Total</b>	<b>353 038</b>	<b>266 401</b>	<b>179 824</b>
Autres		2 015	
		<b>268 416</b>	

Le prix de vente des régimes de palmier, dans les modèles qui ont été approuvés par le conseil d'administration, est basé sur le prix moyen du marché mondial de l'huile de palme des 20 dernières années (568 USD/tonne CIF Rotterdam). Le prix moyen de l'huile de palme sur les 10 dernières années s'élevait à 664 USD/tonne. Le prix moyen de l'huile de palme pour l'année 2011 était de 1125 USD/tonne.

Selon le conseil d'administration, les prix de vente actuels ne sont pas pertinents pour la détermination des marges futures estimées et de ce fait ne sont pas retenus dans les modèles de valuation IAS41.

### Sensitivité variation taux d'actualisation

Les valeurs reprises au bilan sont également très sensibles aux changements du taux d'actualisation utilisé. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 1% du taux d'actualisation influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 1%	Solde 2011	- 1%
Palmiers à huile	229 929	243 410	258 208
Caoutchouc	19 106	19 791	20 632
Thé	3 005	3 200	3 415
<b>Total</b>	<b>252 040</b>	<b>266 401</b>	<b>282 255</b>
Autres		2 015	
		<b>268 416</b>	

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Impact de IAS41 sur le compte de résultats

Conformément aux IFRS les actifs biologiques sont évalués à leur juste valeur au lieu du coût amorti (IAS41). Ceci implique que les montants dépensés pour la replantation des superficies existantes ou la plantation de nouvelles superficies sont repris immédiatement dans les charges de l'année où ils apparaissent, bien que ces investissements ont une durée de vie d'au moins 20 ans. De plus il n'y a plus d'amortissements sur ces actifs biologiques, mais bien une correction annuelle vers la juste valeur.

La direction estime que la capitalisation de ces investissements et amortissements sur la durée de vie économique donnent une meilleure image des résultats récurrents du groupe. Pour cette raison, l'impact de IAS41 est présenté séparément.

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total 2011	Total 2010
Amortissements	3 637	460	28	7	4 132	3 442
Variation actifs biologiques	25 408	2 682	280	241	28 611	33 413
Coûts de plantation	-14 983	-2 343	- 81	- 248	-17 655	-14 541
Reprises	131	19			150	272
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 193</b>	<b>818</b>	<b>227</b>	<b>0</b>	<b>15 238</b>	<b>22 586</b>
Impact impôts					-3 951	-6 041
<b>Impact net</b>					<b>11 287</b>	<b>16 545</b>

## Impact de IAS41 sur le tableau des flux de trésorerie

En KUSD	2011	2010
Variation actifs biologiques	-28 611	-33 413
Coûts de plantation (inclus dans investissements)	17 655	14 541
Mise hors d'usage (inclus dans ventes)	- 150	- 272
	<b>-11 106</b>	<b>-19 144</b>



## 10. Immobilisations corporelles

En KUSD	2011						2010	
	Terrains, immeubles et infrastructure	Installations et machines	Matériel de transport	Matériel de bureaux, mobilier et autres	Contrats de location	En cours	Total	Total
Valeur comptable brute au 1 janvier	55 446	63 572	28 513	6 085	0	3 822	157 439	140 495
Changement du périmètre							0	2 769
Acquisitions	16 217	4 482	12 065	1 038		11 777	45 578	22 107
Ventes et reprises	- 52	- 276	- 1 320	- 90		- 81	- 1 818	- 2 512
Transferts	- 473	230	- 493	1 014		- 2 374	- 2 096	- 2 758
Autres						728	728	- 1 565
Écarts de conversion	- 376	- 116	- 70	- 41		1	- 602	- 1 098
Valeur comptable brute au 31 décembre	70 762	67 892	38 695	8 007	0	13 873	199 228	157 438
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 18 052	- 34 879	- 16 859	- 3 834	0	0	- 73 624	- 65 514
Changement du périmètre							0	- 1 213
Amortissements	- 2 414	- 4 244	- 4 473	- 505			- 11 636	- 9 277
Ventes et reprises	14	180	1 128	89			1 410	1 538
Transferts	- 1	514	612	1			1 126	- 92
Autres							0	82
Écarts de conversion	278	89	54	18			439	853
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 20 175	- 38 340	- 19 539	- 4 231	0	0	- 82 284	- 73 623
Valeur comptable nette au 1 janvier	37 394	28 694	11 654	2 251	0	3 822	83 815	74 981
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>50 587</b>	<b>29 552</b>	<b>19 157</b>	<b>3 776</b>	<b>0</b>	<b>13 873</b>	<b>116 944</b>	<b>83 815</b>

Le poste «Autres» représente les excédents d'actifs de *PT Citra Sawit Mandiri* au poste «Actifs conservés pour la vente» (voir également note 22). Les modifications apportées au périmètre de consolidation sont explicitées plus loin dans la note 32.

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 11. Immeubles de placement

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Valeur comptable brute au 1 janvier	46	46
Acquisitions		
Ventes et reprises	- 3	
Valeur comptable brute au 31 décembre	43	46
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 43	- 43
Amortissements		
Ventes et reprises	3	
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 40	- 43
Valeur comptable nette au 1 janvier	3	3
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## 12. Actifs financiers

<i>En KUSD</i>	2011				Total	2010 Total
	Participations dans des entreprises associées	Autres entreprises		Autres créances		
		Participations	Créances			
Valeur comptable brute au 1 janvier	9 589	5 664	3 093	35	18 381	17 178
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	210				210	2 587
Autres variations		61		- 31	30	- 482
Écarts de conversion	- 323	- 5			- 328	- 902
Valeur comptable brute au 31 décembre	9 476	5 720	3 093	4	18 293	18 381
Réductions de valeur cumulées au 1 janvier		- 1 660	- 3 093		- 4 753	- 4 987
Reprise réductions de valeur					0	234
Écarts de conversion					0	0
Réductions de valeur cumulées au 31 décembre		- 1 660	- 3 093		- 4 753	- 4 753
Valeur comptable nette au 1 janvier	9 589	4 004	0	35	13 628	12 191
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>9 476</b>	<b>4 060</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>13 540</b>	<b>13 628</b>

Les participations dans des entreprises associées concernent:

En KUSD	Monnaie fonctionnelle	% d'intérêts	Capitaux propres part du groupe	Goodwill	Valeur comptable nette
B.D.M. NV	EUR	50,00	3 090		3 090
Asco NV	EUR	50,00	6 386		6 386
<b>Total</b>			<b>9 476</b>	<b>0</b>	<b>9 476</b>

Les participations dans les autres entités comprennent, une participation de 32% dans *SIPEF-CI SA* en Côte d'Ivoire (valeur nette comptable de KUSD 3 801), une participation de 9,6% dans *Gedei NV* (valeur nette comptable de KUSD 166) et KUSD 37 autres participations.

La valeur nette comptable de *SIPEF-CI SA* est valorisée au coût moins d'éventuelles dépréciations. La valeur réelle n'est pas appliquée par manque d'informations financières suffisantes en temps utiles.

Au 31 décembre 2011 un test d'évaluation a été effectué sur ces participations sur base des dernières informations disponibles. Ce test n'a pas conduit à une adaptation des valeurs dans les livres.

## 13. Autres créances non courantes

Fin 2011, il restait uniquement une petite créance à long terme dans *Hargy Oil Palms Ltd.*

En KUSD	2011	2010
Autre	106	145
<b>Total</b>	<b>106</b>	<b>145</b>

## 14. Stocks

Analyse des stocks

En KUSD	2011	2010
Matières premières et fournitures	17 671	11 334
Produits finis	20 661	18 512
<b>Total</b>	<b>38 332</b>	<b>29 846</b>

En plus d'une activité généralement plus élevée, une modification dans la procédure de fabrication de l'usine à caoutchouc en Papouasie-Nouvelle-Guinée a ralenti la production finale. Il en résulte une augmentation des stocks de matières premières et de fournitures (KUSD 1 465).

De plus, il est fait mention d'une augmentation des stocks d'huile de palme prêts à être exportés (KUSD 2 164).

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 15. Autres créances et autres dettes courants

Les « autres dettes » (KUSD 12 532) représentent principalement des dettes sociales (rémunérations, provisions pour pécules de vacances et provisions pour bonus) et des factures à recevoir.

Les actifs circulants nets, liquidités déduites, s'élèvent à 10,5% du chiffre d'affaires contre 14,2% en 2010.

## 16. Capitaux propres du groupe

### Capital social et primes d'émission

Le capital souscrit de la société au 31 décembre 2011 s'élève à KEUR 34 768 (KUSD 45 819). Il est représenté par 8 951 740 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

	2011	2010		
Nombre d'actions	8 951 740	8 951 740		
Nombre strips WPR	4 211 800	4 211 800		

	2011	2010	2011	2010
	KEUR	KEUR	KUSD	KUSD
Capital	34 768	34 768	45 819	45 819
Primes d'émission	16 285	16 285	21 502	21 502
	<b>51 053</b>	<b>51 053</b>	<b>67 321</b>	<b>67 321</b>

	2011	2010	2011	2010
	KEUR	KEUR	KUSD	KUSD
Actions propres - solde début période	0	0	0	0
Actions propres rachetées	3 366		4 603	
Actions propres vendues				
<b>Actions propres - solde fin période</b>	<b>3 366</b>	<b>0</b>	<b>4 603</b>	<b>0</b>

59 676 actions propres *SIPEF*, soit 0,67% du capital, ont été acquises entre fin septembre et fin novembre comme placement temporaire de trésorerie et pour couvrir un plan d'options sur actions destiné au management.

## Capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 2011 a à nouveau accordé l'autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital à concurrence de KEUR 34 768 (en une fois ou en plusieurs fois) pour une période de 5 ans à compter de la publication de cette décision.

## Structure de l'actionariat

La structure de l'actionariat déclarée est la suivante:

	Nombre d'actions	Date de déclaration	Dénominateur	%
Par accord mutuel				
Ackermans & van Haaren NV	2 335 373	31/08/11	8 951 740	26,088
Gedei NV	480 435	31/08/11	8 951 740	5,367
(liée au Baron Bracht et Cabra)				
Cabra NV	399 095	31/08/11	8 951 740	4,458
(liée au Baron Bracht et Gedei)				
Baron Bracht	265 966	31/08/11	8 951 740	2,971
(lié à Cabra et Gedei)				
	<b>3 480 869</b>			<b>38,884</b>
Fortis Investment Management NV	491 740	1/09/08	8 951 740	5,493
Alcatel Pensioenfond VZW	469 600	1/09/08	8 951 740	5,246

## Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la société.

L'évolution par rapport à l'année précédente reflète essentiellement l'affaiblissement de l'USD à l'EURO (KUSD -427).

Solde d'ouverture au 31 décembre 2010 (KUSD)	-14 905
Variation, consolidation intégrale	- 104
Variation, méthode de la mise en équivalence	- 323
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2011</b>	<b>-15 332</b>

## Dividende

Un dividende de KEUR 15 218 (EUR 1,7 brut par action ordinaire) a été proposé par le conseil d'administration le 22 février 2012. L'assemblée générale des actionnaires de *SIPEF* ne l'ayant pas encore approuvé, ce dividende n'a pas été comptabilisé au passif dans les états financiers au 31 décembre 2011.



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Gestion du capital

La structure du capital du groupe est basée sur la stratégie financière déterminée par le conseil d'administration. Cette stratégie se traduit en une politique d'expansion tout en respectant un taux d'endettement très limité. Chaque année, la direction soumet le plan de financement à l'approbation du conseil d'administration.

## 17. Intérêts non contrôlant

Ceux-ci comprennent principalement les intérêts des actionnaires minoritaires dans les capitaux propres et le résultat net de :

%	2011	2010
PT Tolan Tiga Indonesia	5,00	5,00
PT Eastern Sumatra Indonesia	9,75	9,75
PT Kerasaan Indonesia	43,00	43,00
PT Bandar Sumatra Indonesia	5,00	5,00
PT Timbang Deli Indonesia	5,00	5,00
PT Melania Indonesia	5,67	26,47
PT Mukomuko Agro Sejahtera	9,75	9,75
PT Umbul Mas Wisesa	5,67	26,47
PT Citra Sawit Mandiri	5,67	26,47
PT Toton Usaha Mandiri	0,71	22,60
PT Agro Rawas Ulu	5,00	
PT Agro Kati Lama	5,00	
PT Agro Muara Rupit	5,67	
PT Agro Muko	2,36	2,36
Jabelmalux SA	0,71	22,60

### Mouvement des intérêts non contrôlant:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Au terme de l'exercice précédent	27 240	21 611
- Changement du périmètre	415	16
- Bénéfice de la période attribuable aux intérêts non contrôlant	6 485	7 152
- Dividendes distribués	- 2 271	- 1 582
- Augmentation de capital		43
- Acquisition supplémentaire Jabelmalux SA	- 6 256	
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>25 613</b>	<b>27 240</b>

## 18. Provisions

Les provisions comprennent une provision pour des 'immeubles construits' se trouvant sous garantie auprès de *SIPEF* (KUSD 111).

## 19. Obligations en matière de pensions

### Plans « but à atteindre »

Les plans de pension sont principalement des régimes à prestations définies en Indonésie.

Ces plans de pension, qui prévoient le paiement d'un capital postérieur à l'emploi, ne sont pas financés auprès d'une entité externe.

La réconciliation suivante montre la variation de la provision totale pour pensions entre 2010 et 2011 :

En KUSD	2010	Coût de pension	Avantages payés	Différences de changes	Ecart de conversion	Variation périmètre	Autres	2011
Indonésie	9 771	2 101	- 1 108	- 83			13	10 694
Côte d'Ivoire	373	- 78			- 6			289
Autres	247	72	- 19					300
	<b>10 391</b>	<b>2 095</b>	<b>- 1 127</b>	<b>- 83</b>	<b>- 6</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>11 283</b>

Les variables actuarielles suivantes sont utilisées dans le calcul de la provision pour pensions en Indonésie :

	2011	2010
Taux d'actualisation	7,50%	9,00%
Futures augmentations salariales	5,00%	6,50%
Age de retraite estimé	55 ans ou 30 ans d'ancienneté	

Les obligations en matière de pensions à prestations définies en Indonésie ont évolué de la manière suivante :

En KUSD	2011	2010
Solde d'ouverture	9 771	8 571
Variation périmètre		164
Coût de service	725	644
Charge d'intérêt	938	1 017
Avantages payés	- 1 108	- 1 282
Profit/perte actuarielle	438	267
Différences de changes	- 83	403
Autres	13	- 13
<b>Solde de clôture</b>	<b>10 694</b>	<b>9 771</b>

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Les montants comptabilisés dans le bilan sont les suivants:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Obligations en matières de pensions	10 694	9 771
Dette enregistrée au bilan	10 694	9 771

Les coûts pour les pensions en Indonésie, comptabilisés dans le compte de résultats, peuvent être analysés comme suit:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Coût de service	725	644
Charge d'intérêt	938	1 017
Profit/perte actuarielle	438	267
<b>Coût des pensions</b>	<b>2 101</b>	<b>1 928</b>

Les montants sont classés sous les rubriques « Coût des ventes » et « Coûts commerciaux et administratifs » du compte de résultats.

Les ajustements liés à l'expérience qui influencent les obligations se présentent comme suit:

<i>En KUSD</i>	2011	2010	2009
Obligations en matière de pensions	10 694	9 771	8 571
Ajustements liés à l'expérience	365	185	- 292
	<b>3,41%</b>	<b>1,89%</b>	<b>-3,41%</b>

Les paiements estimés pour 2012 sont KUSD 887.

## Régimes à cotisations définies

Les montants versés dans le cadre des régimes à cotisation définies atteignent KUSD 723 (KUSD 848 pour 2010). Les montants versés dans le cadre des plans de pensions belges reçoivent un rendement minimum garanti. Vu que cette garantie est supportée principalement par les compagnies d'assurance, ces plans de pension sont considérés comme des régimes à cotisations définies.

## 20. Actifs/(passifs) financiers nets

Les actifs/(passifs) financiers nets peuvent être analysés comme suit:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Dettes financières à long terme		- 2 600
Partie à court terme des dettes financières à long terme	- 2 600	- 5 200
<b>Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an</b>	<b>- 2 600</b>	<b>- 7 800</b>
Dettes à court terme - établissements de crédit	- 25	- 323
Placements de trésorerie	15 855	15 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 289	49 025
<b>Actifs/(passifs) financiers nets</b>	<b>47 519</b>	<b>56 484</b>

Analyse des actifs/(passifs) financiers nets 2011 par monnaie:

<i>En KUSD</i>	EUR	USD	Autres	Total
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an		- 2 600		- 2 600
Dettes financières à court terme		- 25		- 25
Placements de trésorerie	4 355	11 500		15 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 306	29 748	2 235	34 289
<b>Total</b>	<b>6 661</b>	<b>38 623</b>	<b>2 235</b>	<b>47 519</b>

Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an (KUSD 2 600) avec un taux variable (LIBOR USD 3 mois +0,95%) sont économiquement couvertes par IRS à un taux fixe de 6,45%.

Les dettes ayant une échéance initiale à plus d'un an (KUSD 2 600) viennent à échéance en 2012.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Reconciliation de la situation financière nette et le tableau des flux de trésorerie

En KUSD

	2011	2010
Situation financière nette au début de la période	56 484	36 108
Remboursement des emprunts à long terme	5 200	6 692
(Augmentation)/diminution des dettes financières à court terme	298	1 514
Variation nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	- 14 453	12 178
Cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	- 10	- 8
<b>Situation financière nette à la fin de la période</b>	<b>47 519</b>	<b>56 484</b>

## 21. Actifs / passifs non courants détenus en vue de la vente

Les contacts établis avec des acheteurs potentiels pour le projet palmier à huile *PT Citra Sawit Mandiri* au Nord-Sumatra qui n'est plus compatible avec la stratégie de durabilité du groupe n'ont pas débouché sur une vente début 2011. Il a dès lors été décidé de reprendre temporairement le projet dans les actifs du groupe à une valeur estimée de réalisation.

Les actifs et passifs principaux concernant ces entreprises sont repris ci-dessous:

En KUSD

	2011	2010
Actifs biologiques		2 187
Immobilisations corporelles		3 529
Actifs courants		514
Révaluation détenue en vue de la vente		- 3 649
<b>Actifs non courants détenus en vue de la vente</b>	<b>0</b>	<b>2 581</b>
Dettes commerciales		- 64
Autres dettes		- 404
<b>Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente</b>	<b>0</b>	<b>- 468</b>
<b>Actifs nets non courants détenus en vue de la vente</b>	<b>0</b>	<b>2 113</b>



## 22. Résultat non récurrent

Les résultats non récurrents se situent dans les «Autres produits/(charges) opérationnel(le)s», «Charges d'impôts» et «Quote-part dans le résultat des entreprises associées» et peuvent être détaillés comme suit:

En KUSD	2011			2010		
	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total
Dépréciation PT Citra Sawit Mandiri			0	- 2 683	- 966	- 3 649
Vente Bonal SA et Senor Ltd			0	1 350		1 350
<b>Total non récurrent</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 1 333</b>	<b>- 966</b>	<b>- 2 299</b>
Impact d'impôts sur le résultat non récurrent			0	1 266		1 266
<b>Résultat non récurrent après impôts</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 67</b>	<b>- 966</b>	<b>- 1 033</b>
Vente Bruns ten Brink BV et Asco Life NV			0	2 578		2 578
<b>Résultat non récurrent après impôts</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 511</b>	<b>- 966</b>	<b>1 545</b>

### Résultat récurrent net ajusté part du groupe

En KUSD	2011	2010
Résultat net - part du groupe	95 088	84 843
Ajustement résultat non récurrent	0	- 2 511
Ajustement IAS41	- 10 407	- 14 212
<b>Résultat récurrent net ajusté</b>	<b>84 681</b>	<b>68 120</b>

## 23. Résultat financier

Les produits financiers concernent les intérêts perçus sur des comptes courants avec des sociétés non consolidées et sur des excédents temporaires de trésorerie.

Les charges financières concernent les intérêts sur emprunts à long et à court terme ainsi que les frais de banque et autres coûts financiers.

En KUSD	2011	2010
Produits financiers	1 490	347
Charges financières	- 677	- 1 131
Différences de change	2 583	440
Résultat financier instruments dérivés	- 837	630
<b>Résultat financier</b>	<b>2 559</b>	<b>286</b>

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 24. Paiement fondé sur des actions

Année d'attribution	2011
Nombre d'options attribuées	22 000
Solde	22 000
Prix d'exercice	56,99
Période d'exercice	1/1/2015 - 31/12/2021

Le plan d'options de *SIPEF*, approuvé en novembre 2011, vise à la motivation à long terme des membres du comité de direction et des directeurs généraux des filiales à l'étranger, dont les activités sont essentielles au succès du groupe. Les options donnent droit à l'acquisition du nombre équivalent d'actions *SIPEF*. Le comité de rémunération est chargé du suivi de ce plan et de la sélection des bénéficiaires.

Les options sont offertes gratuitement et ont une durée de 10 ans. La norme IFRS 2 a été appliquée aux options. La juste valeur au 31 décembre 2011 des options accordées s'élève à KUSD 524 et est calculée à l'aide du modèle Black & Scholes, dont les critères principaux sont:

Année d'attribution	2011
Cours de bourse (En EUR)	58,00
Rendement en dividende	2,50%
Durée estimée	5,00
Volatilité	38,29
Taux d'intérêt	3,59%
Valeur Black & Scholes	18,37

La juste valeur de KUSD 524 est prise en résultats sur la période « vesting » de 3 ans (2012-2014).

Afin de couvrir les obligations d'options actuelles *SIPEF* détient un total de 59 676 actions propres en portefeuille.

## 25. Impôts sur les résultats

L'état de rapprochement entre la charge d'impôt et les taux d'imposition applicables localement est présenté comme suit:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Bénéfice avant impôts	131 887	118 497
Impôts aux taux applicables localement	-35 101	-31 331
Taux d'imposition moyen applicable	26,61%	26,44%
Précompte mobilier sur dividendes	- 301	- 210
Différences permanentes	-2 552	349
Impôts différés sur actifs non courants résultant de fluctuations des taux de change	7 430	2 103
Charge d'impôt	-30 524	-29 089
Taux d'imposition effectif moyen	23,14%	24,55%

Les chiffres consolidés du groupe sont présentés en USD. Néanmoins, les filiales doivent s'acquitter des impôts calculés et exprimés en monnaie locale.

Par conséquent, la base fiscale des actifs et passifs est exprimée en monnaie locale et des différences temporelles se créent par suite des variations des cours de change.

Les impôts différés qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultats en conformité de IAS 12.41 et ont un impact important sur le taux d'imposition effectif.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale ce qui donne les actifs et les passifs d'impôts différés suivants:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Actifs d'impôts différés	247	29
Passifs d'impôts différés	-48 505	-47 508
<b>Impôts différés nets</b>	<b>-48 258</b>	<b>-47 479</b>

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Les mouvements dans les impôts différés (actifs - passifs) sont comme suit:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Solde d'ouverture	-47 479	-40 826
Augmentation (= charge)/diminution (= produit) via le compte de résultats	- 951	-5 831
Variation périmètre		- 650
Reclassification d'actifs destinés à la vente	172	- 172
<b>Solde de clôture</b>	<b>-48 258</b>	<b>-47 479</b>

Les impôts différés résultent de:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Addition/(utilisation) de pertes fiscales reportées	1 026	1 782
Naissance ou reprise des différences temporelles - actifs biologiques	-3 951	-6 041
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres actifs non courants	2 387	415
Naissance ou reprise des différences temporelles - provision retraite	227	263
Naissance ou reprise des différences temporelles - évaluation des stocks	231	-1 511
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres	- 871	- 739
	<b>- 951</b>	<b>-5 831</b>

L'addition de pertes fiscales reportées concerne principalement les pertes de démarrage des filiales indonésiennes du groupe *UMW* pour lesquelles il est désormais probable que suffisamment de profits fiscaux seront disponibles dans le future pour pouvoir récupérer les pertes reportées.

Le total des actifs d'impôts différés n'est pas comptabilisé intégralement dans le bilan. La répartition suivante peut être faite selon les impôts différés totaux comptabilisés ou non comptabilisés:

<i>En KUSD</i>	2011		
	Total	Non repris	Repris
Actifs biologiques	-42 745		-42 745
Autres actifs non courants	-6 717	455	-7 172
Stocks	-5 825		-5 825
Dettes à long terme	0		
Provision retraite	2 673		2 673
Pertes fiscales	11 596	7 623	3 973
Autres	838		838
<b>Total</b>	<b>-40 180</b>	<b>8 078</b>	<b>-48 258</b>

La plupart des actifs d'impôts différés non comptabilisés à la fin de 2011 se trouvent chez la société mère, (KUSD 5 236), chez *Plantations J. Eglin SA* (KUSD 455) et chez *Jabelmalux SA* (KUSD 2 387).

Pour ces entreprises, il existe une incertitude quant à la réalisation de profits taxables suffisants.

Les raisons de cette incertitude sont:

- Pour *SIPEF* et *Jabelmalux SA*: le fait que les revenus les plus importants sont peu ou pas du tout assujettis aux impôts sur les revenus (dividendes et plus-values sur actions);
- Pour *Plantations J. Eglin SA*: la situation politique instable en Côte d'Ivoire et l'incertitude concernant les prix futurs pour les bananes.

Les pertes fiscales totales (comptabilisées et non comptabilisées) ont l'échéance suivante:

En KUSD	2011		
	Total	Non repris	Repris
1 an	0		
2 ans	1 067		1 067
3 ans	0		
4 ans	514		514
5 ans	1 609		1 609
Illimité	8 406	7 623	783
<b>Total</b>	<b>11 596</b>	<b>7 623</b>	<b>3 973</b>

L'impôt net à payer se rapporte principalement à des impôts dus en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En KUSD	2011	2010
Impôts à recevoir	936	5 122
Impôts à payer	-18 884	-15 274
<b>Impôts à payer nets</b>	<b>-17 948</b>	<b>-10 152</b>

En KUSD	2011	2010
Impôts à payer nets au début de la période	-10 152	-4 665
Variation périmètre	- 8	229
Impôts à payer	-29 573	-23 258
Impôts payés	21 785	17 542
	<b>-17 948</b>	<b>-10 152</b>



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Les impôts payés comme indiqués dans le tableau des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants:

En KUSD	2011	2010
Charge d'impôt	-30 524	-29 089
Impôts différés	951	5 831
<b>Impôts exigibles</b>	<b>-29 573</b>	<b>-23 258</b>
Variation des impôts payés par versement anticipé	4 186	404
Variation des impôts à payer	3 602	5 312
<b>Impôts payés</b>	<b>-21 785</b>	<b>-17 542</b>

## 26. Quote-part dans le résultat des entreprises associées

Les filiales du secteur des assurances se sont concentrées sur les activités maritimes et les risques d'assurance en général. Les résultats récurrents ont souffert de résultats techniques temporairement inférieurs et les coûts de restructuration n'ont rendu la quote-part dans le résultat des entreprises associées que légèrement positive (KUSD 210). La contribution pour 2010 a été influencée par des plus-values (KUSD 2 578) sur la vente des activités aux Pays-Bas et en Belgique.

## 27. Variation fonds de roulement

Le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles a augmenté de 19,7% par rapport à la même période de l'année dernière. Alors que les actifs et passifs courants ont augmenté et se maintiennent à peu près en équilibre, les besoins en fonds de roulement se sont élevés temporairement suite à l'accroissement du stock d'huile de palme à expédier.

## 28. Instruments financiers

Les activités courantes exposent le groupe à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des produits de base, les taux de change, les taux d'intérêt et les risques de crédit et de liquidités. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le groupe recourt dans une mesure limitée à des instruments financiers dérivés.

## Evolution du prix des produits de base

### Risque structurel

Le groupe SIPEF est exposé à des risques structurels liés aux prix des produits de base.

Ces risques résultent principalement de l'impact des prix de l'huile de palme et de l'huile de palmiste et, dans une moindre mesure, du caoutchouc. Un changement du prix de l'huile de palme d'USD 10 CIF par tonne a un impact d'environ KUSD 1 250 (sans tenir compte de l'impact sur l'actuelle taxe à l'exportation en Indonésie) sur le résultat après impôts. Ce risque est considéré comme un risque courant.

### Risque transactionnel

Le groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des produits vendus.

Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des matières premières achetées auprès des tiers entre le moment où le prix est fixé avec un client et celui où la transaction est réglée. Ce risque est considéré comme un risque courant.

### Risque de change

La plupart des filiales utilisent l'USD comme devise fonctionnelle.

Pour le groupe les risques liés aux devises sont de trois types distincts: structurels, transactionnels et de conversions:

#### Risque structurel

Les revenus du groupe SIPEF étant dans une large mesure exprimés en USD alors que tous les opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire et Europe), tout changement du taux de change entre l'USD et la monnaie locale a un impact significatif sur les résultats de la société. La majeure partie de ce risque structurel est considérée comme un risque courant.

#### Risque transactionnel

Le groupe est par ailleurs sujet à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client, un fournisseur ou un établissement financier et celui du règlement de la transaction. A l'exception d'une couverture naturelle, ces risques ne sont pas couverts étant donnée l'échéance limitée de la plupart des dettes et créances.

Les obligations en matière de pensions en Indonésie sont toutefois des dettes à long terme significatives qui sont payables entièrement en IDR. Une dévaluation ou réévaluation de 10% vis-à-vis de l'USD a un impact sur le compte de résultats comme suit:

En KUSD

	IDR + 10%	Valeur comptable	IDR - 10%
Obligations en matière de pensions en Indonésie	9 722	10 694	11 883
Impact brut sur le compte de résultats	972		-1 189

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

En plus en date du 22 février 2012 le conseil d'administration a proposé le paiement de KEUR 15 218 (EUR 1,7 brut par action ordinaire). Dans le cadre de notre politique de liquidités et de devises, le risque du cours de change pour le paiement de ce dividende a été couvert en 5 tranches par la vente de KUSD 20 889 pour KEUR 15 220 (cours de change moyen de 0,7287).

- KUSD 18 517 (KEUR 13 440) avant la fin de l'année

- KUSD 2 372 (KEUR 1 780) après la fin de l'année

Analyse de sensibilité:

Au sujet de la couverture du dividende avant la fin de l'année, une dévaluation ou réévaluation de 10% de l'EUR vis-à-vis du USD au cours de clôture a un impact sur le compte de résultats comme suit:

En KUSD	EUR + 10%	Valeur nette comptable	EUR - 10%
Dividende	15 679	17 421	19 163
Impact brut sur le compte de résultats	1 742		- 1 742

## Risque de conversion

Le groupe SIPEF est une entreprise internationale qui possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en USD. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les états financiers du groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'USD. Le groupe SIPEF ne se couvre pas contre ce risque (voir méthodes comptables).

Etant donné qu'à partir du 1 janvier 2007 la devise fonctionnelle de la plupart des activités est similaire à la devise des comptes rendus, ce risque a en grande partie été limité.

## Risque d'intérêt

L'exposition du groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne les obligations liées aux passifs financiers du groupe. Fin décembre 2011, les actifs/(passifs) financiers nets du groupe s'élevaient à KUSD 47 519 (2010: KUSD 56 484) dont KUSD 2 600 (2010: KUSD 7 800) emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an et KUSD 50 119 nette (2010: KUSD 64 284) trésorerie à court terme.

Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le groupe a décidé de couvrir l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en contractant des swaps de taux d'intérêts de manière que 100% des emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an soient sujets à un taux d'intérêt fixe (voir également note 20 concernant la dette financière nette).

Les moyens financiers disponibles sont placés sous forme de dépôts à court terme.

## Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Ce risque de crédit peut être scindé en risque de crédit commercial ou financier. En ce qui concerne le risque de crédit commercial, la direction a élaboré une politique de crédit et l'exposition à ce risque de crédit est suivie de manière continue.

En pratique une distinction est faite entre:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
- créances émanantes de ventes d'huile de palme, caoutchouc et thé	36 537	24 507
- créances émanantes de ventes de bananes et de plantes	936	1 932
	<b>37 473</b>	<b>26 439</b>

Le risque de crédit de la première catégorie est toutefois limité étant donné que ces ventes sont payées pour la plupart immédiatement contre remise de documents de propriété. En plus il concerne un nombre limité de clients bien connus (par produit environ 90% des ventes sont réalisés par un maximum de 10 clients dont aucun ne représente plus de 30%). Contrairement à la première catégorie, le risque de crédit des créances émanant des ventes de bananes et de plantes est plus grand.

Pour les deux catégories il existe un suivi hebdomadaire des soldes non-payés ainsi qu'une politique de sommation active. Des réductions de valeur sont reprises lorsqu'un encaissement entier ou partiel est devenu improbable. Les éléments qui sont pris en considération lors de cette appréciation sont principalement la durée du retard de paiement et la solvabilité du client. Les créances résultant des ventes de bananes et de plantes ont la structure d'échéance suivante:

<i>En KUSD</i>	2011	2010
Non expirées	820	1 754
Expirées < 30 jours	116	178
Expirées > 30 jours	0	0
	<b>936</b>	<b>1 932</b>

Aucune réduction de valeur sur créances n'a été actée en 2011.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## Risque de liquidités

Une manque matériel et incessant de nos flux de trésorerie endommagerait notre solvabilité et la confiance des investisseurs et pourrait limiter le pouvoir du groupe d'attirer du capital. Le flux de trésorerie opérationnel offre les moyens pour financer les passifs financiers et pour améliorer la valeur pour les actionnaires.

Le groupe contrôle les risques de liquidités moyennant des estimations à court et à long terme des flux de trésorerie futurs. Le groupe SIPEF garde l'accès vers les marchés financiers moyennant des programmes de dettes à court et à long terme. Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie (non escomptés) conclus contractuellement émanants de dettes à la date du bilan:

2011 - En KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an							
Passifs financiers > 1 an							
<b>Passifs non courants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	14 491	-14 491	-14 491				
Acomptes reçus	465	- 465	- 465				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	2 600	-2 646	-2 646				
Dettes financières	25	- 25	- 25				
Instruments financiers dérivés	1 004	-1 004	-1 004				
Autres passifs courants	6 517	-6 517	-6 517				
<b>Passifs courants</b>	<b>25 102</b>	<b>-25 148</b>	<b>-25 148</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

2010 - En KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an							
Passifs financiers > 1 an							
<b>Passifs non courants</b>	<b>2 600</b>	<b>-2 677</b>	<b>0</b>	<b>-2 677</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	9 195	-9 195	-9 195				
Acomptes reçus	286	- 286	- 286				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	5 200	-5 487	-5 487				
Dettes financières	323	- 323	- 323				
Instruments financiers dérivés	168	- 169	- 158	- 11			
Autres passifs courants	4 817	-4 817	-4 817				
<b>Passifs courants</b>	<b>19 989</b>	<b>-20 277</b>	<b>-20 266</b>	<b>- 11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



Afin de limiter le risque de crédit financier, *SIPEF* a placé ses activités principales auprès d'un groupe limité de banques d'une haute solvabilité. La société doit respecter certains ratios de solvabilité bien définis pour l'un de ses crédits. En 2011, comme pour les années précédentes, il n'y avait aucune transgression dans les conditions d'accords de crédits ni défaut dans les délais de paiement.

### **Instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière**

Les juste valeurs des instruments financiers sont:

En KUSD	2011	2010
Opérations de change à terme	- 968	119
Swaps de taux d'intérêt	- 36	- 287
<b>Juste valeur (+ = actif; - = passif)</b>	<b>- 1 004</b>	<b>- 168</b>

En accord avec IFRS 7 les dérivés financiers sont placés au niveau 1,2 ou 3.

- Le niveau 1 concerne les juste valeurs sur base des valeurs de marché cotés.
- Le niveau 2 concerne les juste valeurs sur base de données autres qu'au niveau 1 mais qui sont identifiables pour l'actif de l'obligation.
- Le niveau 3 concerne la juste valeur qui n'est pas basée sur des données identifiables.

La juste valeur du swap de taux d'intérêt a été calculée sur base des tarifs interbancaires de taux d'intérêt au 31 décembre 2011 et 2010 et a été placée au niveau 2.

La juste valeur de la transaction de change à terme sur la base des cours de clôture du 31 décembre 2011 a été également ramené au niveau 2.

Le montant notionnel du swap amorti s'élève à KUSD 2 600 et celui du contrat de change à terme à KUSD 14 034.

Une hausse ou une baisse du tarif des taux d'intérêt de 10 points de base mènent respectivement à une baisse ou à une hausse de la juste valeur de KUSD 0,5.

### **Instruments financiers par catégorie**

Le tableau ci-dessous représente les instruments financiers par catégorie à fin 2011 et 2010. La valeur comptable mentionnée dans ce résumé est également représentative pour la juste valeur.

Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an (KUSD 2 600; 2010: KUSD 7 800) concernent des emprunts couverts par un swap de taux d'intérêt pour KUSD 2 600 (2010: KUSD 7 800). La direction est d'avis que, vu la situation du marché, la valeur comptable des emprunts à taux d'intérêt fixe est également représentative pour la valeur réelle.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

2011 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(1)				
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	4 060	4		4 064
Créances > 1 an				
Autres créances		106		106
<b>Total actifs financiers non courants</b>	<b>4 060</b>	<b>110</b>	<b>0</b>	<b>4 170</b>
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		37 473		37 473
Investissements				
Instruments financiers et placements		15 855		15 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34 289		34 289
Autres actifs courants		1 754		1 754
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>89 371</b>	<b>0</b>	<b>89 371</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4 060</b>	<b>89 481</b>	<b>0</b>	<b>93 541</b>

2011 - En KUSD	Instruments dérivés	Autres passifs	Total valeur comptable
(2)			
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an			
			0
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)			
			0
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		14 491	14 491
Acomptes reçus		465	465
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an		2 600	2 600
Dettes financières		25	25
Instruments financiers dérivés	1 004		1 004
Autres passifs courants		6 517	6 517
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>1 004</b>	<b>24 098</b>	<b>25 102</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>1 004</b>	<b>24 098</b>	<b>25 102</b>

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti

2010 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(1)				
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	4 004	35		4 039
Créances > 1 an				
Autres créances		145		145
<b>Total actifs financiers non courants</b>	<b>4 004</b>	<b>180</b>	<b>0</b>	<b>4 184</b>
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		26 439		26 439
Investissements				
Instruments financiers et placements		15 582		15 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie		49 025		49 025
Autres actifs courants		2 085		2 085
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>93 131</b>	<b>0</b>	<b>93 131</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4 004</b>	<b>93 311</b>	<b>0</b>	<b>97 315</b>

2010 - En KUSD	Instruments dérivés	Autres passifs	Total valeur comptable
(2)			
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an			
			0
Passifs financiers > 1 an		2 600	2 600
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>0</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		9 195	9 195
Acomptes reçus		286	286
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an		5 200	5 200
Dettes financières		323	323
Instruments financiers dérivés	168		168
Autres passifs courants		4 817	4 817
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>168</b>	<b>19 821</b>	<b>19 989</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>168</b>	<b>22 421</b>	<b>22 589</b>

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

La contribution au résultat net des instruments financiers par catégorie est présentée comme suit:

2011 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires						0
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	0	0	0	0	0	0
Produits financiers		106	547			653
Charges financières		- 204			- 473	- 677
Dérivés maintenus à des fins commerciales				- 837		- 837
	0	- 98	547	- 837	- 473	- 859

2010 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires						0
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	0	0	0	0	0	0
Produits financiers		129	848			977
Charges financières		- 208			- 923	- 1 131
Dérivés maintenus à des fins commerciales				630		630
	0	- 79	848	630	- 923	476

## 29. Co-entreprises

L'entité *PT Agro Muko* en Indonésie est gérée selon les principes des co-entreprises (contrôle conjoint) et est comptabilisée selon la méthode de consolidation proportionnelle. La part du groupe est passée en 2010 de 40,475% à 47,2919%. Le goodwill est explicité à la note 32.

Les chiffres clés de la co-entreprise (à concurrence détenus par le groupe) sont les suivants:

Etat consolidé de la situation financière - En KUSD	2011	2010
Actifs non courants	45 240	42 399
Actifs courants	13 940	15 368
Passifs non courants	- 7 124	- 6 390
Passifs courants	- 4 495	- 2 013
<b>Total capitaux propres</b>	<b>47 561</b>	<b>49 364</b>

Compte de résultats	2011	2010
<i>En KUSD</i>		
Résultat opérationnel	25 716	18 561
Résultat financier	232	152
Charge d'impôts	-6 458	-4 286
<b>Résultat des activités poursuivies</b>	<b>19 491</b>	<b>14 427</b>

### 30. Contrats de location simple

Le groupe loue des espaces professionnels, du matériel industriel et des véhicules dans le cadre de contrats de location simple. Les paiements des loyers résultant de loyers minima non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

	2011	2010
<i>En KUSD</i>		
1 an	257	313
2 ans	23	58
3 ans	5	24
4 ans		5
5 ans		
	<b>285</b>	<b>400</b>

Dans le courant de l'année le groupe a comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 335 (2010: KUSD 324).

### 31. Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.



# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 32. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises, acquisitions et cessions

En 2010, le groupe a acquis, par le biais de sa filiale *PT Tolan Tiga Indonesia* détenue à 95%, une participation supplémentaire de 6,82% dans *PT Agro Muko* et les sociétés brésiliennes *Bonal SA* et *Senor Ltd* ont été cédées.

Ces transactions ont eu un impact par segment sur le bilan, le compte de résultats et le flux de trésorerie de la manière suivante:

Dans le courant de l'année 2011 il n'y avait pas d'acquisitions ou de cessions importantes.

En KUSD	2011	2010
	Total	
Immobilisations incorporelles - Autres		38
Actifs biologiques		3 468
Immobilisations corporelles		1 556
Actifs/passifs courants (excl. trésorerie et équivalents de trésorerie)		165
Provisions		- 164
Impôts différés		- 650
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 049
Écarts de conversion		545
Intérêts non contrôlant		9
<b>Capitaux propres achetés/vendus</b>	<b>0</b>	<b>6 016</b>
Prix d'achat (-) / prix de vente (+)		-7 837
Goodwill		3 171
Résultat	0	1 350
Prix d'achat (-) / prix de vente (+)		-7 837
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 049
Entrée (+) / sortie (-) nette de liquidités	0	-6 788

## 33. Droits et engagements hors bilan

### Garanties

Des tiers ont constitué des garanties s'élevant à KUSD 84 pour le compte de la société et d'un montant de KUSD 320 pour le compte des filiales.

*SIPEF* a constitué des garanties pour un montant de KUSD 1 856 pour le compte de *Hargy Oil Palms Ltd*.

Divers droits et engagements représentent des options d'achat (KUSD -89) et des options de vente (KUSD 78) sur les actifs du secteur de l'assurance.

### Litiges importants en cours

Néant

### Ventes à terme

Les obligations des livraisons de marchandises (produits palmiers, caoutchouc, thé et bananes et plantes) après la fin de l'année cadrent dans le délai de vente normal d'environ 3 mois avant la date de livraison effective. De ce fait elles ne sont pas considérées comme des ventes à terme.

Le groupe a également conclu au 31 décembre 2011 de vraies ventes à termes pour l'huile de palme afin de sécuriser le cash flow nécessaire au financement des plans d'expansion.

Il s'agit des livraisons suivantes:

	Tonne	Prix (USD/tonne CIF)
2012	48 000	1 065
2013	25 500	1 093
2014	12 000	1 050
<b>Total</b>	<b>85 500</b>	

## 34. Information relative aux parties liées

### Transactions avec les administrateurs et les membres du comité exécutif

Les principaux dirigeants sont constitués par le conseil d'administration et le comité exécutif du groupe.

Le tableau ci-dessous présente leurs rémunérations:

*En KUSD*

	2011	2010
Rémunérations des administrateurs		
rémunération fixe	284	202
Avantages du personnel à court terme	3 350	2 358
Avantages postérieurs à l'emploi	501	587
<b>Total</b>	<b>4 135</b>	<b>3 147</b>

Les montants sont payés en EUR. Le montant payé en 2011 s'élève à KEUR 2 954 (KEUR 2 382 en 2010). L'augmentation est principalement due à des rémunérations variables plus élevées.

A partir de l'exercice 2007 des rémunérations fixes sont payées aux membres du conseil d'administration, du comité d'audit et du comité de rémunération.

Dans le cadre des informations à fournir sur les parties liées les relations ne sont pas significatives, à l'exception du contrat de location existant depuis 1985 entre Cabra NV et *SIPEF* concernant les bureaux et les parkings annexes à Kasteel Calesberg à Schoten. Le prix de location annuel indexé s'élève à KUSD 210 (KEUR 150) et un montant de KUSD 85 (KEUR 60) est également facturé pour la participation dans les frais d'entretien des bâtiments, des parkings et du parc.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

De plus amples informations sur les relations entre *SIPEF* et les membres du comité exécutif et du conseil d'administration sont reprises dans la section « Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise » de ce rapport annuel.

## 35. Résultat par action (de base et dilué)

### Des activités suivies et abandonnées

	2011	2010
<b>Résultat de base par action</b>		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	10,63	9,48
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	95 088	84 843
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 946 767	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 951 740	8 951 740
Impact des actions émises / programme de rachat d'actions	- 4 973	
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740
<b>Résultat dilué par action</b>		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	10,63	9,48
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	95 088	84 843
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 946 767	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740
Effet des options sur actions sur l'émission		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740

## Des activités poursuivies

	2011	2010
<b>Résultat de base par action</b>		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	10,63	9,48
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	95 088	84 843
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 946 767	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 951 740	8 951 740
Impact des actions émises / programme de rachat d'actions	- 4 973	
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740
<b>Résultat dilué par action</b>		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	10,63	9,48
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	95 088	84 843
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 946 767	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740
Effet des options sur actions sur l'émission		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 946 767	8 951 740

## 36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Néant

## 37. Modifications récentes des IFRS

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers du groupe SIPEF.

# Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

## 38. Développements récents

A notre connaissance, il n'y a pas eu de circonstances ou développements qui pourraient avoir une influence importante sur l'évolution future du groupe. Le conseil d'administration propose un dividende brut de EUR 1,70 par action payable le mercredi 4 juillet 2012, ce qui revient à une augmentation de 13,3% comparé à l'année passée et à un 'pay-out ratio' de 25,2% sur le bénéfice net, part du groupe, avant IAS41.

## 39. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents

L'auditeur du groupe SIPEF est Deloitte Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL représenté par Dirk Cleymans. Les honoraires pour le rapport annuel de la *SIPEF* sont approuvés par l'assemblée générale après contrôle et approbation par le comité d'audit et par le conseil d'administration. Ces honoraires représentent un montant de KUSD 106 (contre KUSD 89 l'année passée).

Pour le groupe entier Deloitte a fourni en 2011 des prestations pour KUSD 554 (contre KUSD 412 l'année passée), dont KUSD 134 (2010: KUSD 78) pour des services non audit.



## Sipef NV

### **Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 présenté à l'assemblée générale des actionnaires**

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les états financiers consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

#### **Attestation sans réserve des états financiers consolidés, avec un paragraphe explicatif**

Nous avons procédé au contrôle des états financiers consolidés de Sipef NV (la « société ») et de ses filiales (conjointement le « groupe »), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces états financiers consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2011, le compte de résultats consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 567.291 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du groupe) de l'exercice s'élève à 95.088 (000) EUR.

L'établissement des états financiers consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le groupe pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2011, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année clôturée à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le rapport consolidé de gestion concernant la valeur réelle des actifs biologiques, qui met en évidence que la valeur comptable des actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques due principalement à la volatilité des prix de marché de production agricole et l'absence de marché liquide.

## Mention complémentaire


L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire) suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des états financiers consolidés:

- Le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les états financiers consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, le 22 février 2012

**Le commissaire**



DELOITTE/Reviseurs d'Entreprises  
SC s.f.d. SCRL  
Représentée par Dirk Cleymans

# Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels de *SIPEF* sont présentés ci-après dans un format résumé. Conformément au Code des Sociétés, les comptes annuels de *SIPEF*, ainsi que le rapport annuel et le rapport du commissaire, seront déposés à la Banque Nationale de Belgique. Ces documents sont également disponibles sur demande à:

SIPEF, Calesbergdreef 5, B-2900 Schoten

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et la performance financière du groupe *SIPEF*.

Le rapport du commissaire ne comporte aucune réserve et déclare que les comptes financiers non consolidés de *SIPEF* pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011, représentent de manière correcte et fiable la situation et la performance financière de l'entreprise, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

# Bilan abrégé (après affectations et prélèvements)

En KEUR

	2011	2010	2009
<b>Actif</b>			
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>61 732</b>	<b>45 588</b>	<b>56 102</b>
Frais d'établissement	0	0	0
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	296	399	478
Immobilisations corporelles	206	160	165
Immobilisations financières	61 230	45 029	55 459
<b>Actifs circulants</b>	<b>93 397</b>	<b>85 133</b>	<b>59 884</b>
Créances à plus d'un an	0	0	1 162
Stocks et commandes en cours d'exécution	342	528	535
Créances à un an au plus	72 408	51 108	31 071
Placements de trésorerie	15 598	31 274	23 851
Valeurs disponibles	5 021	2 096	3 205
Comptes de régularisation	28	127	60
<b>Total de l'actif</b>	<b>155 129</b>	<b>130 721</b>	<b>115 986</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux propres</b>	<b>64 015</b>	<b>75 220</b>	<b>80 825</b>
Capital	34 768	34 768	34 768
Primes d'émission	16 285	16 285	16 285
Réserves	7 356	3 990	3 990
Profit/ (perte) reporté	5 606	20 177	25 782
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>165</b>	<b>153</b>	<b>163</b>
Provision pour risques et charges	165	153	163
<b>Dettes</b>	<b>90 949</b>	<b>55 348</b>	<b>34 998</b>
Dettes à plus d'un an	0	1 942	5 415
Dettes à un an au plus	89 581	52 534	28 471
Comptes de régularisation	1 368	872	1 112
<b>Total du passif</b>	<b>155 129</b>	<b>130 721</b>	<b>115 986</b>

# Compte de résultats abrégé

<i>En KEUR</i>	2011	2010	2009
Ventes et prestations	238 723	176 690	150 762
Coût des ventes et des prestations	-235 241	-175 264	-148 616
<b>Résultats d'exploitation</b>	<b>3 482</b>	<b>1 426</b>	<b>2 146</b>
Produits financiers	4 012	3 395	19 433
Charges financières	-3 597	-709	-20 072
<b>Résultats financiers</b>	<b>415</b>	<b>2 686</b>	<b>-639</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>3 897</b>	<b>4 112</b>	<b>1 507</b>
Produits exceptionnels	115	3 723	1 063
Charges exceptionnelles	0	-8	-9
<b>Résultats exceptionnels</b>	<b>115</b>	<b>3 715</b>	<b>1 054</b>
<b>Résultat de l'exercice avant impôts</b>	<b>4 012</b>	<b>7 827</b>	<b>2 561</b>
Impôts sur le résultat	0	-4	0
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>4 012</b>	<b>7 823</b>	<b>2 561</b>

# Affectations et prélèvements

En KEUR

	2011	2010	2009
<b>Profit/ (perte) à affecter</b>	<b>24 189</b>	<b>33 605</b>	<b>35 629</b>
Profit/ (perte) de l'exercice à affecter	4 012	7 823	2 561
Profit/ (perte) reporté de l'exercice précédent	20 177	25 782	33 068
<b>Affectations et prélèvements</b>	<b>24 189</b>	<b>33 605</b>	<b>35 629</b>
Affectations à la réserve légale	0	0	0
Affectations aux autres réserves	3 365	0	0
Résultat à reporter	5 606	20 177	25 782
Dividende	15 218	13 428	9 847
Rémunération aux administrateurs	0	0	0





La cueillette des fruits de palmiers



**Siège social et bureaux:**

Kasteel Calesberg  
Calesbergdreef 5  
B-2900 Schoten

**Contact general:**

Tel: 32 (0) 3 641 97 00  
Fax: 32 (0) 3 646 57 05  
info@sipef.com  
www.sipef.com

**Conception graphique et impression:**

Drukkerij Lannoo nv  
www.lannooprint.com  
113577





S I P E F

[WWW.SIPEF.COM](http://WWW.SIPEF.COM)